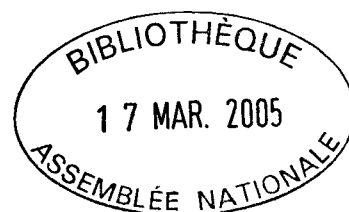




Répertoire législatif de l'Assemblée nationale 2004



Lois sanctionnées au cours des séances de la 1^{re} session de la 37^e Législature tenues du 9 mars au 17 juin 2004 et du 19 octobre au 16 décembre 2004

Éditeur officiel du Québec
2004

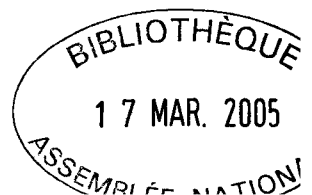
NOTE

Ce vingt-huitième Répertoire législatif annuel comporte un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale au cours de l'année 2004.

La liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 2004 inclut les lois publiques du gouvernement, les lois publiques des députés et les lois d'intérêt privé, mais les fiches descriptives de chaque loi de même que le tableau des modifications et l'index ne concernent pas les lois d'intérêt privé sanctionnées au cours de l'année.

Il s'agit évidemment d'un sommaire qui ne saurait dispenser de se référer à la loi elle-même pour en connaître avec précision la portée.

La Direction de la traduction
et de l'édition des lois
Assemblée nationale
Québec



Réalisé à la
Direction de la traduction
et de l'édition des lois de l'Assemblée nationale

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-551-22165-X
© Éditeur officiel du Québec, 2005

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction pour fins commerciales, par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

Imprimé au Canada

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Liste des lois sanctionnées	5
Tables de concordance	9
Abréviations et définitions	11
Fiches relatives aux lois	15
Liste des lois publiques du gouvernement par ministère ou par secteur	83
Liste des projets de loi présentés mais non adoptés en 2004	85
Liste des lois de 2004 et antérieures à 2004 entrées en vigueur par proclamation ou par décret en 2004	87
Tableau des modifications globales apportées aux lois publiques	93
Tableau des modifications apportées aux lois publiques en 2004	95
Index	163

LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES

Cette liste présente, par ordre de numéro de chapitre, les lois sanctionnées au cours de l'année 2004, avec le numéro de projet de loi qu'elles portaient lors de leur présentation.

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>Projet de loi</i>
1	Loi n° 1 sur les crédits, 2004-2005	n° 43
2	Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives	n° 29
3	Loi assurant la mise en œuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives en matière d'adoption	n° 11
4	Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives	n° 20
5	Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de fixation de pensions alimentaires pour enfants	n° 21
6	Loi modifiant la Loi sur les forêts	n° 39
7	Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005	n° 51
8	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives	n° 36
9	Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi concernant la taxe sur les carburants	n° 47
10	Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu	n° 52
11	Loi abrogeant la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec et modifiant d'autres dispositions législatives	n° 48
12	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives eu égard au statut des juges de paix	n° 50
13	Loi concernant l'abolition des rentes aux Îles-de-la-Madeleine	n° 58
14	Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de délai d'inscription	n° 40
15	Loi modifiant le Code des professions	n° 41
16	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les artistes professionnels	n° 42

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>Projet de loi</i>
17	Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de petites créances	n° 49
18	Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec	n° 53
19	Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale	n° 66
20	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	n° 54
21	Loi donnant suite au discours sur le budget du 12 juin 2003 et à certains autres énoncés budgétaires	n° 45
22	Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général et le Code du travail	n° 46
23	Loi modifiant le Code civil relativement au mariage	n° 59
24	Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Environnement, la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives	n° 44
25	Loi modifiant la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec, la Loi sur les archives et d'autres dispositions législatives	n° 69
26	Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale concernant l'établissement de programmes distincts	n° 79
27	Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route	n° 90
28	Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux études	n° 67
29	Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations	n° 75
30	Loi sur Services Québec	n° 63
31	Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives	n° 56
32	Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec	n° 61
33	Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	n° 78
34	Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives	n° 55
35	Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec et modifiant le Code de la sécurité routière	n° 60

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>Projet de loi</i>
36	Loi modifiant la Loi électorale	n° 64
37	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives	n° 72
38	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé	n° 73
39	Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives	n° 74
40	Loi abrogeant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique et la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	n° 81
41	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	n° 84
42	Loi concernant le Village de Kingsbury	n° 206
43	Loi concernant la Ville de Blainville	n° 207
44	Loi concernant la Ville de La Pocatière	n° 209
45	Loi concernant la Ville de New Richmond	n° 211
46	Loi concernant la Ville de Brownsburg-Chatham, la Ville de Lachute et la Municipalité de Wentworth-Nord	n° 212
47	Loi concernant la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska	n° 213
48	Loi concernant la Municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est	n° 214
49	Loi concernant la Ville de Murdochville	n° 208
50	Loi sur la Compagnie de cimetières catholiques des Bois-Francis	n° 210
51	Loi concernant la Ville de La Tuque	n° 215
52	Loi concernant Fiducie Desjardins inc. et Gestion de services financiers spécialisés Desjardins inc.	n° 216
53	Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie de Fiducie	n° 217
54	Loi concernant Trust La Laurentienne du Canada inc.	n° 218

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>Projet de loi</i>
55	Loi concernant l'Association des policiers provinciaux du Québec	n° 219
56	Loi concernant la Ville de Sherbrooke	n° 221
57	Loi concernant « Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke et sa version Sherbrooke Geriatric University Institute »	n° 222
58	Loi concernant la Ville de Baie-Comeau	n° 223

**TABLE DE CONCORDANCE
CHAPITRE / PROJET DE LOI**

<i>Chapitre</i>	<i>Projet de loi</i>	<i>Chapitre</i>	<i>Projet de loi</i>	<i>Chapitre</i>	<i>Projet de loi</i>
1	43	21	45	40	81
2	29	22	46	41	84
3	11	23	59	42	206
4	20	24	44	43	207
5	21	25	69	44	209
6	39	26	79	45	211
7	51	27	90	46	212
8	36	28	67	47	213
9	47	29	75	48	214
10	52	30	63	49	208
11	48	31	56	50	210
12	50	32	61	51	215
13	58	33	78	52	216
14	40	34	55	53	217
15	41	35	60	54	218
16	42	36	64	55	219
17	49	37	72	56	221
18	53	38	73	57	222
19	66	39	74	58	223
20	54				

**TABLE DE CONCORDANCE
PROJET DE LOI / CHAPITRE**

<i>Projet de loi</i>	<i>Chapitre</i>	<i>Projet de loi</i>	<i>Chapitre</i>	<i>Projet de loi</i>	<i>Chapitre</i>
11	3	54	20	84	41
20	4	55	34	90	27
21	5	56	31	206	42
29	2	58	13	207	43
36	8	59	23	209	44
39	6	60	35	211	45
40	14	61	32	212	46
41	15	63	30	213	47
42	16	64	36	214	48
43	1	66	19	208	49
44	24	67	28	210	50
45	21	69	25	215	51
46	22	72	37	216	52
47	9	73	38	217	53
48	11	74	39	218	54
49	17	75	29	219	55
50	12	78	33	221	56
51	7	79	26	222	57
52	10	81	40	223	58
53	18				

ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS

AM:	Amendement
MAJ:	À la majorité des voix
VOTE:	P Pour C Contre A Abstention
Ministre responsable:	ministre responsable de l'application de la loi
Parrain:	ministre par ou au nom de qui le projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale
Présentation du projet de loi:	présentation du projet de loi à l'Assemblée nationale
Consultation générale:	étape facultative à l'occasion de laquelle les personnes et les groupes concernés par le projet de loi peuvent faire part de leurs commentaires et de leurs suggestions aux parlementaires
Consultations particulières:	étape facultative à l'occasion de laquelle les personnes ou les organismes qui ont une connaissance ou une expérience particulière du domaine de la compétence d'une commission expriment leur opinion à cette dernière à la suite d'une invitation spéciale de la commission
Adoption du principe:	adoption du principe du projet de loi par l'Assemblée nationale
Étude détaillée en commission:	étude détaillée du projet de loi par une commission parlementaire permanente de l'Assemblée nationale
Dépôt du rapport de consultation:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport de la commission parlementaire qui a mené des consultations particulières ou une consultation générale
Dépôt du rapport de la commission:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport de la commission parlementaire qui a étudié en détail le projet de loi

Prise en considération du rapport de la commission :	prise en considération du rapport de la commission parlementaire qui a étudié en détail le projet de loi par le vote de ce rapport par l'Assemblée nationale
Adoption du projet de loi :	adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale
Sanction :	sanction du projet de loi par le lieutenant-gouverneur
Entrée en vigueur :	entrée en vigueur de la loi par l'effet d'une disposition de cette loi ou d'un décret du gouvernement
Loi(s) modifiée(s), remplacée(s) ou abrogée(s) :	loi ou liste des lois modifiées, remplacées ou abrogées par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
Règlement(s) modifié(s) :	règlement ou liste des règlements modifiés par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
Décret(s) modifié(s) :	décret ou liste des décrets modifiés par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
<u>Commissions :</u>	
CAN :	Commission de l'Assemblée nationale
CAP :	Commission de l'administration publique
CAPA :	Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
CAS :	Commission des affaires sociales
CAT :	Commission de l'aménagement du territoire
CC :	Commission de la culture
CE :	Commission de l'éducation
CET :	Commission de l'économie et du travail
CFP :	Commission des finances publiques
CI :	Commission des institutions

CP:	Commission plénière
CS:	Commission spéciale
CTE:	Commission des transports et de l'environnement

Chapitre 1 (projet de loi n°43)**Loi n° 1 sur les crédits, 2004-2005**

Objet: Cette loi autorise le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu, pour l'année financière 2004-2005, une somme maximale de 10 595 983 175,00 \$ représentant un peu plus de 25 % des crédits à voter pour chacun des programmes des portefeuilles énumérés en annexe.

La loi indique en outre dans quelle mesure le Conseil du trésor pourra autoriser des transferts de crédits entre programmes ou portefeuilles.

Ministre responsable :	ministre responsable de l'Administration gouvernementale, présidente du Conseil du trésor
Parrain :	Madame Monique Jérôme-Forget
Présentation du projet de loi :	2004-03-31 MAJ
Adoption du principe :	2004-03-31 MAJ
Adoption du projet de loi :	2004-03-31 MAJ
Sanction :	2004-03-31
Entrée en vigueur :	2004-03-31
Loi modifiée :	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

Chapitre 2 (projet de loi n° 29)

Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie le Code de la sécurité routière afin d'harmoniser les règles sur les heures de travail et de repos des conducteurs de véhicules lourds avec celles applicables dans les autres provinces canadiennes. Ainsi, la loi introduit de nouvelles dispositions concernant la conduite d'un véhicule lourd lorsque la capacité d'un conducteur est affaiblie au point qu'il est dangereux qu'il conduise et lorsque le fait de conduire compromet la santé ou la sécurité du public. Elle introduit aussi de nouvelles règles concernant le chargement des véhicules lourds et les responsabilités encourues par les expéditeurs et les autres intervenants en transport en cas de surcharge des véhicules.

De plus, cette loi confère à l'agent de la paix le pouvoir d'obliger le conducteur à soumettre son véhicule routier à une vérification des vitres teintées auprès de la Société de l'assurance automobile du Québec. En outre, cette loi assujettit toutes les routes asphaltées sous la responsabilité du ministère des Ressources naturelles aux dispositions du Code de la sécurité routière relativement aux limites de vitesse des véhicules routiers.

Par ailleurs, cette loi modifie la Loi sur la police afin d'assujettir le contrôleur routier au Code de déontologie des policiers lorsqu'il agit à titre d'agent de la paix.

Enfin, cette loi introduit diverses modifications de nature technique au Code de la sécurité routière ainsi que des modifications de concordance.

Ministre responsable :	ministre des Transports
Parrain :	Madame Julie Boulet
Présentation du projet de loi :	2003-11-12
Adoption du principe :	2003-11-27 MAJ
Étude détaillée en commission :	CTE 2003-12-01 ; 2003-12-04 ; 2004-02-12 ; 2004-02-17 ; 2004-02-20
Dépôt du rapport de la commission :	2004-03-09 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-03-10 MAJ
Adoption du projet de loi :	2004-03-25
Sanction :	2004-04-06

Entrée en vigueur :

2004-04-06, à l'exception des dispositions des articles 1, 3, 4, 19, 31, 32, 40 et 53 qui entreront en vigueur le 6 mai 2004 et de celles des articles 2, 5 à 8, 10 à 12, 14 à 16, 21 à 25, 27 à 30, 33 à 39, 41 à 52, 54 à 59, 61 à 65, 73 à 77 et 79 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

- 2005-01-01:

aa. 6, 8, 12, 15, 30, 41, 55, 62, 76, 77, 79
 Décret n° 1184-2004
 G.O., 2004, Partie 2, p. 5537

Lois modifiées: Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)

Loi sur la police (L.R.Q., chapitre P-13.1)

Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.011)



Chapitre 3 (projet de loi n° 11)

Loi assurant la mise en oeuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives en matière d'adoption

Objet: Cette loi prévoit d'abord que la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, reproduite en annexe, a force de loi au Québec.

À cet égard, la loi précise les modalités d'application de la Convention. C'est ainsi qu'elle désigne le ministre de la Santé et des Services sociaux comme l'Autorité centrale du Québec et harmonise certaines règles du Code civil avec celles de la Convention.

La loi apporte aussi des modifications au Code civil, notamment dans le but de confier aux seuls organismes agréés en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse les démarches d'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec, à moins qu'un arrêté du ministre de la Santé et des Services sociaux ne prévoie autrement. Elle étend la possibilité de reconnaissance judiciaire aux décisions d'adoption, qu'elles soient judiciaires ou non, rendues hors du Québec, alors que celles rendues dans le cadre de la Convention seront reconnues de plein droit. Elle permet également au directeur de l'état civil de dresser un acte de naissance à la suite de l'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec à partir du jugement rendu au Québec, de la décision reconnue judiciairement au Québec ou d'un autre acte qui, en vertu de la loi, produit les effets de l'adoption au Québec.

Enfin, la loi modifie la Loi sur la protection de la jeunesse afin notamment de préciser les fonctions du ministre en matière d'adoption internationale, de revoir le régime d'agrément d'organismes en cette matière, d'accroître le pouvoir de contrôle du ministre sur les organismes agréés, en lui conférant, entre autres, des pouvoirs d'inspection et d'enquête, et d'ajuster les sanctions pénales en matière d'adoption.

Ministre responsable :	ministre de la Santé et des Services sociaux
Parrain :	M. Philippe Couillard
Présentation du projet de loi :	2003-06-20
Adoption du principe :	2003-10-30
Consultations particulières :	CAS 2004-02-03
Dépôt du rapport de consultations :	2004-03-09
Étude détaillée en commission :	CAS 2004-02-03 ; 2004-02-10
Dépôt du rapport de la commission :	2004-03-09 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:**

2004-04-22

Adoption du projet de loi:

2004-04-22

Sanction:

2004-04-22

Entrée en vigueur:

à la date ou aux dates fixées par le
gouvernement

– 2004-09-01:

aa. 26, 27 (par. 1°), 28-30
Décret n°759-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 3845

Lois modifiées: Code civil du Québec (1991, chapitre 64)

Loi sur les adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine
(L.R.Q., chapitre A-7.01)

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)

Chapitre 4 (projet de loi n° 20)

Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le ministère du Revenu notamment pour adapter certaines règles de procédure propres à la législation fiscale aux nouvelles règles introduites par le Code de procédure civile le 1^{er} janvier 2003, pour préciser certaines règles de procédure applicables en matière fiscale, pour introduire la notion d'autorisation générale et pour modifier certaines règles relatives à la responsabilité des administrateurs et à la compensation fiscale gouvernementale.

Elle modifie la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires et la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers afin de les rendre concordantes avec la Loi sur le ministère du Revenu en matière de procédure.

Elle modifie la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de préciser les obligations d'une personne qui entend vendre au détail du tabac ou du carburant au Québec.

Elle modifie certaines lois pour faire en sorte que l'envoi par le ministre du Revenu des avis de cotisation ne soit plus limité à la voie postale.

Enfin, elle modifie certaines règles applicables aux successions ouvertes avant le 28 mai 1986.

Ministre responsable :	ministre du Revenu
Parrain :	M. Lawrence S. Bergman
Présentation du projet de loi :	2003-10-29
Adoption du principe :	2003-11-11
Étude détaillée en commission :	CFP 2003-11-18; 2003-11-20; 2003-11-25; 2003-12-02; 2004-03-24; 2004-03-25; 2004-03-30; 2004-03-31
Consultations particulières :	CFP 2003-11-20
Dépôt du rapport de consultations et de l'étude détaillée :	2004-04-01 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-04-20 MAJ
Adoption du projet de loi :	2004-04-22 MAJ
Sanction :	2004-04-22

Entrée en vigueur :

2004-04-22, à l'exception des articles 38, lorsqu'il édicte le deuxième alinéa de l'article 93.1.17 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), 39 et 44, qui entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur du premier règlement pris après cette date par le gouvernement pour l'application des articles 93.1.18 et 93.13 de la Loi sur le ministère du Revenu, qu'ils édictent

Lois modifiées : Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
 Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
 Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., chapitre P-2.2)
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
 Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)
 Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale (L.R.Q., chapitre S-32.001)
 Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)
 Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)

Chapitre 5 (projet de loi n° 21)**Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de fixation de pensions alimentaires pour enfants**

Objet : Cette loi modifie, en matière d'obligations alimentaires des parents, le Code civil et le Code de procédure civile en vue principalement d'assurer une plus grande égalité de traitement entre tous les enfants. Ainsi, la loi fait en sorte que les obligations alimentaires des parents à l'égard de leurs autres enfants qui ne sont pas visés par une demande de pension alimentaire puissent être prises en considération par le tribunal pour l'établissement de la pension s'il estime que ces obligations entraînent pour l'un ou l'autre des parents des difficultés.

La loi prévoit par ailleurs qu'un parent qui subvient en partie aux besoins de son enfant majeur qui n'est pas en mesure d'assurer sa propre subsistance peut exercer pour lui un recours alimentaire.

Ministre responsable :	ministre de la Justice
Parrain :	M. Marc Bellemare
Présentation du projet de loi :	2003-11-06
Adoption du principe :	2003-11-13
Consultations particulières :	CI 2004-03-18; 2004-03-23; 2004-03-24; 2004-03-25
Dépôt du rapport de consultations :	2004-03-31
Étude détaillée en commission :	CI 2004-03-30
Dépôt du rapport de la commission :	2004-03-31 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-04-08
Adoption du projet de loi :	2004-04-20
Sanction :	2004-04-22
Entrée en vigueur :	2004-04-22
Lois modifiées :	Code civil du Québec (1991, chapitre 64) Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Chapitre 6 (projet de loi n° 39)

Loi modifiant la Loi sur les forêts

Objet : Cette loi modifie la Loi sur les forêts afin de prévoir qu'un titulaire de permis d'exploitation d'usine de transformation du bois qui acquiert, à la suite de la réalisation de travaux sylvicoles prévus à un plan annuel d'intervention dans une unité d'aménagement, des bois non attribués à un bénéficiaire par contrat, doit payer une contribution au Fonds forestier, ainsi que, s'il en est membre et si un règlement de ces organismes le prévoit, une cotisation aux organismes de protection de la forêt. Elle modifie également cette loi afin d'imposer la même obligation à ceux qui obtiennent un agrément de récolte ponctuelle par suite de la renonciation d'une personne à exercer le droit prévu à une entente de réservation ou en raison du défaut d'une telle personne d'avoir exercé son droit au cours d'une année antérieure.

Par ailleurs, cette loi accorde aux employés du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs désignés pour vérifier l'application des normes relatives au mesurage des bois récoltés dans les forêts du domaine de l'État le pouvoir, dans l'exercice de leurs fonctions, d'intercepter sur un chemin en milieu forestier un véhicule routier servant au transport des bois et d'exiger du conducteur de ce véhicule qu'il l'immobilise afin de procéder au contrôle et à la vérification des documents relatifs au transport des bois.

De plus, cette loi permet au gouvernement de déterminer, par règlement, les documents visés à la Loi sur les forêts qui doivent être soumis au ministre au moyen d'un support ou d'une technologie qu'il indique dans ce règlement. Elle prévoit, en outre, que le ministre peut déléguer à un membre du personnel du ministère le pouvoir d'imposer dans un plan d'aménagement forestier, à la demande d'une communauté autochtone ou de sa propre initiative après consultation d'une telle communauté, l'application de normes d'intervention forestière différentes de celles prescrites par règlement en vue de faciliter la conciliation des activités d'aménagement forestier avec les activités de cette communauté exercées à des fins alimentaires, rituelles ou sociales.

Enfin, cette loi apporte des modifications aux dispositions relatives au programme de financement forestier.

Ministre responsable :	ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs
Parrain :	M. Pierre Corbeil
Présentation du projet de loi :	2004-03-11
Adoption du principe :	2004-03-24
Étude détaillée en commission :	CET 2004-04-06
Dépôt du rapport de la commission :	2004-04-07

Prise en considération du rapport de la commission :	2004-04-20
Adoption du projet de loi :	2004-04-21
Sanction :	2004-04-22
Entrée en vigueur :	2004-04-22, à l'exception des dispositions de l'article 6 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement
Loi modifiée : Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)	

Chapitre 7 (projet de loi n° 51)**Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005**

Objet: Cette loi autorise le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu, pour l'année financière 2004-2005, une somme maximale de 27 698 825 325,00 \$, incluant un montant de 428 500 000,00 \$ pour le paiement de dépenses imputables à l'année financière 2005-2006, représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des portefeuilles énumérés aux annexes 1 et 2, déduction faite des crédits déjà autorisés.

Cette loi indique en outre quels sont les programmes qui font l'objet d'un crédit au net et précise le montant des crédits non entièrement dépensés qui pourra être reporté en 2005-2006. Elle établit enfin dans quelle mesure le Conseil du trésor pourra autoriser des transferts de crédits entre programmes ou portefeuilles.

Ministre responsable :	ministre responsable de l'Administration gouvernementale, présidente du Conseil du trésor
Parrain :	Madame Monique Jérôme-Forget
Présentation du projet de loi :	2004-05-19 MAJ
Adoption du principe :	2004-05-19 MAJ
Adoption du projet de loi :	2004-05-19 MAJ
Sanction :	2004-05-21
Entrée en vigueur :	2004-05-21
Loi modifiée :	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

Chapitre 8 (projet de loi n° 36)

Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives

Objet : Cette loi a pour objet principal d'harmoniser certaines dispositions de la législation fiscale du Québec avec celles de la législation fiscale du Canada. À cet effet, elle donne suite à des mesures d'harmonisation annoncées dans les discours sur le budget du 9 mars 1999, du 14 mars 2000, du 1^{er} novembre 2001 et du 12 juin 2003 ainsi que dans les bulletins d'information 99-1 du 30 juin 1999, 99-6 du 22 décembre 1999, 2000-7 du 27 octobre 2000, 2001-6 du 5 juillet 2001 et 2001-13 du 20 décembre 2001.

Cette loi modifie la Loi sur les impôts principalement afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada par le projet de loi fédéral C-22 (L.C., 2001, chapitre 17), sanctionné le 14 juin 2001, et par le projet de loi fédéral C-49 (L.C., 2002, chapitre 9), sanctionné le 27 mars 2002. Ces modifications concernent notamment :

- 1° la mise en place d'un ensemble de règles visant à protéger l'assiette fiscale en cas de migration des contribuables ;
- 2° l'instauration d'une déduction pour les dépenses d'outillage des apprentis mécaniciens ;
- 3° le calcul de la déduction du coût des repas fournis à des employés logeant dans un campement temporaire de travailleurs de la construction ;
- 4° l'assouplissement des règles de roulement d'une entreprise agricole afin de promouvoir l'aménagement durable des terres à bois ;
- 5° les restrictions apportées aux règles relatives aux frais étrangers d'exploration et de mise en valeur ;
- 6° l'introduction de règles précises sur l'application de la loi à l'égard d'une dette libellée dans une devise faible dont un contribuable est débiteur ;
- 7° la mise en place d'un ensemble de règles visant les succursales de banques étrangères afin notamment de faciliter la conversion d'une filiale d'une banque étrangère ;
- 8° l'introduction de règles permettant un report d'impôt relativement à des distributions ou à des échanges d'actions d'une société étrangère ;
- 9° l'introduction de règles régissant l'imposition de certains revenus relatifs à une filiale étrangère lorsque des actions de cette dernière sont détenues par une société de personnes.

Enfin, plusieurs modifications à caractère technique, de concordance ou de terminologie sont apportées par cette loi à diverses lois.

Ministre responsable :	ministre du Revenu
Parrain :	M. Lawrence S. Bergman
Présentation du projet de loi :	2003-12-17
Adoption du principe :	2004-03-10

Étude détaillée en commission : CFP
2004-05-18

**Dépôt du rapport
de la commission :** 2004-05-20 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission :** 2004-05-28

Adoption du projet de loi : 2004-06-03 MAJ

Sanction : 2004-06-07

Entrée en vigueur : 2004-06-07

Lois modifiées : Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., chapitre C-8.3)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4)
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)
Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives
d'ordre fiscal (1988, chapitre 18)
Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives (2001,
chapitre 7)
Loi donnant suite au discours sur le budget du 1^{er} novembre 2001, à l'énoncé
complémentaire du 19 mars 2002 et à certains autres énoncés budgétaires (2003,
chapitre 9)

Chapitre 9 (projet de loi n° 47)

Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi concernant la taxe sur les carburants

Objet: Cette loi prévoit la suppression du pouvoir du ministre du Revenu de verser des indemnités pour la coloration du mazout, de même que pour la perception et la remise de la taxe sur les carburants ou du montant égal à cette taxe ainsi que du montant égal à l'impôt sur le tabac.

Cette loi prévoit également le paiement au ministre, par les titulaires de permis de coloration, de frais relatifs à la coloration du mazout.

Enfin, cette loi rend sans effet les dispositions incluses dans des ententes conclues avec le ministre et prévoyant le paiement d'indemnités pour les fins précédemment énoncées.

Ministre responsable:	ministre du Revenu
Parrain:	M. Lawrence S. Bergman
Présentation du projet de loi:	2004-05-06
Adoption du principe:	2004-05-19
Étude détaillée en commission:	CFP 2004-05-20
Dépôt du rapport de la commission:	2004-05-25
Prise en considération du rapport de la commission:	2004-05-28
Adoption du projet de loi:	2004-06-03 MAJ
Sanction:	2004-06-07
Entrée en vigueur:	2004-07-01
Lois modifiées:	Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)

Chapitre 10 (projet de loi n° 52)

Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le ministère du Revenu afin de permettre la communication, à la Régie des rentes du Québec et par celle-ci, de renseignements nécessaires pour établir le droit d'une personne au versement d'un crédit d'impôt pour le soutien aux enfants.

Ministre responsable :	ministre du Revenu
Parrain :	M. Lawrence S. Bergman
Présentation du projet de loi :	2004-05-12
Adoption du principe :	2004-05-19
Étude détaillée en commission :	CFP 2004-05-20
Dépôt du rapport de la commission :	2004-05-25
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-05-28
Adoption du projet de loi :	2004-06-03
Sanction :	2004-06-07
Entrée en vigueur :	2004-06-07

Loi modifiée : Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

Chapitre 11 (projet de loi n° 48)

Loi abrogeant la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec et modifiant d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet de transférer au ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs les responsabilités attribuées à la Société de la faune et des parcs du Québec par sa loi constitutive, qui est abrogée.

Ces responsabilités consistent principalement à assurer la gestion des activités d'exploitation de la faune ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique dans le cadre de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune; elles comprennent aussi l'administration, la surveillance et la protection des parcs du Québec.

Par ailleurs, la loi attribue spécifiquement à la Société des établissements de plein air du Québec l'exploitation des réserves fauniques ainsi que des parcs situés au sud du territoire visé à la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec, sous réserve des droits et autorisations accordés à des tiers par le ministre.

Cette loi accorde au ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et au ministre de l'Environnement le pouvoir de conclure un protocole d'entente portant sur la concertation entre leurs ministères préalablement à la détermination d'orientations et de priorités par le ministre en matière de faune et de parcs.

Enfin, cette loi comporte des dispositions transitoires ainsi que des modifications de concordance.

Ministre responsable :	ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs
Parrain :	M. Pierre Corbeil
Présentation du projet de loi :	2004-05-12
Adoption du principe :	2004-05-26
Consultations particulières :	CTE 2004-05-27
Étude détaillée en commission :	CTE 2004-06-01
Dépôt du rapport de consultations et de l'étude détaillée :	2004-06-02 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-06-03
Adoption du projet de loi :	2004-06-10

Sanction :	2004-06-16
Entrée en vigueur :	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
– 2004-06-30 :	aa. 1-80 Décret n°659-2004 G.O., 2004, Partie 2, p. 3377
Lois modifiées :	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001) Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., chapitre A-29) Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., chapitre C-61.01) Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1) Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre D-13.1) Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., chapitre E-12.01) Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1) Loi sur le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (L.R.Q., chapitre M-25.2) Loi sur le parc de la Mauricie et ses environs (L.R.Q., chapitre P-7) Loi sur le parc Forillon et ses environs (L.R.Q., chapitre P-8) Loi sur le parc marin du Saguenay–Saint-Laurent (L.R.Q., chapitre P-8.1) Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9) Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage (L.R.Q., chapitre P-30.2) Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.01)
Loi abrogée :	Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.012)

Chapitre 12 (projet de loi n° 50)

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives eu égard au statut des juges de paix

Objet : Cette loi modifie principalement la Loi sur les tribunaux judiciaires en ce qui concerne les juges de paix. Elle établit une distinction entre deux types de juges de paix, les juges de paix magistrats et les juges de paix fonctionnaires; elle prévoit, à l'égard de ces derniers, des catégories selon l'étendue des pouvoirs exercés.

Les juges de paix fonctionnaires sont nommés à titre amovible par le ministre de la Justice qui détermine la catégorie qui leur est attribuée. Ils exercent leurs fonctions soit auprès de la Cour supérieure et de la Cour du Québec, soit auprès d'une cour municipale.

Les juges de paix magistrats font partie de l'ordre judiciaire et sont, en conséquence, nommés durant bonne conduite par le gouvernement. Ils sont placés sous l'autorité du juge en chef de la Cour du Québec et sont soumis à la compétence déontologique du Conseil de la magistrature. La loi contient des dispositions de nature à assurer leur sécurité financière en ce qui concerne leur traitement, leurs conditions de travail, leurs avantages sociaux et leur régime de retraite. La détermination de leur rémunération globale sera soumise à la compétence du Comité de la rémunération des juges, à compter de 2007.

La loi soumet enfin tous les juges de paix à l'obligation de prêter un serment d'exercer leurs fonctions avec impartialité et honnêteté.

Ministre responsable :	ministre de la Justice
Parrain :	M. Jacques P. Dupuis
Présentation du projet de loi :	2004-05-12
Adoption du principe :	2004-05-20
Consultations particulières :	CI 2004-05-28
Étude détaillée en commission :	CI 2004-05-28; 2004-06-01; 2004-06-08
Dépôt du rapport de consultations et de l'étude détaillée :	2004-06-10 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-06-11
Adoption du projet de loi :	2004-06-11
Sanction :	2004-06-16

Entrée en vigueur: 2004-06-30, à l'exception des articles 174 à 177, du deuxième alinéa de l'article 178 et de l'article 179 de la Loi sur les tribunaux judiciaires édictés par l'article 1 ainsi que les articles 2 à 8 de la présente loi, lesquels entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées: Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72.01)
Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11)
Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16)
Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

Chapitre 13 (projet de loi n° 58)

Loi concernant l'abolition des rentes aux Îles-de-la-Madeleine

Objet: Cette loi éteint tous les droits aux rentes et autres droits acquis par le gouvernement du Québec en vertu de dispositions de la Loi facilitant le rachat des rentes constituées aux Îles-de-la-Madeleine.

Ministre responsable :	ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs
Parrain :	M. Pierre Corbeil
Présentation du projet de loi :	2004-06-11
Adoption du principe :	2004-06-15
Étude détaillée en commission :	CP 2004-06-15
Dépôt du rapport de la commission :	2004-06-15
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-06-15
Adoption du projet de loi :	2004-06-15
Sanction :	2004-06-16
Entrée en vigueur :	2004-06-16
Loi modifiée :	Aucune

Chapitre 14 (projet de loi n° 40)

Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de délai d'inscription

Objet : Cette loi modifie le Code de procédure civile en vue d'assouplir la rigueur du délai de 180 jours imposé aux parties pour fixer la date d'audition d'une cause ou l'inscrire. Ainsi, la loi fait en sorte que celles-ci pourront soumettre au tribunal une demande de prolongation du délai de rigueur plus tôt au cours de la phase préliminaire de l'instance, et non plus uniquement dans les 30 jours précédant l'expiration de celui-ci.

La loi prévoit, par ailleurs, que ce délai de 180 jours sera porté, en matière familiale, à un an à compter de la signification de la requête introductive d'instance.

Ministre responsable :	ministre de la Justice
Parrain :	M. Marc Bellemare et, à compter du 2004-05-05, M. Jacques P. Dupuis
Présentation du projet de loi :	2004-03-16
Adoption du principe :	2004-04-08
Étude détaillée en commission :	CI 2004-06-11
Dépôt du rapport de la commission :	2004-06-15
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-06-16
Adoption du projet de loi :	2004-06-17
Sanction :	2004-06-17
Entrée en vigueur :	2004-06-17
Lois modifiées :	Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) Loi portant réforme du Code de procédure civile (2002, chapitre 7)

Chapitre 15 (projet de loi n° 41)

Loi modifiant le Code des professions

Objet: Cette loi permet d'abord au Bureau d'un ordre professionnel ou à un comité qu'il crée à cet effet, dans les cas qui nécessitent une intervention urgente en vue de protéger le public, de radier provisoirement un professionnel ou de suspendre ou limiter provisoirement son droit d'exercer des activités professionnelles, lorsque l'état physique ou psychique de celui-ci est incompatible avec l'exercice de la profession. La décision vaudra jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise sur la foi d'un examen médical ordonné par le Bureau ou le comité. Les droits pour le professionnel de présenter ses observations et d'en appeler de la décision provisoire sont prévus.

La loi facilite par ailleurs l'intervention du Bureau et, le cas échéant, du syndic lorsqu'un professionnel a été déclaré coupable d'une infraction criminelle ou a fait l'objet d'une décision disciplinaire visée à l'article 55.1 du Code des professions.

Enfin, la loi permet au syndic de requérir que le comité de discipline prononce une limitation provisoire du droit d'exercer des activités professionnelles dans tous les cas qui donnent actuellement ouverture à une radiation provisoire.

Ministre responsable :	ministre de la Justice
Parrain :	M. Marc Bellemare et, à compter du 2004-05-05, M. Jacques P. Dupuis
Présentation du projet de loi :	2004-03-24
Adoption du principe :	2004-06-11
Étude détaillée en commission :	CI 2004-06-15
Dépôt du rapport de la commission :	2004-06-16 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-06-17
Adoption du projet de loi :	2004-06-17
Sanction :	2004-06-17
Entrée en vigueur :	2004-06-17
Loi modifiée :	Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)

Chapitre 16 (projet de loi n° 42)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les artistes professionnels

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs pour y permettre la reconnaissance, par la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs, d'une association d'auteurs d'oeuvres dramatiques, pour la représentation en public de leurs oeuvres déjà créées.

La loi modifie aussi cette loi pour clarifier la portée des ententes pouvant être conclues entre une association d'artistes ou un regroupement reconnu et une association de diffuseurs ou un diffuseur.

Elle permet de plus au gouvernement, par règlement, de prévoir des mentions obligatoires dans les contrats de diffusion des oeuvres des artistes représentés par une association d'artistes ou un regroupement de telles associations et d'établir un formulaire obligatoire pour ces contrats.

La loi modifie également la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma pour ajouter le multimédia aux domaines artistiques visés par cette loi. La loi apporte aussi dans cette loi une précision au regard de la prolongation des dispositions des ententes collectives.

Elle assujettit par ailleurs la nomination des membres de la Commission à une consultation de personnes ou d'organismes représentatifs des milieux des arts et des lettres. Elle prévoit également des dispositions en vue d'accélérer le processus de la prise de décision par la Commission.

Ministre responsable :	ministre de la Culture et des Communications
Parrain :	Madame Line Beauchamp
Présentation du projet de loi :	2004-03-30
Adoption du principe :	2004-05-18
Étude détaillée en commission :	CC 2004-06-10 ; 2004-06-15
Dépôt du rapport de la commission :	2004-06-16 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-06-17
Adoption du projet de loi :	2004-06-17
Sanction :	2004-06-17

Entrée en vigueur:

2004-06-17

Lois modifiées: Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (L.R.Q., chapitre S-32.01)
Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (L.R.Q., chapitre S-32.1)

Chapitre 17 (projet de loi n° 49)

Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de petites créances

Objet: Cette loi modifie le Code de procédure civile en matière de petites créances afin de supprimer le mode particulier de signification par huissier des demandes qui portent sur une créance liquide et exigible en matière de recouvrement des petites créances. De plus, elle modifie, par concordance, le Tarif des honoraires pour la signification d'une demande portant sur une créance liquide et exigible et pour l'exécution par les huissiers et les avocats d'un jugement aux petites créances exigibles du débiteur.

Ministre responsable: ministre de la Justice

Parrain: M. Jacques P. Dupuis

Présentation du projet de loi: 2004-05-12

Adoption du principe: 2004-05-20 MAJ

Étude détaillée en commission: CI
2004-06-15

**Dépôt du rapport
de la commission:** 2004-06-16

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 2004-06-17

Adoption du projet de loi: 2004-06-17

Sanction: 2004-06-17

Entrée en vigueur: 2004-07-01

Loi modifiée: Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Chapitre 18 (projet de loi n° 53)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec

Objet: Cette loi introduit diverses modifications à la Loi sur l'immigration au Québec afin d'en faciliter l'administration.

Ainsi, la loi confie au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration le pouvoir d'établir les orientations en matière d'immigration et prévoit que celles-ci sont déposées à l'Assemblée nationale. La loi ajoute, au plan annuel d'immigration, l'objectif de favoriser l'enrichissement du patrimoine socioculturel du Québec, notamment en permettant la répartition de la sélection des ressortissants étrangers par bassin géographique. La loi autorise aussi le ministre à suspendre temporairement la réception de demandes de certificats de sélection pour immigrer au Québec.

La loi supprime l'exigence pour les ressortissants étrangers d'obtenir un certificat du ministre pour recevoir un traitement médical au Québec. Elle renforce les dispositions touchant l'usage de faux documents et elle introduit une sanction administrative permettant de refuser l'examen d'une demande de certificat ou d'engagement dans de telles circonstances.

La loi précise la portée de certains pouvoirs réglementaires du gouvernement et elle y ajoute les pouvoirs requis pour permettre la reconnaissance des consultants en immigration et le contrôle de leurs activités.

Enfin, la loi ajuste, en conséquence des modifications proposées, les infractions pénales et les recours au Tribunal administratif du Québec et elle introduit des modifications de concordance avec la nouvelle loi fédérale en matière d'immigration et de protection des réfugiés.

Ministre responsable :	ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Parrain :	Madame Michelle Courchesne
Présentation du projet de loi :	2004-05-13
Adoption du principe :	2004-06-02 Vote: P: 67 C: 35 A: 0
Consultations particulières :	CC 2004-06-02; 2004-06-03
Étude détaillée en commission :	CC 2004-06-08; 2004-06-09; 2004-06-10; 2004-06-11
Dépôt du rapport de consultations et de l'étude détaillée :	2004-06-15 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-06-16

Adoption du projet de loi:	2004-06-17
Sanction:	2004-06-17
Entrée en vigueur:	2004-06-17, à l'exception des articles 2 et 6 et du paragraphe 5° de l'article 10 qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement
Loi modifiée:	Loi sur l'immigration au Québec (L.R.Q., chapitre I-0.2)

Chapitre 19 (projet de loi n° 66)

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale

Objet : Cette loi modifie la Loi sur l'Assemblée nationale pour habiliter le Bureau de l'Assemblée nationale à prendre un règlement afin de permettre à un député qui est titulaire d'un cabinet de l'Assemblée nationale d'effectuer, dans les cas, aux conditions et dans la mesure que le règlement détermine, des virements entre les sommes qui lui sont accordées pour l'acquittement des frais reliés au fonctionnement de son cabinet et les sommes accordées pour l'acquittement des frais reliés au fonctionnement du bureau de sa circonscription électorale et pour la rémunération de son personnel et le paiement de services professionnels.

Parrain : M. Jacques P. Dupuis

Présentation du projet de loi : 2004-06-17

Adoption du principe : 2004-06-17

Étude détaillée en commission : CP
2004-06-17

**Dépôt du rapport
de la commission :** 2004-06-17

**Prise en considération
du rapport de la commission :** 2004-06-17

Adoption du projet de loi : 2004-06-17

Sanction : 2004-06-17

Entrée en vigueur : 2004-06-17

Loi modifiée : Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1)

Chapitre 20 (projet de loi n° 54)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal

Objet: Cette loi édicte, modifie ou supprime diverses dispositions législatives qui régissent les organismes municipaux.

La loi modifie la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir de demander la modification d'un schéma d'aménagement pour des raisons de sécurité publique. Elle modifie également cette loi pour permettre aux municipalités de contingenter les élevages porcins et d'imposer, à la suite d'une consultation publique, des conditions liées à la délivrance d'un permis ou d'un certificat en vue de la construction, de la transformation ou de l'agrandissement d'un bâtiment destiné à l'élevage porcin. Elle modifie également cette loi afin de prévoir un régime spécial d'amendes en cas d'infraction aux dispositions réglementaires sur l'abattage d'arbres et, enfin, pour accorder aux municipalités le pouvoir d'établir des normes et de prescrire des mesures relatives à l'occupation et à l'entretien des bâtiments.

La loi modifie la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec afin d'ajouter à la liste des fonctionnaires et employés protégés par un recours devant la Commission des relations du travail ceux qui sont chargés d'appliquer le Règlement sur le captage des eaux souterraines. Elle apporte également des modifications à ces lois pour faire en sorte que les frais engagés par une municipalité pour enlever ou faire enlever des nuisances constituent, contre l'immeuble où étaient situées les nuisances, une créance qui est assimilée à une taxe foncière. Elle modifie également ces lois afin de porter de huit à douze le nombre maximal de jours durant lesquels pourra être interdit l'épandage de déjections animales et de boues ou de résidus provenant d'une fabrique de pâtes et papiers, permet que ce nombre puisse être modifié par entente entre la municipalité et les représentants des producteurs agricoles, et porte de deux à trois le nombre de jours consécutifs pendant lesquels une telle interdiction pourra s'appliquer. La loi modifie enfin ces deux lois pour permettre au conseil d'emprunter à son fonds de roulement les sommes requises pour verser des indemnités de départ dans le cadre de tout programme de départ assisté de fonctionnaires et employés de la municipalité.

La loi modifie également le Code municipal du Québec pour faire en sorte que toute municipalité régie par ce code soit dotée d'un poste de directeur général, que le titulaire de ce poste soit normalement le secrétaire-trésorier mais qu'il puisse être quelqu'un d'autre si la municipalité en décide ainsi dans le règlement par lequel elle décrète que son directeur général a exactement les mêmes fonctions que celui d'une municipalité régie par la Loi sur les cités et villes.

La loi modifie la Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James afin d'accorder à la Municipalité de Baie-James le pouvoir d'exercer une activité agricole sur toute partie de son territoire qu'elle détermine.

La loi modifie la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières afin de permettre à une municipalité qui impose le droit supplétif, à l'égard de transferts immobiliers exonérés du droit de mutation, de prévoir que le droit supplétif n'a pas à être payé lorsque le transfert survient entre des conjoints ou des membres d'une même famille et résulte d'un décès.

La loi modifie la Loi sur la fiscalité municipale et les chartes municipales incluses dans les Lois refondues du Québec afin d'en retirer les dispositions qui concernent la surtaxe et la taxe sur les immeubles non résidentiels et la surtaxe sur les terrains vagues desservis.

La loi modifie la Loi sur la fiscalité municipale afin de préciser que, depuis le début de l'application des dispositions de cette loi qui concernent la tarification, l'activité d'une municipalité qui consiste à étudier une demande et à y répondre est réputée procurer un bénéfice au demandeur, quelle que soit la réponse, et en conséquence peut donner lieu au paiement d'un tarif.

La loi modifie la Loi sur la fiscalité municipale afin de permettre à un organisme municipal responsable de l'évaluation de confier à son évaluateur certaines tâches de communication relevant autrement de son secrétaire. Elle modifie également cette loi pour permettre à l'organisme chargé de percevoir les taxes foncières municipales de décider à partir de quel montant une facture de taxes est suffisamment importante pour donner lieu à un paiement en plusieurs versements, pourvu que le montant fixé par l'organisme municipal soit inférieur à celui que prescrit le règlement ministériel portant sur cette question. L'organisme peut également prescrire à l'égard des exploitations agricoles enregistrées des échéances de versements plus longues qu'à l'égard des autres immeubles.

La loi modifie la Loi sur la fiscalité municipale pour préciser le sens de plusieurs dispositions où le mot « immeuble » est utilisé pour viser l'ensemble des immeubles réunis dans une unité d'évaluation et où le mot « propriétaire » utilisé relativement à un immeuble donné sert à désigner la personne au nom de laquelle est inscrite l'unité d'évaluation comprenant l'immeuble. Elle modifie cette loi pour atténuer la règle actuelle selon laquelle, lorsque le terrain compris dans une unité d'évaluation appartient à un organisme public et que l'unité comprend aussi un bâtiment appartenant à quelqu'un d'autre, l'unité entière est inscrite au nom du propriétaire de ce bâtiment plutôt qu'au nom de l'organisme public.

La loi modifie la Loi sur la fiscalité municipale pour permettre à une municipalité qui impose la taxe foncière générale avec un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis d'imposer aussi une autre taxe sur certains terrains vagues non desservis.

La loi modifie la Loi sur les forêts, la Loi sur les mines et la Loi sur les terres du domaine de l'État afin de permettre aux municipalités de veiller à l'entretien des chemins construits sur le domaine de l'État, après avoir été autorisées à cette fin par le ministre responsable.

La loi modifie la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux afin de remplacer, en matière de litige découlant de l'application de ce régime de retraite, l'appel devant le Tribunal administratif du Québec par un recours en arbitrage. Elle modifie également cette loi afin de permettre au bénéficiaire d'une rente de retraite, prise avant l'âge normal de la retraite, de reporter à une date ultérieure à celle de la demande le début du paiement de cette rente.

La loi modifie la Loi sur le traitement des élus municipaux afin d'augmenter, à compter de 2005, certains montants minimaux et maximaux relatifs à la rémunération des élus locaux et de prévoir que, par la suite, ces montants seront fixés par règlement du gouvernement. Elle modifie également cette loi afin de permettre à une municipalité de décider, par règlement, que la rémunération servant de base de calcul de l'allocation de départ comprend celle qu'un organisme mandataire de la municipalité ou un organisme supramunicipal a versée à la personne pour une fonction, que cette fonction ait été exercée d'office ou non.

La loi modifie la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik afin de regrouper et de clarifier les dispositions relatives à la rémunération et à l'indemnité versées aux membres du conseil de cette Administration.

La loi contient, enfin, diverses dispositions relatives à certaines situations particulières en matière municipale.

Ministre responsable :	ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir
Parrain :	M. Jean-Marc Fournier
Présentation du projet de loi :	2004-05-13
Adoption du principe :	2004-05-26 MAJ
Consultations particulières :	CAT 2004-06-03 ; 2004-06-04
Étude détaillée en commission :	CAT 2004-06-08 ; 2004-06-10 ; 2004-06-14 ; 2004-06-15 ; 2004-06-16 ; 2004-09-30
Dépôt du rapport de consultations et de l'étude détaillée :	2004-10-21 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-10-27 AM
Adoption du projet de loi :	2004-10-28
Sanction :	2004-11-01
Entrée en vigueur :	2004-11-01, à l'exception des articles 199 à 202, 204 à 207 et 246 à 250, qui entreront en vigueur le 1 ^{er} janvier 2005
Lois modifiées :	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) Charte de la Ville de Gatineau (L.R.Q., chapitre C-11.1) Charte de la Ville de Lévis (L.R.Q., chapitre C-11.2) Charte de la Ville de Longueuil (L.R.Q., chapitre C-11.3) Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5) Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.01) Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.02) Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8.2) Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1) Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)

Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)
 Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3)
 Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1)
 Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3)
 Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1)
 Loi sur les terres du domaine de l'État (L.R.Q., chapitre T-8.1)
 Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., chapitre T-11.001)
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)
 Loi instituant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives (1996, chapitre 67)
 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives (1996, chapitre 77)
 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2003, chapitre 3)
 Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (2003, chapitre 29)

Décrets modifiés: Décret n° 170-2000 du 1^{er} mars 2000
 Décret n° 850-2001 du 4 juillet 2001
 Décret n° 851-2001 du 4 juillet 2001

Chapitre 21 (projet de loi n° 45)

Loi donnant suite au discours sur le budget du 12 juin 2003 et à certains autres énoncés budgétaires

Objet: Cette loi modifie diverses lois pour donner suite au discours sur le budget du 12 juin 2003. En conséquence, elle modifie principalement la Loi sur les impôts afin notamment :

1° de permettre l'admissibilité, pour l'application du crédit d'impôt remboursable pour frais d'adoption, des frais de voyage et de séjour payés par des parents pour aller chercher, dans un grand centre urbain situé au Québec, un enfant adopté qui aura été escorté jusqu'à ce lieu ;

2° de réduire la déduction relative aux options d'achat d'actions ;

3° d'imposer aux frais de représentation déductibles un plafond correspondant à 1 % des revenus bruts provenant d'une entreprise ou d'un bien ;

4° de prévoir divers resserrements du régime fiscal relatif aux entreprises, dont l'abolition des avantages fiscaux dans les sites désignés, l'abolition de certains avantages accordés aux institutions financières et la diminution de l'aide fiscale relative à de nombreux crédits d'impôt et congés fiscaux.

Elle abroge l'exemption d'impôt sur le revenu des fonds de travailleurs et de Capital régional et coopératif Desjardins en plus de prévoir des limites temporaires à leur capitalisation ainsi qu'un assouplissement des normes d'investissement qui leur sont imposées.

Elle modifie la Loi sur la taxe de vente du Québec afin notamment :

1° de permettre l'inscription volontaire des transporteurs de marchandises canadiens ne résidant pas au Québec ;

2° de prévoir que le remboursement de la taxe sur les intrants demandé à l'égard des frais de représentation ne pourra dépasser un plafond de 1 % des revenus bruts provenant d'une entreprise ou d'un bien.

Cette loi donne également suite, de manière accessoire, aux discours sur le budget du 1^{er} novembre 2001 et du 30 mars 2004, à l'énoncé complémentaire à la politique budgétaire du gouvernement du 19 mars 2002, ainsi qu'à différentes autres annonces faites par le ministre des Finances et le ministère des Finances en 2001, 2002, 2003 et 2004.

Ainsi, elle modifie la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin que les montants d'impôt applicables à l'égard des produits du tabac soient augmentés.

Elle modifie la Loi sur les impôts principalement afin d'y introduire certaines mesures fiscales propres au Québec et de modifier des mesures existantes. Ces mesures concernent notamment :

1° l'indexation des principaux paramètres du régime d'imposition des particuliers ;

2° les modifications apportées au crédit d'impôt remboursable pour le maintien à domicile d'une personne âgée ;

3° l'extension de l'exemption à vie de 500 000 \$ de gains en capital au secteur des pêcheries ;

4° l'instauration d'une déduction accordée aux membres d'une coopérative à l'égard des ristournes qu'ils reçoivent ;

5° l'introduction de règles relatives aux dons faits à certains organismes d'éducation politique;

6° les modifications apportées au régime fiscal applicable aux fiducies et à leurs bénéficiaires;

7° la mise en place de règles fiscales découlant de l'ouverture d'un compte de stabilisation du revenu agricole;

8° la bonification temporaire du crédit d'impôt relatif aux ressources;

9° les modifications apportées à certaines exigences du régime d'épargne-actions.

Elle modifie la Loi sur le ministère du Revenu afin notamment de rendre exigibles, dès l'envoi d'un avis de cotisation, les droits, intérêts et pénalités mentionnés sur cet avis.

Elle modifie la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec afin d'apporter certains ajustements aux paramètres utilisés aux fins d'établir la cotisation des particuliers au fonds des services de santé.

Elle modifie la Loi sur la taxe de vente du Québec afin notamment d'abolir le droit spécifique sur le perchloroéthylène.

Enfin, plusieurs modifications à caractère technique, de concordance ou de terminologie sont apportées à diverses lois par cette loi.

Ministre responsable :	ministre du Revenu
Parrain :	M. Lawrence S. Bergman
Présentation du projet de loi :	2004-05-12
Adoption du principe :	2004-05-19
Étude détaillée en commission :	CFP 2004-09-28
Dépôt du rapport de la commission :	2004-10-19 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-10-27
Adoption du projet de loi :	2004-11-02
Sanction :	2004-11-03
Entrée en vigueur :	2004-11-03

Lois modifiées : Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins (L.R.Q., chapitre C-6.1)
 Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., chapitre C-8.3)
 Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15)
 Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1)
 Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (L.R.Q., chapitre F-3.1.2)

Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1)
Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)
Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)
Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale (L.R.Q., chapitre S-32.001)
Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)
Loi sur les centres financiers internationaux (1999, chapitre 86)
Loi donnant suite au discours sur le budget du 1^{er} novembre 2001, à l'énoncé complémentaire du 19 mars 2002 et à certains autres énoncés budgétaires (2003, chapitre 9)

Chapitre 22 (projet de loi n° 46)**Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général et le Code du travail**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les substituts du procureur général et le Code du travail en vue de compléter le régime de négociation collective des substituts du procureur général. La reconnaissance du droit de grève et du droit de lock-out, dont l'exercice est subordonné au maintien de services essentiels, le recours facultatif par l'une ou l'autre des parties à la conciliation en cours de négociation et l'interdiction de recourir à des briseurs de grève comptent parmi les principales caractéristiques de ce régime.

Cette loi rend applicables à tous les substituts les normes d'éthique et de discipline prévues à la Loi sur la fonction publique et modifie les règles relatives à l'exercice par ces derniers de certaines activités politiques.

Enfin, cette loi modifie la définition du mot « salarié » prévue au Code du travail afin que tout substitut soit exempté de l'application de ce code.

Ministre responsable : ministre de la Justice et Procureur général

Parrain : M. Jacques P. Dupuis

Présentation du projet de loi : 2004-05-12

Adoption du principe : 2004-05-20

Étude détaillée en commission : CI
2004-09-21

**Dépôt du rapport
de la commission :** 2004-10-19 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission :** 2004-10-28

Adoption du projet de loi : 2004-11-04

Sanction : 2004-11-10

Entrée en vigueur : 2004-11-10

Lois modifiées : Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)
Loi sur les substituts du procureur général (L.R.Q., chapitre S-35)

Chapitre 23 (projet de loi n° 59)

Loi modifiant le Code civil relativement au mariage

Objet: Cette loi modifie certaines dispositions du Code civil du Québec pour permettre aux couples unis civilement de poursuivre leur vie commune sous le régime du mariage. Elle autorise le célébrant à procéder à leur mariage malgré le lien qui les unit déjà et fait en sorte que leur mariage emporte dissolution de leur union civile tout en maintenant ses effets civils, qui sont alors considérés des effets du mariage à compter de la date de célébration de leur union antérieure.

Cette loi modifie, en outre, les articles 71 et 73 du Code civil portant sur la modification aux actes de l'état civil des mentions du sexe et du prénom d'une personne qui a subi un changement de sexe, pour y supprimer les restrictions relatives aux personnes mariées.

Ministre responsable :	ministre de la Justice
Parrain :	M. Jacques P. Dupuis
Présentation du projet de loi :	2004-06-16
Adoption du principe :	2004-06-17
Étude détaillée en commission :	CI 2004-09-21
Dépôt du rapport de la commission :	2004-10-19 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-10-28
Adoption du projet de loi :	2004-11-04
Sanction :	2004-11-10
Entrée en vigueur :	2004-11-10
Loi modifiée :	Code civil du Québec (1991, chapitre 64)

Chapitre 24 (projet de loi n° 44)**Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Environnement, la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives**

Objet : Cette loi modifie la Loi sur le ministère de l'Environnement afin de préciser le pouvoir du ministre de l'Environnement au regard de la communication des renseignements dont il dispose.

En vue d'assurer une surveillance continue de l'état de l'environnement ou d'assurer, en matière de protection de l'environnement, le respect d'un engagement international ou la mise en oeuvre d'une entente intergouvernementale canadienne, cette loi modifie la Loi sur la qualité de l'environnement afin de conférer au ministre de l'Environnement le pouvoir de déterminer par règlement les renseignements qu'une personne ou une municipalité est tenue de lui fournir au regard d'une entreprise, d'une installation ou d'un établissement qu'elle exploite.

Cette loi modifie l'article 31 de la Loi sur la qualité de l'environnement aux fins de permettre au gouvernement d'établir des frais exigibles destinés à couvrir les coûts engendrés par les mesures de contrôle et de surveillance des titulaires d'autorisation, d'approbation, de certificat, de permis, d'attestation ou de permission, en fonction de la nature de leurs activités, des caractéristiques de leurs installations, de la nature, de la quantité ou de la localisation des rejets ou des matières entreposées, enfouies, transformées ou traitées, ou du nombre d'infractions à une disposition de la Loi sur la qualité de l'environnement ou de l'un de ses règlements d'application pour lesquelles ils ont été déclarés coupables, ainsi que de la nature ou de la gravité de ces infractions. Cette loi prévoit que les sommes ainsi perçues sont versées dans un fonds vert prévu à cet effet.

Cette loi modifie l'article 31.0.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement aux fins de permettre son application non seulement aux attestations d'assainissement, mais également à toute autre attestation prévue par la loi ou par un règlement pris pour son application. Elle modifie aussi cet article aux fins de permettre au ministre de fixer les intérêts exigibles en cas de non-paiement.

Ministre responsable :	ministre de l'Environnement
Parrain :	M. Thomas J. Mulcair
Présentation du projet de loi :	2004-04-08
Consultation générale :	CTE 2004-09-28; 2004-09-30; 2004-10-05; 2004-10-21
Dépôt du rapport de consultation :	2004-10-26
Adoption du principe :	2004-10-28 Vote: P: 104 C: 0 A: 0
Étude détaillée en commission :	CTE 2004-11-09; 2004-11-11; 2004-11-17; 2004-12-03

Dépôt du rapport de la commission:	2004-12-06 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	2004-12-07 AM
Adoption du projet de loi:	2004-12-09 Vote: P: 107 C: 0 A: 0
Sanction:	2004-12-14
Entrée en vigueur:	2004-12-14, à l'exception des articles 11 et 12 qui entreront en vigueur le 1 ^{er} octobre 2005
Lois modifiées:	Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., chapitre C-61.01) Loi sur le ministère de l'Environnement (L.R.Q., chapitre M-15.2.1) Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)

Chapitre 25 (projet de loi n° 69)

Loi modifiant la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec, la Loi sur les archives et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec et la Loi sur les archives afin de confier à une nouvelle institution, appelée Bibliothèque et Archives nationales du Québec, les responsabilités actuellement exercées par le ministre de la Culture et des Communications en matière d'archives et celles du Conservateur des archives nationales du Québec, lesquelles s'ajoutent à celles assumées jusqu'ici par la Bibliothèque nationale du Québec. La loi confie également à Bibliothèque et Archives nationales du Québec la mission de conservation du patrimoine filmique québécois.

La loi remplace le titre de la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec par celui de « Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec ». Elle introduit aussi les modifications nécessaires pour refléter les différentes responsabilités de Bibliothèque et Archives nationales du Québec dont celles qui découlent de l'obligation de dépôt légal d'une copie d'un film québécois qui est prévue à la loi.

En outre, cette loi modifie la composition du conseil d'administration de la Bibliothèque nationale du Québec pour prendre en compte les nouvelles missions de l'institution et comporte des mesures transitoires afin d'assurer le transfert à Bibliothèque et Archives nationales du Québec des droits et obligations ainsi que du personnel de la direction générale des Archives nationales du ministère de la Culture et des Communications.

Ministre responsable :	ministre de la Culture et des Communications
Parrain :	Madame Line Beauchamp
Présentation du projet de loi :	2004-11-03
Adoption du principe :	2004-11-23
Consultations particulières :	CC 2004-12-01
Étude détaillée en commission :	CC 2004-12-01; 2004-12-02; 2004-12-03
Dépôt du rapport de consultations et de l'étude détaillée :	2004-12-06 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-08
Adoption du projet de loi :	2004-12-10
Sanction :	2004-12-14

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées: Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)
Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001)
Loi sur les archives (L.R.Q., chapitre A-21.1)
Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec (L.R.Q., chapitre B-2.2)
Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)
Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1)
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2)
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1)

Chapitre 26 (projet de loi n° 79)

Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale concernant l'établissement de programmes distincts

Objet: Cette loi modifie la Loi sur l'équité salariale afin de préciser que l'employeur pourra conclure une entente avec plusieurs associations accréditées en vue d'établir un programme distinct applicable aux salariés représentés par ces associations.

Ministre responsable:	ministre du Travail
Parrain:	M. Michel Després
Présentation du projet de loi:	2004-11-11 Vote: P: 96 C: 0 A: 0
Adoption du principe:	2004-11-23
Étude détaillée en commission:	CET 2004-11-25
Dépôt du rapport de la commission:	2004-11-26
Prise en considération du rapport de la commission:	2004-12-02
Adoption du projet de loi:	2004-12-10
Sanction:	2004-12-14
Entrée en vigueur:	2004-12-14
Loi modifiée:	Loi sur l'équité salariale (L.R.Q., chapitre E-12.001)

Chapitre 27 (projet de loi n° 90)

Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route

Objet: Cette loi vise, pour une période de temps limitée, à exclure certaines poursuites relatives à l'utilisation d'un véhicule hors route.

La loi prévoit également une disposition concernant certains règlements qui pourront être pris en vertu de la Loi sur les véhicules hors route d'ici le 1^{er} janvier 2005.

Ministre responsable :	ministre des Transports
Parrain :	Madame Julie Boulet
Présentation du projet de loi :	2004-12-16
Adoption du principe :	2004-12-16
Étude détaillée en commission :	CP 2004-12-16
Dépôt du rapport de la commission :	2004-12-16
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-16
Adoption du projet de loi :	2004-12-16
Sanction :	2004-12-17
Entrée en vigueur :	2004-12-16

Loi modifiée: Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., chapitre V-1.2)

Chapitre 28 (projet de loi n° 67)

Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux études

Objet: Cette loi modifie la Loi sur l'aide financière aux études afin de rendre admissibles aux programmes d'aide financière institués par cette loi, en outre des citoyens canadiens et des résidents permanents, les personnes dont la qualité de réfugié ou de personne à protéger a été reconnue, ainsi que celles qui appartiennent à une autre catégorie de personnes que le gouvernement peut déterminer par règlement.

Ministre responsable :	ministre de l'Éducation
Parrain :	M. Pierre Reid
Présentation du projet de loi :	2004-11-11 Vote: P: 96 C: 0 A: 0
Adoption du principe :	2004-12-09
Étude détaillée en commission :	CE 2004-12-10
Dépôt du rapport de la commission :	2004-12-15
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-16
Adoption du projet de loi :	2004-12-16
Sanction :	2004-12-17
Entrée en vigueur :	2004-12-17

Loi modifiée: Loi sur l'aide financière aux études (L.R.Q., chapitre A-13.3)

Chapitre 29 (projet de loi n° 75)

Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations

Objet: Cette loi donne suite aux résultats des scrutins référendaires tenus le 20 juin 2004 en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités.

La loi rend juridiquement possible la reconstitution de chaque ancienne municipalité à l'égard de laquelle les résultats du scrutin référendaire révèlent que la majorité requise des personnes habiles à voter s'est prononcée en faveur d'une telle reconstitution. En conséquence, elle crée onze agglomérations dont chacune comprend le territoire de toute municipalité ainsi reconstituée et celui, diminué en conséquence, de la municipalité actuelle visée par la réorganisation.

La loi a pour objet de déterminer les compétences municipales qui, plutôt que d'être exercées distinctement pour chaque territoire municipal local compris dans une agglomération, doivent être exercées globalement pour celle-ci. Elle a également pour objet de prescrire les règles relatives à l'exercice de ces compétences, désignées « compétences d'agglomération ». À cette fin, elle crée la notion de « municipalités liées », pour viser toutes les municipalités dont les territoires forment ensemble une agglomération, ainsi que le concept de « municipalité centrale », pour viser au sein de chaque agglomération la municipalité actuelle dont le territoire est diminué.

La loi crée deux genres de compétences d'agglomération. D'une part, elle prévoit que les compétences municipales portant sur différentes matières qu'elle énumère sont des compétences d'agglomération. Au nombre de ces matières figurent le transport collectif des personnes, les voies de circulation formant le réseau artériel et les services de police, de sécurité incendie et de sécurité civile, ainsi que plusieurs éléments relatifs à l'alimentation en eau, à l'assainissement des eaux, à la gestion des matières résiduelles et au développement économique. D'autre part, la loi prévoit que constituent une compétence d'agglomération le pouvoir municipal de prescrire des règles portant sur la gestion de tout équipement, infrastructure ou activité qui intéresse à la fois la municipalité centrale et au moins une municipalité reconstituée, ainsi que le pouvoir municipal de prescrire des règles sur le financement collectif des dépenses relatives à l'équipement, à l'infrastructure ou à l'activité et sur le partage des revenus produits par celui-ci.

La loi prévoit que seule la municipalité centrale exerce de plein droit une compétence d'agglomération, et ce, dans toute l'agglomération, par l'intermédiaire d'un de ses organes délibérants désigné « conseil d'agglomération ». La loi donne au gouvernement le pouvoir de décréter, pour chaque agglomération, les règles qui concernent notamment la nature, la composition et le fonctionnement de ce conseil. Elle impose toutefois certaines caractéristiques communes à tous les conseils d'agglomération. Ainsi, chaque municipalité liée doit être représentée à ce conseil, le poids décisionnel relatif conféré à la représentation de la municipalité à ce conseil doit correspondre au poids démographique relatif de celle-ci et les séances de ce conseil doivent être publiques. Par ailleurs, selon la loi, lorsqu'un représentant d'une municipalité liée participe aux délibérations et au vote sur une question dont est saisi le conseil d'agglomération et au sujet de laquelle le conseil de la municipalité a préalablement pris une orientation, ce représentant doit prendre une position conforme à cette orientation.

La loi établit les règles financières qui sont relatives à l'exercice des compétences d'agglomération. Elle détermine quels sont les dépenses et revenus d'agglomération. Elle édicte des dispositions fiscales dont l'objet est de concrétiser la possibilité pour le conseil d'agglomération, d'une part, et le conseil ordinaire de la municipalité centrale ou le conseil d'une municipalité reconstituée, d'autre part, d'utiliser concurremment, chacun pour ses propres fins, les pouvoirs de taxation et autres moyens de financement dont disposent les municipalités locales du Québec.

La loi instaure un mécanisme selon lequel, à l'égard de diverses décisions du conseil d'agglomération, toute municipalité liée peut manifester son opposition dans un délai prévu et faire en sorte que l'entrée en vigueur de la décision devienne conditionnelle à l'approbation du ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir ou d'un arbitre que celui-ci désigne.

La loi accorde au gouvernement le pouvoir de prendre trois types de décrets afin de réaliser la réorganisation territoriale découlant de la consultation des citoyens tenue au printemps de 2004. D'abord, elle prévoit le pouvoir de prendre un décret de reconstitution pour chaque ancienne municipalité à reconstituer. Ensuite, elle prévoit le pouvoir de prendre un décret modificatif, dont l'objet est de modifier la charte de la municipalité actuelle afin, notamment, d'en retirer ce qui concerne une municipalité reconstituée, principalement le territoire de celle-ci. Enfin, la loi prévoit le pouvoir de prendre un décret dit « d'agglomération », qui traite de questions intéressant plusieurs municipalités liées. Outre ce qui concerne la nature, la composition et le fonctionnement du conseil d'agglomération, ce décret peut notamment contenir des dispositions qui se rapportent au partage de l'actif et du passif de la municipalité actuelle ou qui établissent des règles de départ quant au réseau artériel des voies de circulation, à la partie d'un réseau d'aqueduc ou d'égout qui relève de la compétence d'agglomération ou à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif.

La loi effectue certaines modifications législatives. Elle modifie la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités pour, notamment, clarifier certaines dispositions relatives au travail des comités de transition et des mandataires chargés de préparer la réorganisation des onze municipalités actuelles touchées. Elle modifie aussi les chartes des villes de Montréal, de Québec et de Longueuil pour, notamment, consacrer le fait que le conseil des arts de ces villes a une compétence de plein droit dans l'agglomération entière et est financé par des revenus d'agglomération.

La loi contient enfin des dispositions diverses, transitoires et finales, dont l'une a pour effet de traiter une municipalité reconstituée comme si elle avait obtenu une reconnaissance en vertu de la Charte de la langue française, lorsque son territoire correspond à celui d'une ancienne municipalité qui était titulaire d'une telle reconnaissance.

Ministre responsable :	ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir
Parrain :	M. Jean-Marc Fournier
Présentation du projet de loi :	2004-11-11 Vote : P : 96 C : 0 A : 0
Adoption du principe :	2004-12-03 Vote : P : 69 C : 45 A : 0

Étude détaillée en commission:	CAT 2004-12-06; 2004-12-09
Dépôt du rapport de la commission:	2004-12-14 (Étude non complétée)
Prise en considération du rapport de la commission:	2004-12-14 AM MAJ MAJ
Adoption du projet de loi:	2004-12-15 Vote: P: 66 C: 49 A: 0
Sanction:	2004-12-17
Entrée en vigueur:	2004-12-17
Lois modifiées:	Charte de la Ville de Longueuil (L.R.Q., chapitre C-11.3) Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5) Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3) Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (2003, chapitre 14)

Chapitre 30 (projet de loi n° 63)**Loi sur Services Québec**

Objet: Cette loi institue Services Québec en personne morale, mandataire de l'État.

Services Québec a pour mission d'offrir aux citoyens et aux entreprises, sur tout le territoire du Québec, un guichet unique multiservices afin de leur permettre un accès simplifié à des services publics.

Plus particulièrement, Services Québec a pour fonction de développer une approche intégrée dans la prestation des services publics de façon à en assurer l'efficacité et d'offrir des services de renseignements et de référence pour faciliter les relations entre l'État et les citoyens et les entreprises. Il a, en outre, pour fonction de fournir, pour le compte des ministères, des organismes et entreprises du gouvernement, des services publics et de voir à une utilisation optimale des technologies de l'information dans la prestation de ces services.

Cette loi prévoit qu'un organisme public et Services Québec peuvent conclure une entente par laquelle ce dernier s'engage à exécuter, pour le compte de l'organisme et aux conditions qui y sont prévues, des opérations déterminées reliées à la prestation de services. La loi prévoit, par ailleurs, que le gouvernement peut rendre obligatoire, pour un ou plusieurs organismes publics et aux conditions qu'il fixe, le recours à Services Québec pour l'exécution d'opérations déterminées reliées à la prestation de services aux citoyens ou aux entreprises.

Cette loi précise les règles d'organisation et de fonctionnement de Services Québec. Elle prévoit, de plus, les dispositions financières précisant notamment les modalités d'exercice des engagements financiers que Services Québec et ses filiales sont autorisés à prendre.

Par ailleurs, cette loi modifie la Loi sur l'administration publique afin de prévoir la nomination d'un dirigeant principal de l'information dont elle précise les fonctions.

Enfin, cette loi comporte des dispositions transitoires et de concordance nécessaires à la création de Services Québec.

Ministre responsable : ministre désigné par le gouvernement

Parrain : Madame Monique Jérôme-Forget

Présentation du projet de loi : 2004-06-17

Adoption du principe : 2004-11-16 MAJ

Étude détaillée en commission : CFP
2004-12-03 ; 2004-12-10

**Dépôt du rapport
de la commission :** 2004-12-14 AM (Étude non complétée)

**Prise en considération
du rapport de la commission :** 2004-12-14 AM MAJ MAJ

Adoption du projet de loi:	2004-12-15 Vote: P: 67 C: 48 A: 0
Sanction:	2004-12-17
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées:	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001) Loi sur l'administration publique (L.R.Q., chapitre A-6.01) Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-25.01)

Chapitre 31 (projet de loi n° 56)

Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi propose diverses mesures visant à préciser la mission et les fonctions de l'Office des personnes handicapées du Québec et à favoriser l'intégration de ces personnes à la société, ainsi que le développement et l'organisation des ressources et des services qui leur sont destinés.

Ainsi, l'Office disposera désormais de façon explicite d'un rôle de coordination à l'égard des différentes mesures qui concernent les personnes handicapées. Il devra notamment évaluer ces mesures, en plus de formuler des recommandations à leur égard, le cas échéant. Plus spécifiquement, l'Office devra promouvoir l'identification de solutions visant à réduire les disparités dans les régimes et les services, la planification individuelle de services, l'utilisation d'une classification uniforme des déficiences, incapacités et situations de handicap, l'inclusion, dans les programmes de formation, d'éléments relatifs à l'adaptation des interventions et des services destinés aux personnes handicapées, ainsi que l'amélioration des normes d'accès sans obstacles aux bâtiments et lieux publics.

L'Office aura aussi pour fonction de promouvoir la création de programmes de formation et d'information en vue de favoriser l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des personnes handicapées. Il sera aussi chargé d'évaluer notamment la progression de cette intégration et d'effectuer ou de faire effectuer l'expérimentation de biens et de services nécessaires à l'intégration de ces personnes. Enfin, l'Office, dont le rôle de conseiller sur toute matière ayant une incidence sur les personnes handicapées est explicité, pourra en outre exercer des pouvoirs accrus en matière d'assistance et d'intervention auprès de ces personnes. C'est ainsi que l'Office pourra formuler des recommandations ou donner son avis à un ministère ou à un autre partenaire sur toute question qui concerne les personnes handicapées et faire rapport au ministre chargé de l'application de la loi.

En outre du gouvernement qui devra établir pour les personnes handicapées une politique d'accès aux documents et aux services offerts au public, les ministères, les organismes publics de 50 employés et plus et les municipalités d'au moins 15 000 habitants devront produire et rendre public annuellement un plan d'action en faveur de ces personnes. Dans leur processus d'approvisionnement, les ministères, les organismes publics et les municipalités devront tenir compte de la question de l'accessibilité des biens et services aux personnes handicapées. De plus, le ministre devra être consulté lors de l'élaboration de mesures prévues par les lois et règlements qui pourraient avoir un impact significatif sur les personnes handicapées.

La loi propose aussi d'autres mesures concernant notamment l'intégration au marché du travail des personnes handicapées et l'accès de celles-ci aux immeubles et à des services de transport adapté dans les municipalités. Elle propose de plus que ces personnes soient visées par des programmes d'accès à l'égalité en emploi plutôt que par des plans d'embauche et édicte l'obligation pour le ministre de veiller à ce qu'un rapport soit fait tous les cinq ans sur la mise en oeuvre de la loi.

Enfin, la loi propose d'autres modifications touchant notamment la définition de personne handicapée et la composition du conseil d'administration de l'Office.

Ministre responsable :	ministre de la Santé et des Services sociaux
Parrain :	M. Philippe Couillard
Présentation du projet de loi :	2004-06-04
Consultation générale :	CAS 2004-09-21; 2004-09-22; 2004-09-23; 2004-09-28; 2004-09-30
Dépôt du rapport de consultation :	2004-10-19
Adoption du principe :	2004-11-11
Étude détaillée en commission :	CAS 2004-11-26; 2004-12-01; 2004-12-02
Dépôt du rapport de la commission :	2004-12-07 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-10 AM Vote: P: 104 C: 0 A: 0 Rapport amendé: Vote: P: 63 C: 41 A: 0
Adoption du projet de loi :	2004-12-15 AM MAJ
Sanction :	2004-12-17
Entrée en vigueur :	2004-12-17, à l'exception des articles 58, 59, 61, 62 et 63, qui entreront en vigueur le 17 décembre 2005, du paragraphe 1° de l'article 3, des articles 29, 33, 60, 65, 66 et 68 dans la mesure où il réfère au paragraphe 5° de l'annexe 1 de la Loi sur la justice administrative et du paragraphe 2° de l'article 70, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées :	Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics (L.R.Q., chapitre A-2.01) Loi sur l'administration publique (L.R.Q., chapitre A-6.01) Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12) Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) Loi sur l'équité salariale (L.R.Q., chapitre E-12.001) Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1) Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3)

Chapitre 32 (projet de loi n° 61)

Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec

Objet: Cette loi institue l'Agence des partenariats public-privé du Québec.

L'Agence a pour mission de contribuer, par ses conseils et son expertise, au renouvellement des infrastructures publiques et à l'amélioration de la qualité des services aux citoyens dans le cadre de la mise en oeuvre de projets de partenariats public-privé.

Plus particulièrement, l'Agence a pour fonction de conseiller le gouvernement sur toute question relative au partenariat public-privé, notamment en ce qui concerne la sélection et la priorité de réalisation des projets et d'informer les organismes publics, le milieu des affaires et le public en général sur le concept de gestion publique en mode de partenariat public-privé.

L'Agence a de plus pour fonction de fournir aux organismes publics tout service d'expertise relatif à l'évaluation de la faisabilité de projets en mode de partenariat public-privé et à la négociation, à la conclusion et à la gestion de tels contrats.

Un organisme public pourra faire affaire avec l'Agence sur une base volontaire. Cependant, un ministère devra recourir aux services de l'Agence pour tout projet pour lequel un partenariat public-privé est envisagé, si ce ministère assume principalement le financement du projet, directement ou indirectement, et si le projet est considéré comme majeur selon les critères déterminés à cette fin par décret du gouvernement.

Cette loi précise les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence et comporte, de plus, des dispositions applicables à l'Agence et à ses filiales, notamment en matière de normes d'éthique et d'assujettissement à la vérification de l'optimisation des ressources par le vérificateur général. Elle contient, enfin, des dispositions transitoires et de concordance nécessaires à la création de l'Agence.

Ministre responsable :	ministre responsable de l'Administration gouvernementale, présidente du Conseil du trésor
Parrain :	Madame Monique Jérôme-Forget
Présentation du projet de loi :	2004-06-17
Consultation générale :	CFP 2004-10-26; 2004-10-27; 2004-10-28; 2004-10-29; 2004-11-02; 2004-11-03; 2004-11-04; 2004-11-09; 2004-11-10; 2004-11-11
Dépôt du rapport de consultation :	2004-11-16
Adoption du principe :	2004-12-01 Vote: P: 72 C: 39 A: 0

Étude détaillée en commission :	CFP 2004-12-01 ; 2004-12-06 ; 2004-12-10
Dépôt du rapport de la commission :	2004-12-14 AM (Étude non complétée)
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-14 AM MAJ MAJ
Adoption du projet de loi :	2004-12-15 Vote : P : 67 C : 49 A : 0
Sanction :	2004-12-17
Entrée en vigueur :	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées :	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001) Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport (L.R.Q., chapitre P-9.001) Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1)

Chapitre 33 (projet de loi n° 78)

Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin notamment de préciser les objectifs que la Caisse doit poursuivre dans la réalisation de sa mission.

Cette loi établit de nouvelles règles de gouvernance, plus particulièrement en ce qui concerne la composition et le fonctionnement du conseil d'administration ainsi que les critères de sélection de ses membres. Elle prévoit la création par le conseil d'administration d'un comité de vérification, d'un comité de gouvernance et d'éthique et d'un comité des ressources humaines dont les fonctions sont déterminées par la loi.

Cette loi prévoit que les fonctions de président du conseil d'administration et de président et chef de la direction de la Caisse constitueront des fonctions distinctes. De plus, elle prévoit l'obligation pour la Caisse d'adopter une politique d'investissement pour chacun des portefeuilles spécialisés qu'elle détient et introduit de nouvelles règles d'éthique applicables à la Caisse, à ses dirigeants et employés ainsi qu'à ses filiales en propriété exclusive.

Enfin, la loi comporte des mesures transitoires et des modifications de concordance.

Ministre responsable :	ministre des Finances
Parrain :	M. Yves Séguin
Présentation du projet de loi :	2004-11-11 Vote: P: 96 C: 0 A: 0
Adoption du principe :	2004-11-23
Audition du Vérificateur général et étude détaillée :	CFP 2004-12-07; 2004-12-09
Dépôt du rapport de la commission :	2004-12-14 AM (Étude non complétée)
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-14 AM MAJ MAJ
Adoption du projet de loi :	2004-12-15 Vote: P: 67 C: 49 A: 0
Sanction :	2004-12-17
Entrée en vigueur :	2005-01-15 ou à toute date antérieure fixée par le gouvernement

Loi modifiée: Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2)

Chapitre 34 (projet de loi n° 55)

Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi prévoit l'établissement et la constitution d'une fiducie d'utilité sociale au sens du Code civil du Québec, fiducie nommée Fonds d'assurance automobile du Québec. Ce Fonds est constitué par le transfert de la majorité des actifs de la Société de l'assurance automobile du Québec et cette dernière en est le fiduciaire. Le patrimoine de ce Fonds est affecté à l'indemnisation du préjudice corporel prévu à la Loi sur l'assurance automobile et du préjudice matériel prévu au titre IV de cette loi, ainsi qu'à la prévention en matière de sécurité routière et à la promotion qui s'y rattache. La loi prévoit également les règles applicables à la Société dans l'exercice de ses fonctions fiduciaires.

Par ailleurs, la loi prévoit des modifications touchant la fixation des contributions d'assurance automobile. Celles-ci seront désormais déterminées par la Société, après qu'elle aura obtenu l'avis d'un conseil d'experts constitué à cette fin. Ce conseil devra, entre autres, tenir une consultation publique sur cette question.

Enfin, la loi, tout en maintenant la mission de la Société en ce qui a trait à l'immatriculation des véhicules routiers et aux permis de conduire, modifie certaines de ses autres responsabilités.

Ministre responsable :	ministre des Transports
Parrain :	M. Yvon Marcoux
Présentation du projet de loi :	2004-05-13
Adoption du principe :	2004-05-26 MAJ
Consultations particulières :	CTE 2004-06-02
Étude détaillée en commission :	CTE 2004-06-08; 2004-06-10; 2004-06-11; 2004-06-14; 2004-06-15; 2004-06-16; 2004-10-21; 2004-10-27; 2004-10-28; 2004-11-02; 2004-11-04; 2004-11-11; 2004-11-18
Dépôt du rapport de consultations et de l'étude détaillée :	2004-12-14 AM (Étude non complétée)
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-14 AM MAJ MAJ
Adoption du projet de loi :	2004-12-14 Vote : P : 68 C : 49 A : 0
Sanction :	2004-12-17

Entrée en vigueur : 2004-12-17, à l'exception de l'article 19 qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 2005

Lois modifiées : Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001)
Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)
Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)
Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.011)

Chapitre 35 (projet de loi n° 60)

Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec et modifiant le Code de la sécurité routière

Objet: Cette loi donne suite à une mesure annoncée au Discours sur le budget du 30 mars 2004 visant la création de la Société de financement des infrastructures locales du Québec.

Cette loi prévoit que la Société a principalement pour mission de verser une aide financière aux organismes municipaux pour contribuer à la réalisation de projets d'infrastructures en matière d'eaux usées, de voirie locale et de transport en commun et de projets d'infrastructures ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales. Elle établit notamment les pouvoirs de la Société, précise leurs modalités d'exercice et détermine les règles d'organisation de la Société.

Cette loi donne suite également à une autre mesure annoncée au Discours sur le budget afin d'autoriser la perception d'un droit d'immatriculation additionnel à l'égard de certains véhicules routiers et de prévoir le versement de ce droit à la Société.

Enfin, cette loi contient des modifications de concordance et de nature transitoire.

Ministre responsable :	ministre des Finances
Parrain :	M. Yves Séguin
Présentation du projet de loi :	2004-06-17
Adoption du principe :	2004-11-09
Étude détaillée en commission :	CFP 2004-11-18 ; 2004-11-24 ; 2004-11-30 ; 2004-12-01 ; 2004-12-02
Dépôt du rapport de la commission :	2004-12-06 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-10
Adoption du projet de loi :	2004-12-15 MAJ
Sanction :	2004-12-17
Entrée en vigueur :	2004-12-17, à l'exception de l'article 40 qui entrera en vigueur le 1 ^{er} janvier 2005
Lois modifiées :	Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001) Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)

Chapitre 36 (projet de loi n° 64)

Loi modifiant la Loi électorale

Objet: Cette loi modifie la Loi électorale afin de réviser les critères d'autorisation des partis politiques à la suite de la décision rendue le 27 juin 2003 par la Cour suprême du Canada dans l'affaire Figueroa. Ainsi, elle retire l'exigence en vertu de laquelle un parti politique doit présenter vingt candidats pour obtenir son autorisation et la maintenir.

La loi accorde au parti politique autorisé qui ne présente pas de candidat lors d'élections générales ou lors d'une élection partielle, et qui en avise le directeur général des élections, le statut d'intervenant particulier.

Ministre responsable:	ministre délégué à la Réforme des institutions démocratiques
Parrain:	M. Jacques P. Dupuis
Présentation du projet de loi:	2004-06-17
Adoption du principe:	2004-12-03
Étude détaillée en commission:	CI 2004-12-09
Dépôt du rapport de la commission:	2004-12-10 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	2004-12-15
Adoption du projet de loi:	2004-12-16
Sanction:	2004-12-17
Entrée en vigueur:	2004-12-17
Loi modifiée:	Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3)

Chapitre 37 (projet de loi n° 72)

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les valeurs mobilières afin d'instaurer un processus de reconnaissance mutuelle entre le Québec et les autres provinces et territoires canadiens en matière de valeurs mobilières. Elle prévoit, à cet effet, des dispositions permettant au gouvernement de conclure avec le gouvernement d'une autre province ou d'un territoire un accord afin que leur compétence respective soit reconnue dans l'autre province ou territoire.

Cette loi prévoit la nomination d'un responsable de la conformité et la mise en oeuvre de programmes de conformité. Le contenu de ce programme ainsi que les conditions applicables au responsable de la conformité sont déterminés par règlement de l'Agence. Cette loi comporte des modifications afin d'autoriser la participation de l'Agence à une banque nationale de données et autorise à cet effet la communication de renseignements. Elle autorise de plus la communication de renseignements confidentiels afin de donner suite à des mesures annoncées dans le Discours sur le budget du 30 mars 2004 visant la lutte aux crimes économiques et financiers à incidence fiscale.

Cette loi prévoit aussi des modifications à la Loi sur les valeurs mobilières concernant le mode d'établissement des dispenses. Elle modifie plusieurs autres lois connexes dont la Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier, la Loi sur la distribution de produits et services financiers et la Loi sur le courtage immobilier. Des modifications sont proposées notamment afin de prévoir des dispositions assurant le changement de nom de l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier en celui de l'Autorité des marchés financiers et de nouvelles règles concernant l'organisation administrative de la Chambre de l'assurance de dommages et de la Chambre de la sécurité financière.

Cette loi modifie, en outre, la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne afin que les sociétés qui y sont assujetties puissent se proroger sous le régime de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt. Elle modifie également la Loi sur le courtage immobilier afin de permettre la constitution d'un fonds d'assurance de responsabilité pour les courtiers et agents immobiliers.

Enfin, cette loi abroge la Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance et comporte des modifications de concordance dans plusieurs lois ainsi que des dispositions de nature transitoire.

Ministre responsable :	ministre des Finances
Parrain :	M. Yves Séguin
Présentation du projet de loi :	2004-11-11 Vote: P: 96 C: 0 A: 0
Adoption du principe :	2004-12-03
Étude détaillée en commission :	CFP 2004-12-15
Dépôt du rapport de la commission :	2004-12-16 AM

Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-16 AM
Adoption du projet de loi :	2004-12-16
Sanction :	2004-12-17
Entrée en vigueur :	2004-12-17, à l'exception des dispositions des paragraphes 2° à 4° de l'article 1, des paragraphes 1° à 4° et 6° de l'article 3, du paragraphe 2° de l'article 4, des articles 7 et 8, du paragraphe 1° de l'article 9, du paragraphe 3° de l'article 10, des articles 11 à 13, 15 et 22, du paragraphe 2° de l'article 23, des articles 25, 26, 29 et 30, du paragraphe 2° de l'article 31, de l'article 32, des paragraphes 2° et 3° de l'article 37, du paragraphe 4° de l'article 38, du paragraphe 3° de l'article 43 et des articles 46, 56, 58, 61 et 86, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées :	Code civil du Québec (1991, chapitre 64) Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001) Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier (L.R.Q., chapitre A-7.03) Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26) Loi sur l'assurance médicaments (L.R.Q., chapitre A-29.01) Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3) Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (L.R.Q., chapitre C-3.1) Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins (L.R.Q., chapitre C-6.1) Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., chapitre C-8.3) Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1) Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26) Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., chapitre C-57.02) Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (L.R.Q., chapitre C-62.1) Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., chapitre C-67.3) Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73.1) Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78) Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1) Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., chapitre D-9.2) Loi sur l'exercice des activités de bourse au Québec par Nasdaq (L.R.Q., chapitre E-20.01) Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (L.R.Q., chapitre F-3.1.2)

Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., chapitre F-3.2.1)
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
 Loi sur l'information concernant la rémunération des dirigeants de certaines personnes morales (L.R.Q., chapitre I-8.01)
 Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14)
 Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3)
 Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32)
 Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)
 Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2)
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1)
 Loi sur le registraire des entreprises (L.R.Q., chapitre R-17.1)
 Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., chapitre S-5)
 Loi sur la Société des loteries du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.1)
 Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., chapitre S-25.1)
 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01)
 Loi sur les sociétés de transport en commun (L.R.Q., chapitre S-30.01)
 Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40)
 Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)
 Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)
 Loi sur le Mouvement Desjardins (2000, chapitre 77)

Loi abrogée : Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance (1973, chapitre 68)

Chapitre 38 (projet de loi n° 73)

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé

Objet: Cette loi modifie la Loi sur l'instruction publique afin de permettre aux commissaires et aux membres du comité exécutif d'une commission scolaire de participer à une séance du conseil ou du comité exécutif à l'aide de moyens de communication.

La loi a également pour objet de permettre à une commission scolaire et à un établissement d'enseignement privé, dans les cas et aux conditions déterminés par règlement du ministre de l'Éducation, de déroger aux dispositions d'un régime pédagogique relatives à la liste des matières afin de favoriser la réalisation d'un projet pédagogique particulier.

Ministre responsable :	ministre de l'Éducation
Parrain :	M. Pierre Reid
Présentation du projet de loi :	2004-11-10 Vote: P: 109 C: 0 A: 0
Adoption du principe :	2004-11-26
Consultations particulières :	CE 2004-12-02; 2004-12-07
Étude détaillée en commission :	CE 2004-12-08
Dépôt du rapport de consultations et de l'étude détaillée :	2004-12-10 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-15 MAJ
Adoption du projet de loi :	2004-12-16 MAJ
Sanction :	2004-12-17
Entrée en vigueur :	2004-12-17
Lois modifiées :	Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9.1) Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)

Chapitre 39 (projet de loi n° 74)

Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi apporte diverses modifications à la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels afin de donner suite à une entente conclue par le gouvernement et le Syndicat des agents de la paix en services correctionnels. Elle apporte aussi des modifications à d'autres régimes de retraite du secteur public qui découlent notamment de recommandations des comités de retraite.

Ainsi cette loi modifie le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels afin, principalement, d'introduire des règles de qualification à ce régime, d'établir de nouvelles règles de rachat de service à la suite d'une absence sans traitement et de régulariser les transferts de service effectués entre le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou le régime de retraite du personnel d'encadrement.

Par ailleurs, la loi modifie certains régimes de retraite du secteur public afin notamment de se conformer aux exigences fiscales et de déterminer les périodes d'application des différents taux d'intérêts.

Enfin, la loi prévoit l'ajout d'un vice-président à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et comporte des précisions relatives à l'administration des régimes de retraite et des modifications de nature technique et de concordance.

Ministre responsable :	ministre responsable de l'Administration gouvernementale, présidente du Conseil du trésor
Parrain :	Madame Monique Jérôme-Forget
Présentation du projet de loi :	2004-11-11 Vote: P: 97 C: 0 A: 0
Adoption du principe :	2004-12-07
Étude détaillée en commission :	CFP 2004-12-08
Dépôt du rapport de la commission :	2004-12-10 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2004-12-15
Adoption du projet de loi :	2004-12-16 AM
Sanction :	2004-12-17

Entrée en vigueur :

2005-01-01

Toutefois, les articles 20, 22 et 23, les paragraphes 2° et 5° de l'article 25, les articles 27, 28 et 30, le paragraphe 1° de l'article 31, les articles 63 à 67, 69 à 72, 75, 89, 95 à 98 et 102, le paragraphe 2° de l'article 103, les articles 104 à 110 et 115, le paragraphe 2° de l'article 116, l'article 126, le paragraphe 2° de l'article 127, les articles 128, 132, 135, 147, 148 et 150, l'article 157 dans la mesure où il introduit le nouvel alinéa aux fins du calcul de l'intérêt et les articles 167, 170, 171 et 173 de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} juin 2005. Dans ces cas, lorsque la date du début de la période d'application de l'annexe VII de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) prévue à ces articles est antérieure au 1^{er} juin 2005, les taux de l'annexe VI établis pour chaque époque s'appliquent jusqu'au 31 mai 2005 et le taux de l'annexe VII en vigueur le 1^{er} juin 2005 s'applique à compter de cette dernière date jusqu'à la fin de la période d'application du taux de l'annexe VII prévue aux articles concernés.

Les articles 230 à 233 et 237, le paragraphe 2° de l'article 238 et les articles 239 à 243, 249, 250, 256, 260, 261, 264, 268 et 269 de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} juin 2005. Dans ces cas, lorsque la date du début de la période d'application de l'annexe VIII de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1) prévue à ces articles est antérieure au 1^{er} juin 2005, les taux de l'annexe VII établis pour chaque époque s'appliquent jusqu'au 31 mai 2005 et le taux de l'annexe VIII en vigueur le 1^{er} juin 2005 s'applique à compter de cette dernière date jusqu'à la fin de la période d'application du taux de l'annexe VIII prévue aux articles concernés.

L'article 6 dans la mesure où il édicte la sous-section 4 de la section IV du chapitre II de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2), le paragraphe 3° de l'article 47 dans la mesure où il réfère à l'article 41.7, les articles 68, 101 et 122, l'article 124 dans la mesure où il édicte la section III.3 du chapitre VI du titre I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, l'article 136, le paragraphe 7° de l'article 137 dans la mesure où il réfère à l'article 109.8 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les articles 176, 192, 210 et 236, l'article 255 dans la mesure où il édicte la section I.3 du chapitre VI de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, l'article 262 et le paragraphe 3° de l'article 263 dans la mesure où il réfère à l'article 138.7 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, de la présente loi, entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

Lois modifiées: Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1)
 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2)
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
 Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1)

Chapitre 40 (projet de loi n° 81)

Loi abrogeant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique et la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud

Objet: Cette loi a pour objet d'abroger la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique ainsi que la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud. À cette fin, la loi détermine les modalités de la dissolution de Sidbec et de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud.

Ministre responsable: ministre du Développement économique et régional et de la Recherche

Parrain: M. Michel Audet

Présentation du projet de loi: 2004-11-11 Vote: P: 94 C: 0 A: 0

Adoption du principe: 2004-12-08

Étude détaillée en commission: CET
2004-12-13

Dépôt du rapport de la commission: 2004-12-15 AM

Prise en considération du rapport de la commission: 2004-12-16 AM

Adoption du projet de loi: 2004-12-16

Sanction: 2004-12-17

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Loi modifiée: Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001)

Lois abrogées: Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., chapitre E-14)
Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (L.R.Q., chapitre S-16.01)

Chapitre 41 (projet de loi n° 84)

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires en vue d'assurer la mise en oeuvre législative de la résolution de l'Assemblée nationale du 4 juin 2004 relative à la reconnaissance du traitement admissible pour fins de pension des juges de la Cour du Québec qui bénéficient de la protection de leur traitement en vertu de l'article 116 de la Loi sur les tribunaux judiciaires.

La loi apporte également des modifications de concordance au Régime de prestations supplémentaires des juges auxquels s'applique le régime de retraite prévu à la partie VI de la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Ministre responsable : ministre de la Justice

Parrain : M. Jacques P. Dupuis

Présentation du projet de loi : 2004-12-10

Adoption du principe : 2004-12-16

Étude détaillée en commission : CP
2004-12-16

**Dépôt du rapport
de la commission :** 2004-12-16

**Prise en considération
du rapport de la commission :** 2004-12-16

Adoption du projet de loi : 2004-12-16

Sanction : 2004-12-17

Entrée en vigueur : 2004-12-17

Loi modifiée : Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

LISTE DES LOIS PUBLIQUES DU GOUVERNEMENT PAR MINISTÈRE OU PAR SECTEUR

Administration gouvernementale, Conseil du trésor

- | | | |
|-------|---|-------|
| c. 1 | Loi n° 1 sur les crédits, 2004-2005 | n° 43 |
| c. 7 | Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 | n° 51 |
| c. 30 | Loi sur Services Québec | n° 63 |
| c. 32 | Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec | n° 61 |
| c. 39 | Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives | n° 74 |

Affaires municipales, Sport et Loisir

- | | | |
|-------|---|-------|
| c. 20 | Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal | n° 54 |
| c. 29 | Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations | n° 75 |

Culture et Communications

- | | | |
|-------|---|-------|
| c. 16 | Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les artistes professionnels | n° 42 |
| c. 25 | Loi modifiant la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec, la Loi sur les archives et d'autres dispositions législatives | n° 69 |

Développement économique et régional et Recherche

- | | | |
|-------|--|-------|
| c. 40 | Loi abrogeant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique et la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud | n° 81 |
|-------|--|-------|

Éducation

- | | | |
|-------|--|-------|
| c. 28 | Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux études | n° 67 |
| c. 38 | Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé | n° 73 |

Environnement

- | | | |
|-------|--|-------|
| c. 24 | Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Environnement, la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives | n° 44 |
|-------|--|-------|

Finances

- | | | |
|-------|--|-------|
| c. 33 | Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec | n° 78 |
| c. 35 | Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec et modifiant le Code de la sécurité routière | n° 60 |
| c. 37 | Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives | n° 72 |

Justice

- | | | |
|-------|---|-------|
| c. 5 | Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de fixation de pensions alimentaires pour enfants | n° 21 |
| c. 12 | Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives eu égard au statut des juges de paix | n° 50 |
| c. 14 | Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de délai d'inscription | n° 40 |
| c. 15 | Loi modifiant le Code des professions | n° 41 |

- c. 17 Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de petites créances n° 49
- c. 22 Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général et le Code du travail n° 46
- c. 23 Loi modifiant le Code civil relativement au mariage n° 59
- c. 41 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires n° 84

Réforme des institutions démocratiques

- c. 19 Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale n° 66
- c. 36 Loi modifiant la Loi électorale n° 64

Relations avec les citoyens et Immigration

- c. 18 Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec n° 53

Ressources naturelles, Faune et Parcs

- c. 6 Loi modifiant la Loi sur les forêts n° 39
- c. 11 Loi abrogeant la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec et modifiant d'autres dispositions législatives n° 48
- c. 13 Loi concernant l'abolition des rentes aux Îles-de-la-Madeleine n° 58

Revenu

- c. 4 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives n° 20
- c. 8 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives n° 36
- c. 9 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi concernant la taxe sur les carburants n° 47
- c. 10 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu n° 52
- c. 21 Loi donnant suite au discours sur le budget du 12 juin 2003 et à certains autres énoncés budgétaires n° 45

Santé et Services sociaux

- c. 3 Loi assurant la mise en oeuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives en matière d'adoption n° 11
- c. 31 Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives n° 56

Transports

- c. 2 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives n° 29
- c. 27 Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route n° 90
- c. 34 Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives n° 55

Travail

- c. 26 Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale concernant l'établissement de programmes distincts n° 79

LISTE DES PROJETS DE LOI PRÉSENTÉS MAIS NON ADOPTÉS EN 2004

Projets de loi publics du gouvernement

- n° 57 Loi sur l'aide aux personnes et aux familles
- n° 62 Loi sur les compétences municipales
- n° 68 Loi abrogeant la Loi sur la Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel
- n° 70 Loi donnant suite au discours sur le budget du 30 mars 2004 afin d'introduire des mesures de soutien aux familles ainsi qu'à certains autres énoncés budgétaires
- n° 71 Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives en matière forestière
- n° 76 Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives
- n° 77 Loi modifiant de nouveau la Loi sur le ministère du Revenu
- n° 80 Loi modifiant la Loi sur la police
- n° 83 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives
- n° 85 Loi sur le Centre de services administratifs
- n° 86 Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives
- n° 88 Loi sur la sécurité privée
- n° 89 Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée et modifiant d'autres dispositions législatives

Projets de loi publics des députés

- n° 191 Loi établissant une date fixe pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale à compter du 16 avril 2007
- n° 195 Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite
- n° 197 Loi facilitant les dons d'organes
- n° 198 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail
- n° 199 Loi modifiant la Loi sur les transports

Projet de loi d'intérêt privé

- n° 220 Loi concernant la Ville de Thetford Mines

LISTE DES LOIS DE 2004 ET ANTÉRIEURES À 2004
ENTRÉES EN VIGUEUR PAR PROCLAMATION OU PAR DÉCRET EN 2004

1985, c. 34 Loi sur le bâtiment

- 2004-10-21: a. 282 (en ce qui concerne les remontées mécaniques et en ce qui concerne les ascenseurs et autres appareils élévateurs auxquels s'applique le chapitre IV du Code de construction, approuvé par le décret n° 895-2004 du 22 septembre 2004)
 Décret n° 893-2004
 G.O., 2004, Partie 2, p. 4287

- 2006-01-01: aa. 29 (en ce qui concerne les ascenseurs et autres appareils élévateurs auxquels s'applique le chapitre IV du Code de sécurité, approuvé par le décret n° 896-2004 du 22 septembre 2004), 282 (en ce qui concerne les ascenseurs et autres appareils élévateurs auxquels s'applique le chapitre IV du Code de sécurité, approuvé par le décret n° 896-2004 du 22 septembre 2004)
 Décret n° 893-2004
 G.O., 2004, Partie 2, p. 4287

1991, c. 74 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives

- 2004-10-21: a. 116 (dans la mesure où il remplace a. 282 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1) en ce qui concerne les remontées mécaniques et en ce qui concerne les ascenseurs et autres appareils élévateurs auxquels s'applique le chapitre IV du Code de construction, approuvé par le décret n° 895-2004 du 22 septembre 2004)
 Décret n° 893-2004
 G.O., 2004, Partie 2, p. 4287

- 2006-01-01: a. 116 (dans la mesure où il remplace a. 282 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1) en ce qui concerne les ascenseurs et autres appareils élévateurs auxquels s'applique le chapitre IV du Code de sécurité, approuvé par le décret n° 896-2004 du 22 septembre 2004)
 Décret n° 893-2004
 G.O., 2004, Partie 2, p. 4287

- 1993, c. 18 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux
- 2004-12-08: aa. 6-8
Décret n° 1150-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 5447
- 2000, c. 22 Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'énergie et d'autres dispositions législatives
- 2004-03-24: aa. 45 (par. 2°), 50 (par. 1° (à l'exception des mots « les montants des frais d'enregistrement et »), 2°)
Décret n° 268-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 1634
- 2000, c. 40 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux et d'autres dispositions législatives et abrogeant la Loi sur les abeilles
- 2004-12-08: aa. 28-33
Décret n° 1150-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 5447
- 2001, c. 9 Loi sur l'assurance parentale
- 2005-01-10: aa. 82 (dans la mesure où il concerne le Conseil de gestion de l'assurance parentale), 85 (dans la mesure où il concerne le Conseil de gestion de l'assurance parentale), 89, 90, 91 (sauf 2° al. (par. 2°)), 92-110, 111 (sauf par. 1°), 112-120, 152
Décret n° 1160-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 5537
- 2001, c. 35 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives
- 2004-07-15: a. 35
Décret n° 706-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 3377
- 2004-12-08: a. 30
Décret n° 1150-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 5447

- 2002, c. 17 Loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance et la Loi sur le ministère de la Famille et de l'Enfance
- 2004-06-01: aa. 1, 8-11, 13, 14, 18 (par. 1°-3°, 7°), 20, 23
Décret n° 433-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 2249
- 2002, c. 45 Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier
- 2004-02-01: aa. 4-19, 23, 24, 33 (2° al.), 34, 35, 37, 38, 48-62, 64-91, 93, 94, 96, 103, 104 (2° al.), 105, 107, 157-178, 179 (par. 1°, 3°), 180-196, 197 (par. 1°, 3°), 198-212, 214 (par. 1°, 2°), 215-219, 221 (par. 1°, 2°), 222-230, 231 (par. 1°), 232, 240, 241, 243, 244, 246-263, 264 (dans la mesure où il édicte a. 7 de la Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., chapitre C-22)), 265, 266 (dans la mesure où il édicte a. 11 de la Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23)), 267-274, 276-279, 280 (dans la mesure où il édicte a. 14 de la Loi sur les compagnies de cimetièrre (L.R.Q., chapitre C-40)), 281, 282 (dans la mesure où il édicte a. 52 de la Loi sur les compagnies de cimetièrres catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-40.1)), 283, 284, 285 (dans la mesure où il édicte a. 98 de la Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (L.R.Q., chapitre C-44)), 286, 288, 289, 291-293, 294 (dans la mesure où il édicte a. 15 de la Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., chapitre C-63)), 295-305, 307, 308, 310 (par. 2°), 311-314, 316-333, 336, 338, 339, 340 (dans la mesure où il édicte a.19 de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., chapitre C-71)), 341, 344-346, 348, 349, 351, 352, 354, 355, 357 (par. 1°), 358 (par. 2°), 360, 363-372, 374 (par. 1°), 375, 376, 379-382, 385, 386, 388, 389, 391-399, 401, 402, 404-406, 407 (par. 4°), 408, 410-415, 417, 419-444, 446-458, 460-470, 472-482, 486-489, 492-501, 502 (dans la mesure où il édicte a. 22 de la Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17)), 503, 505-508, 509 (dans la mesure où il édicte a. 75 de la Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)), 510, 512, 513, 515-538, 540, 542, 543, 544 (dans la mesure où il édicte a. 34 de la Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4)), 545-547, 549-551, 554-558, 559 (par. 2°), 560-562, 564-566, 568, 569 (par. 2°), 570-581, 583-588, 589 (par. 2°), 590

(par. 2°), 591 (par. 1°), 594-596, 598, 599, 601-604, 610, 611, 613, 614 (dans la mesure où il édicte a. 7 de la Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance (L.R.Q., chapitre S-31)), 615, 616 (dans la mesure où il édicte a. 4 de la Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux (L.R.Q., chapitre S-32)), 617-619, 620 (dans la mesure où il édicte a. 30 de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40)), 621, 622, 624 (par. 3°), 629, 631, 638, 639, 642-652, 654-685, 687, 688, 689 (par. 1°, 2°, 4°, 5°), 695-703, 705-726, 731, 739, 740, 742-744
 Décret n° 45-2004
 G.O., 2004, Partie 2, p. 905, 906

– 2004-06-01: aa. 358 (par. 1°), 359 (par. 2°), 373, 374 (par. 2°), 445, 730
 Décret n° 45-2004
 G.O., 2004, Partie 2, p. 905, 906

– 2004-08-01: a. 104 (1^{er} al.)
 Décret n° 45-2004
 G.O., 2004, Partie 2, p. 905, 906

– 2006-01-01: aa. 342, 343, 361, 378, 384, 390, 400, 403, 416, 418, 483, 484, 491, 727, 728, 729
 Décret n° 45-2004 (modifié par le décret n° 1169-2004 du 15 décembre 2004)
 G.O., 2004, Partie 2, p. 905, 906

2002, c. 50 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et la Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

– 2004-04-07: a. 7
 Décret n° 250-2004
 G.O., 2004, Partie 2, p. 1633

2002, c. 55 Loi modifiant la Loi sur les agents de voyages et la Loi sur la protection du consommateur

– 2004-11-11: aa. 18 (par. 2°), 25 (par. 2°, 6°), 26
 Décret n° 961-2004
 G.O., 2004, Partie 2, p. 4503

- 2002, c. 56 Loi visant à assurer l'approvisionnement en porc d'un abattoir exploité en Abitibi-Témiscamingue
- 2004-07-21: a. 1
Décret n° 720-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 3493
- 2003, c. 5 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes
- 2004-05-16: aa. 1-7, 8 (sauf dans la mesure où il édicte a. 194.3 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)), 9-30
Décret n° 413-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 2145
- 2004-12-05: a. 8 (dans la mesure où il édicte a. 194.3 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2))
Décret n° 1000-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 4653
- 2003, c. 17 Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux études
- 2004-05-01: aa. 1-43
Décret n° 343-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 1699
- 2003, c. 23 Loi sur l'aquaculture commerciale
- 2004-09-01: aa. 1-80
Décret n° 786-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 3845
- 2003, c. 29 Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche
- 2004-03-23: aa. 1-134, 135 (sauf par. 7°-17°, 20°, 21°, 24°, 25° (dans la mesure où il modifie a. 35 de la Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4)), 30°, 31°, 35°-37°), 136-178
Décret n° 222-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 1633

- 2004, c. 2 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
- 2005-01-01: aa. 6, 8, 12, 15, 30, 41, 55, 62, 76, 77, 79
Décret n° 1184-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 5537
- 2004, c. 3 Loi assurant la mise en oeuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives en matière d'adoption
- 2004-09-01: aa. 26, 27 (par. 1°), 28-30
Décret n° 759-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 3845
- 2004, c. 11 Loi abrogeant la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec et modifiant d'autres dispositions législatives
- 2004-06-30: aa. 1-80
Décret n° 659-2004
G.O., 2004, Partie 2, p. 3377

**TABLEAU DES MODIFICATIONS GLOBALES
APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES**

Les mentions ci-dessous font référence à des dispositions législatives adoptées en 2004 et qui modifient ou affectent de façon globale une ou plusieurs lois sans préciser un article particulier.

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>
Loi abrogeant la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec et modifiant d'autres dispositions législatives	2004, c. 11, a. 80 (P.L. n° 48)
Loi modifiant la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec, la Loi sur les archives et d'autres dispositions législatives	2004, c. 25, a. 69 (P.L. n° 69)
Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives	2004, c. 31, aa. 57, 71 et 72 (P.L. n° 56)
Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives	2004, c. 37, a. 91 (P.L. n° 72)

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES EN 2004

Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.

Les renseignements de ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications. Ce tableau indique les modifications apportées aux lois publiques par les dispositions de lois sans égard aux modifications qui peuvent leur être apportées par d'autres sources tels des décrets.

Les lois non sujettes à la refonte, celles qui ne sont pas encore refondues et le Code civil du Québec sont inscrits à la suite des Lois refondues du Québec.

Abréviations

a. = article	c. = chapitre
Ab. = Abrogé	Form. = Formule
Ann. = Annexe	Remp. = Remplacé
App. = Appendice	

Référence	Titre Modifications
1- LOIS REFONDUES DU QUÉBEC	
c. A-2.01	Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics 1 , 2004, c. 31, a. 58 33.1 , 2004, c. 31, a. 59
c. A-2.1	Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels 79 , 2004, c. 25, a. 58
c. A-6.001	Loi sur l'administration financière Ann. 1 , 2004, c. 11, a. 61 Ann. 2 , 2004, c. 25, a. 59; 2004, c. 30, a. 50; 2004, c. 32, a. 53; 2004, c. 35, a. 39; 2004, c. 37, a. 40; 2004, c. 40, a. 16 Ann. 3 , 2004, c. 34, a. 14
c. A-6.01	Loi sur l'administration publique 29 , 2004, c. 31, a. 60 64 , 2004, c. 30, a. 51 66.1 , 2004, c. 30, a. 52 66.2 , 2004, c. 30, a. 52 66.3 , 2004, c. 30, a. 52
c. A-7.01	Loi sur les adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine 6 , 2004, c. 3, a. 31
c. A-7.03	Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier (<i>Loi sur l'Autorité des marchés financiers</i>) Titre , 2004, c. 37, a. 90 1 , 2004, c. 37, a. 90 2 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. A-7.03	Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier — <i>Suite</i> (<i>Loi sur l'Autorité des marchés financiers</i>)
	3 , 2004, c. 37, a. 90 4 , 2004, c. 37, a. 90 5 , 2004, c. 37, a. 90 6 , 2004, c. 37, a. 90 7 , 2004, c. 37, a. 90 8 , 2004, c. 37, a. 90 9 , 2004, c. 37, a. 90 10 , 2004, c. 37, a. 90 11 , 2004, c. 37, a. 90 12 , 2004, c. 37, a. 90 13 , 2004, c. 37, a. 90 14 , 2004, c. 37, a. 90 15 , 2004, c. 37, a. 90 16 , 2004, c. 37, aa. 41, 90 17 , 2004, c. 37, a. 90 18 , 2004, c. 37, a. 90 19 , 2004, c. 37, a. 90 20 , 2004, c. 37, a. 90 21 , 2004, c. 37, a. 90 22 , 2004, c. 37, a. 90 23 , 2004, c. 37, a. 90 24 , 2004, c. 37, a. 90 25 , 2004, c. 37, a. 90 25.1 , 2004, c. 37, a. 42 26 , 2004, c. 37, a. 90 27 , 2004, c. 37, a. 90 28 , 2004, c. 37, a. 90 29 , 2004, c. 37, a. 90 30 , 2004, c. 37, a. 90 31 , 2004, c. 37, a. 90 32 , 2004, c. 37, a. 43 32.1 , 2004, c. 37, a. 44 32.2 , 2004, c. 37, a. 44 33 , 2004, c. 37, a. 90 34 , 2004, c. 37, a. 90 35 , 2004, c. 37, a. 90 36 , 2004, c. 37, a. 90 37 , 2004, c. 37, a. 90 38 , 2004, c. 37, a. 90 39 , 2004, c. 37, a. 90 40 , 2004, c. 37, a. 90 41 , 2004, c. 37, a. 90 42 , 2004, c. 37, a. 90 43 , 2004, c. 37, a. 90 44 , 2004, c. 37, a. 90 45 , 2004, c. 37, a. 90 46 , 2004, c. 37, a. 90 47 , 2004, c. 37, a. 90 48 , 2004, c. 37, a. 90 57 , 2004, c. 37, a. 90 58 , 2004, c. 37, a. 90 59 , 2004, c. 37, a. 90 60 , 2004, c. 37, a. 90 61 , 2004, c. 37, a. 90 62 , 2004, c. 37, a. 90 63 , 2004, c. 37, a. 90 64 , 2004, c. 37, a. 90 65 , 2004, c. 37, a. 90 66 , 2004, c. 37, a. 90 67 , 2004, c. 37, a. 90 68 , 2004, c. 37, a. 90 69 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. A-7.03	Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier — <i>Suite</i> (<i>Loi sur l'Autorité des marchés financiers</i>)
	71 , 2004, c. 37, a. 90 72 , 2004, c. 37, a. 90 73 , 2004, c. 37, a. 90 74 , 2004, c. 37, a. 90 75 , 2004, c. 37, a. 90 76 , 2004, c. 37, a. 90 77 , 2004, c. 37, a. 90 78 , 2004, c. 37, a. 90 80 , 2004, c. 37, a. 90 83 , 2004, c. 37, a. 90 85 , 2004, c. 37, a. 45 86 , 2004, c. 37, a. 90 87 , 2004, c. 37, a. 90 88 , 2004, c. 37, a. 90 89 , 2004, c. 37, a. 90 90 , 2004, c. 37, a. 90 91 , 2004, c. 37, a. 90 93 , 2004, c. 37, a. 90 94 , 2004, c. 37, a. 90 104 , 2004, c. 37, a. 46 104.1 , 2004, c. 37, a. 47 104.2 , 2004, c. 37, a. 47 104.3 , 2004, c. 37, a. 47 114 , 2004, c. 37, a. 90 131 , 2004, c. 37, a. 90 132 , 2004, c. 37, a. 90 146 , 2004, c. 37, a. 90 147 , 2004, c. 37, a. 90 148 , 2004, c. 37, a. 90 149 , 2004, c. 37, a. 90 152 , 2004, c. 37, a. 90 707 , 2004, c. 37, a. 90 708 , 2004, c. 37, a. 90 709 , 2004, c. 37, a. 90 710 , 2004, c. 37, a. 90 711 , 2004, c. 37, a. 90 712 , 2004, c. 37, a. 90 713 , 2004, c. 37, a. 90 714 , 2004, c. 37, a. 90 715 , 2004, c. 37, a. 90 716 , 2004, c. 37, a. 90 717 , 2004, c. 37, a. 90 718 , 2004, c. 37, a. 90 719 , 2004, c. 37, a. 90 720 , 2004, c. 37, a. 90 721 , 2004, c. 37, a. 90 722 , 2004, c. 37, a. 90 723 , 2004, c. 37, a. 90 724 , 2004, c. 37, a. 90 725 , 2004, c. 37, a. 90 726 , 2004, c. 37, a. 90 728 , 2004, c. 37, a. 90 733 , 2004, c. 37, a. 90 734 , 2004, c. 37, a. 90 735 , 2004, c. 37, a. 90 736 , 2004, c. 37, a. 90 737 , 2004, c. 37, a. 90 738 , 2004, c. 37, a. 90 739 , 2004, c. 37, a. 90 742 , 2004, c. 37, a. 90 743 , 2004, c. 37, a. 90 744 , 2004, c. 37, a. 90 747 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. A-13.3	Loi sur l'aide financière aux études 11 , 2004, c. 28, a. 1 33 , 2004, c. 28, a. 2 57 , 2004, c. 28, a. 3
c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme 5 , 2004, c. 20, a. 1 6 , 2004, c. 20, a. 2 53.14 , 2004, c. 20, a. 3 64 , 2004, c. 20, a. 4 68 , 2004, c. 20, a. 5 79.19.1 , 2004, c. 20, a. 6 113 , 2004, c. 20, a. 7 145.7 , 2004, c. 20, a. 8 145.41 , 2004, c. 20, a. 9 165.4.1 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.2 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.3 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.4 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.5 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.6 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.7 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.8 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.9 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.10 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.11 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.12 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.13 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.14 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.15 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.16 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.17 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.18 , 2004, c. 20, a. 10 165.4.19 , 2004, c. 20, a. 10 226.1 , 2004, c. 20, a. 11 227 , 2004, c. 20, a. 12 233.1 , 2004, c. 20, a. 13 267.2 , 2004, c. 20, a. 14
c. A-21.1	Loi sur les archives 2.1 , 2004, c. 25, a. 27 4 , 2004, c. 25, a. 28 5 , 2004, c. 25, a. 29 6 , 2004, c. 25, a. 54 8 , 2004, c. 25, a. 30 9 , 2004, c. 25, a. 31 10 , 2004, c. 25, a. 32 11 , 2004, c. 25, a. 33 12 , 2004, c. 25, a. 34 14 , 2004, c. 25, a. 35 15 , 2004, c. 25, a. 36 16 , 2004, c. 25, a. 37 17 , 2004, c. 25, a. 38 18 , 2004, c. 25, a. 54 21 , Ab. 2004, c. 25, a. 39 22 , 2004, c. 25, a. 40 23 , Ab. 2004, c. 25, a. 41 24 , 2004, c. 25, a. 42 25 , 2004, c. 25, a. 54 26 , 2004, c. 25, a. 43 27 , 2004, c. 25, a. 44 29 , Ab. 2004, c. 25, a. 45

Référence	Titre Modifications
c. A-21.1	Loi sur les archives — <i>Suite</i> 30 , 2004, c. 25, a. 46 30.1 , 2004, c. 25, a. 47 31 , 2004, c. 25, a. 54 32 , 2004, c. 25, a. 48 33 , 2004, c. 25, a. 49 34 , 2004, c. 25, a. 50 35 , 2004, c. 25, a. 51 36 , Ab. 2004, c. 25, a. 52 37 , 2004, c. 25, a. 53 43 , 2004, c. 25, a. 55 45 , 2004, c. 25, a. 56 47 , Ab. 2004, c. 25, a. 57 48 , Ab. 2004, c. 25, a. 57 49 , Ab. 2004, c. 25, a. 57 50 , Ab. 2004, c. 25, a. 57 51 , Ab. 2004, c. 25, a. 57 52 , Ab. 2004, c. 25, a. 57 53 , Ab. 2004, c. 25, a. 57 87 , Ab. 2004, c. 25, a. 57
c. A-23.1	Loi sur l'Assemblée nationale 104 , 2004, c. 19, a. 1 104.2 , 2004, c. 19, a. 2
c. A-25	Loi sur l'assurance automobile 93 , 2004, c. 37, a. 90 97.1 , 2004, c. 37, a. 90 150 , Ab. 2004, c. 34, a. 16 151.4 , 2004, c. 34, a. 17 152 , Ab. 2004, c. 34, a. 18 152.1 , Ab. 2004, c. 34, a. 18 153 , Ab. 2004, c. 34, a. 18 154 , Ab. 2004, c. 34, a. 18 155 , Ab. 2004, c. 34, a. 18 155.5 , Ab. 2004, c. 34, a. 19 155.6 , Ab. 2004, c. 34, a. 19 156 , 2004, c. 37, a. 90 161 , 2004, c. 37, a. 90 177 , 2004, c. 37, a. 90 178 , 2004, c. 37, a. 90 179 , 2004, c. 37, a. 90 179.1 , 2004, c. 37, a. 90 179.2 , 2004, c. 37, a. 90 180 , 2004, c. 37, a. 90 181 , 2004, c. 37, a. 90 182 , 2004, c. 37, a. 90 183 , 2004, c. 37, a. 90 197 , 2004, c. 34, a. 20
c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts 1 , 2004, c. 37, a. 90 2.1 , 2004, c. 37, a. 90 17 , 2004, c. 37, a. 90 18 , 2004, c. 37, a. 90 20 , 2004, c. 37, a. 90 26 , 2004, c. 37, a. 90 27 , 2004, c. 37, a. 90 31 , 2004, c. 37, a. 90 31.1 , 2004, c. 37, a. 90 31.2 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts — <i>Suite</i> 31.4 , 2004, c. 37, a. 90 32.1 , 2004, c. 37, a. 90 33 , 2004, c. 37, a. 90 33.1 , 2004, c. 37, a. 90 34 , 2004, c. 37, a. 90 34.1 , 2004, c. 37, a. 90 34.2 , 2004, c. 37, a. 90 34.3 , 2004, c. 37, a. 90 35 , 2004, c. 37, a. 90 40 , 2004, c. 37, a. 90 40.2 , 2004, c. 37, a. 90 40.3 , 2004, c. 37, a. 90 40.3.1 , 2004, c. 37, a. 90 40.3.2 , 2004, c. 37, a. 90 40.4 , 2004, c. 37, a. 90 41 , 2004, c. 37, a. 90 41.1 , 2004, c. 37, a. 90 41.2 , 2004, c. 37, a. 90 42 , 2004, c. 37, a. 90 43 , 2004, c. 37, a. 90 45 , 2004, c. 37, a. 90 46 , 2004, c. 37, a. 90 51 , 2004, c. 37, a. 90 52 , 2004, c. 37, a. 90 52.1 , 2004, c. 37, a. 90 52.2 , 2004, c. 37, a. 90 53 , 2004, c. 37, a. 90 54 , 2004, c. 37, a. 90 56 , 2004, c. 37, a. 90 57 , 2004, c. 37, a. 90
c. A-29	Loi sur l'assurance maladie 65 , 2004, c. 11, a. 62
c. A-29.01	Loi sur l'assurance médicaments 4 , 2004, c. 37, a. 90
c. A-32	Loi sur les assurances 1 , 2004, c. 37, a. 90 5 , 2004, c. 37, a. 90 10 , 2004, c. 37, a. 90 11 , 2004, c. 37, a. 90 12 , 2004, c. 37, a. 90 12.1 , 2004, c. 37, a. 90 13 , 2004, c. 37, a. 90 15 , 2004, c. 37, a. 90 16 , 2004, c. 37, a. 90 19 , 2004, c. 37, a. 90 21 , 2004, c. 37, a. 90 22 , 2004, c. 37, a. 90 23 , 2004, c. 37, a. 90 29 , 2004, c. 37, a. 90 31 , 2004, c. 37, a. 90 32 , 2004, c. 37, a. 90 35.2 , 2004, c. 37, a. 90 37 , 2004, c. 37, a. 90 39 , 2004, c. 37, a. 90 41 , 2004, c. 37, a. 90 46 , 2004, c. 37, a. 90 48 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. A-32	Loi sur les assurances — <i>Suite</i>
	50.1 , 2004, c. 37, a. 90 50.2 , 2004, c. 37, a. 90 50.3 , 2004, c. 37, a. 90 62 , 2004, c. 37, a. 90 66.2 , 2004, c. 37, a. 90 68 , 2004, c. 37, a. 90 75 , 2004, c. 37, a. 90 76 , 2004, c. 37, a. 90 77 , 2004, c. 37, a. 90 79 , 2004, c. 37, a. 90 80 , 2004, c. 37, a. 90 93.1 , 2004, c. 37, a. 90 93.7 , 2004, c. 37, a. 90 93.10 , 2004, c. 37, a. 90 93.17 , 2004, c. 37, a. 90 93.19 , 2004, c. 37, a. 90 93.20 , 2004, c. 37, a. 90 93.25 , 2004, c. 37, a. 90 93.26 , 2004, c. 37, a. 90 93.27 , 2004, c. 37, a. 90 93.27.1 , 2004, c. 37, a. 90 93.27.2 , 2004, c. 37, a. 90 93.27.3 , 2004, c. 37, a. 90 93.27.4 , 2004, c. 37, a. 90 93.30 , 2004, c. 37, a. 90 93.34 , 2004, c. 37, a. 90 93.36 , 2004, c. 37, a. 90 93.48 , 2004, c. 37, a. 90 93.56 , 2004, c. 37, a. 90 93.88 , 2004, c. 37, a. 90 93.89 , 2004, c. 37, a. 90 93.108 , 2004, c. 37, a. 90 93.110 , 2004, c. 37, a. 90 93.111 , 2004, c. 37, a. 90 93.114 , 2004, c. 37, a. 90 93.115 , 2004, c. 37, a. 90 93.116 , 2004, c. 37, a. 90 93.117 , 2004, c. 37, a. 90 93.118 , 2004, c. 37, a. 90 93.120 , 2004, c. 37, a. 90 93.125 , 2004, c. 37, a. 90 93.126 , 2004, c. 37, a. 90 93.130 , 2004, c. 37, a. 90 93.131 , 2004, c. 37, a. 90 93.132 , 2004, c. 37, a. 90 93.133 , 2004, c. 37, a. 90 93.154.3 , 2004, c. 37, a. 90 93.160 , 2004, c. 37, a. 90 93.165.1 , 2004, c. 37, a. 90 93.167 , 2004, c. 37, a. 90 93.168 , 2004, c. 37, a. 90 93.180 , 2004, c. 37, a. 90 93.184 , 2004, c. 37, a. 90 93.186 , 2004, c. 37, a. 90 93.187 , 2004, c. 37, a. 90 93.188 , 2004, c. 37, a. 90 93.189 , 2004, c. 37, a. 90 93.191 , 2004, c. 37, a. 90 93.192 , 2004, c. 37, a. 90 93.197 , 2004, c. 37, a. 90 93.202 , 2004, c. 37, a. 90 93.204 , 2004, c. 37, a. 90 93.205 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. A-32	Loi sur les assurances — <i>Suite</i>
	93.208 , 2004, c. 37, a. 90 93.210 , 2004, c. 37, a. 90 93.211 , 2004, c. 37, a. 90 93.212 , 2004, c. 37, a. 90 93.214 , 2004, c. 37, a. 90 93.215 , 2004, c. 37, a. 90 93.217 , 2004, c. 37, a. 90 93.220 , 2004, c. 37, a. 90 93.224 , 2004, c. 37, a. 90 93.225 , 2004, c. 37, a. 90 93.230 , 2004, c. 37, a. 90 93.231 , 2004, c. 37, a. 90 93.238.3 , 2004, c. 37, a. 90 93.252 , 2004, c. 37, a. 90 93.259 , 2004, c. 37, a. 90 93.263 , 2004, c. 37, a. 90 93.264 , 2004, c. 37, a. 90 93.265 , 2004, c. 37, a. 90 93.266 , 2004, c. 37, a. 90 93.268 , 2004, c. 37, a. 90 93.269 , 2004, c. 37, a. 90 93.271 , 2004, c. 37, a. 90 109 , 2004, c. 37, a. 90 121 , 2004, c. 37, a. 90 127 , 2004, c. 37, a. 90 171 , 2004, c. 37, a. 90 174.1 , 2004, c. 37, a. 90 174.2 , 2004, c. 37, a. 90 174.4 , 2004, c. 37, a. 90 174.5 , 2004, c. 37, a. 90 174.17 , 2004, c. 37, a. 90 174.18 , 2004, c. 37, a. 90 179 , 2004, c. 37, a. 90 188 , 2004, c. 37, a. 90 189 , 2004, c. 37, a. 90 190 , 2004, c. 37, a. 90 191 , 2004, c. 37, a. 90 197 , 2004, c. 37, a. 90 198 , 2004, c. 37, a. 90 199 , 2004, c. 37, a. 90 200.0.2 , 2004, c. 37, a. 90 200.0.4 , 2004, c. 37, a. 90 200.0.11 , 2004, c. 37, a. 90 200.0.15 , 2004, c. 37, a. 90 200.0.16 , 2004, c. 37, a. 90 200.5 , 2004, c. 37, a. 90 200.6 , 2004, c. 37, a. 90 201 , 2004, c. 37, a. 90 205 , 2004, c. 37, a. 90 209 , 2004, c. 37, a. 90 211 , 2004, c. 37, a. 90 212 , 2004, c. 37, a. 90 218 , 2004, c. 37, a. 90 219 , 2004, c. 37, a. 90 220 , 2004, c. 37, a. 90 222 , 2004, c. 37, a. 90 247.1 , 2004, c. 37, a. 90 270 , 2004, c. 37, a. 90 275.0.0.1 , 2004, c. 37, a. 90 275.3.1 , 2004, c. 37, a. 90 275.4 , 2004, c. 37, a. 90 275.5 , 2004, c. 37, a. 90 277 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. A-32	Loi sur les assurances — <i>Suite</i>
	285.7 , 2004, c. 37, a. 90 285.11 , 2004, c. 37, a. 90 285.13 , 2004, c. 37, a. 90 285.14 , 2004, c. 37, a. 90 285.15 , 2004, c. 37, a. 90 285.16 , 2004, c. 37, a. 90 285.17 , 2004, c. 37, a. 90 285.18 , 2004, c. 37, a. 90 285.19 , 2004, c. 37, a. 90 285.21 , 2004, c. 37, a. 90 285.25 , 2004, c. 37, a. 90 285.31 , 2004, c. 37, a. 90 285.32 , 2004, c. 37, a. 90 285.33 , 2004, c. 37, a. 48 285.34 , 2004, c. 37, a. 90 285.35 , 2004, c. 37, a. 90 291.1 , 2004, c. 37, a. 90 292 , 2004, c. 37, a. 90 294.2 , 2004, c. 37, a. 90 294.3 , 2004, c. 37, a. 90 298 , 2004, c. 37, a. 90 298.2 , 2004, c. 37, a. 90 298.2.1 , 2004, c. 37, a. 90 298.5 , 2004, c. 37, a. 90 298.7 , 2004, c. 37, a. 90 298.12 , 2004, c. 37, a. 90 298.13 , 2004, c. 37, a. 90 298.14 , 2004, c. 37, a. 90 298.15 , 2004, c. 37, a. 90 298.16 , 2004, c. 37, a. 90 303 , 2004, c. 37, a. 90 304 , 2004, c. 37, a. 90 305 , 2004, c. 37, a. 90 309 , 2004, c. 37, a. 90 311 , 2004, c. 37, a. 90 315 , 2004, c. 37, a. 90 316 , 2004, c. 37, a. 90 317.1 , 2004, c. 37, a. 90 317.2 , 2004, c. 37, a. 90 319 , 2004, c. 37, a. 90 321 , 2004, c. 37, a. 90 323 , 2004, c. 37, a. 90 324 , 2004, c. 37, a. 90 325 , 2004, c. 37, a. 90 325.0.1 , 2004, c. 37, a. 90 325.1 , 2004, c. 37, a. 90 325.1.1 , 2004, c. 37, a. 90 325.2 , 2004, c. 37, a. 90 325.3 , 2004, c. 37, a. 90 325.4 , 2004, c. 37, a. 90 325.5 , 2004, c. 37, a. 90 325.6 , 2004, c. 37, a. 90 325.7 , 2004, c. 37, a. 90 358 , 2004, c. 37, a. 90 361 , 2004, c. 37, a. 90 362 , 2004, c. 37, a. 90 364 , 2004, c. 37, a. 90 378 , 2004, c. 37, a. 90 380 , 2004, c. 37, a. 90 384 , 2004, c. 37, a. 90 387 , 2004, c. 37, a. 90 395 , 2004, c. 37, a. 90 396 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. A-32	Loi sur les assurances — <i>Suite</i> 397 , 2004, c. 37, a. 90 398 , 2004, c. 37, a. 90 400 , 2004, c. 37, a. 90 405 , 2004, c. 37, a. 90 405.1 , 2004, c. 37, a. 90 405.2 , 2004, c. 37, a. 90 405.3 , 2004, c. 37, a. 90 406 , 2004, c. 37, a. 90 411 , 2004, c. 37, a. 90 415 , 2004, c. 37, a. 90 416 , 2004, c. 37, a. 90 420 , 2004, c. 37, a. 90 420.1 , 2004, c. 37, a. 90 422 , 2004, c. 37, a. 90 422.0.1 , 2004, c. 37, a. 90 422.1 , 2004, c. 37, a. 90 422.2 , 2004, c. 37, a. 49
c. B-2.2	Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec <i>(Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec)</i> Titre , 2004, c. 25, a. 1 1 , 2004, c. 25, a. 2 2 , 2004, c. 25, a. 3 2.1 , 2004, c. 25, a. 25 3 , 2004, c. 25, a. 4 4 , 2004, c. 25, a. 5 5 , 2004, c. 25, a. 6 7 , 2004, c. 25, a. 25 11 , 2004, c. 25, a. 7 12 , 2004, c. 25, a. 25 13 , 2004, c. 25, a. 8 14 , 2004, c. 25, a. 10 15 , 2004, c. 25, a. 25 15.1 , 2004, c. 25, a. 11 16 , 2004, c. 25, a. 12 17 , 2004, c. 25, a. 13 18 , 2004, c. 25, a. 25 19 , 2004, c. 25, a. 14 20 , 2004, c. 25, a. 15 20.0.1 , 2004, c. 25, a. 17 20.0.2 , 2004, c. 25, a. 17 20.1 , 2004, c. 25, a. 25 20.2 , 2004, c. 25, a. 18 20.3 , Ab. 2004, c. 25, a. 19 20.6 , 2004, c. 25, a. 25 20.7 , 2004, c. 25, a. 25 20.9 , 2004, c. 25, a. 20 20.9.1 , 2004, c. 25, a. 21 20.9.2 , 2004, c. 25, a. 21 20.9.3 , 2004, c. 25, a. 21 20.9.4 , 2004, c. 25, a. 21 20.9.5 , 2004, c. 25, a. 21 20.10 , 2004, c. 25, a. 22 20.12.1 , 2004, c. 25, a. 23 21 , 2004, c. 25, a. 25 22 , 2004, c. 25, a. 25 23 , 2004, c. 25, a. 25 24 , 2004, c. 25, a. 25 25 , 2004, c. 25, a. 25 26 , 2004, c. 25, a. 25 26.1 , 2004, c. 25, a. 25 27 , 2004, c. 25, a. 24

Référence	Titre Modifications
c. B-2.2	Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec — <i>Suite</i> (<i>Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec</i>) 29 , 2004, c. 25, a. 25 31 , 2004, c. 25, a. 25 32 , Ab. 2004, c. 25, a. 26
c. B-4	Loi sur les biens culturels 7.6 , 2004, c. 25, a. 60
c. C-2	Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec 4 , 2004, c. 33, a. 2 4.1 , 2004, c. 33, a. 3 5 , 2004, c. 33, a. 4 5.1 , 2004, c. 33, a. 5 5.2 , 2004, c. 33, a. 5 5.3 , 2004, c. 33, a. 5 5.4 , 2004, c. 33, a. 5 5.5 , 2004, c. 33, a. 5 5.6 , 2004, c. 33, a. 5 5.7 , 2004, c. 33, a. 5 5.8 , 2004, c. 33, a. 5 5.9 , 2004, c. 33, a. 5 5.10 , 2004, c. 33, a. 5 5.11 , 2004, c. 33, a. 5 5.12 , 2004, c. 33, a. 5 5.13 , 2004, c. 33, a. 5 5.14 , 2004, c. 33, a. 5 6 , Ab. 2004, c. 33, a. 6 7 , Ab. 2004, c. 33, a. 6 8 , Ab. 2004, c. 33, a. 6 9 , 2004, c. 33, a. 7 10 , 2004, c. 33, a. 8 12 , Ab. 2004, c. 33, a. 9 13 , 2004, c. 33, a. 10 13.1 , 2004, c. 33, a. 11 13.2 , 2004, c. 33, a. 11 13.3 , 2004, c. 33, a. 11 13.4 , 2004, c. 33, a. 11 13.5 , 2004, c. 33, a. 11 13.6 , 2004, c. 33, a. 11 13.7 , 2004, c. 33, a. 11 13.8 , 2004, c. 33, a. 11 13.9 , 2004, c. 33, a. 11 13.10 , 2004, c. 33, a. 11 13.11 , 2004, c. 33, a. 11 14 , Ab. 2004, c. 33, a. 12 15 , 2004, c. 33, a. 13 16 , 2004, c. 33, a. 14 17 , 2004, c. 33, a. 15 21 , 2004, c. 33, a. 16 22 , 2004, c. 33, a. 17 22.1 , 2004, c. 33, a. 18 31 , 2004, c. 33, a. 19 31.2 , 2004, c. 33, a. 20 33.1 , 2004, c. 33, a. 21 34 , 2004, c. 33, a. 22 34.1 , 2004, c. 33, a. 23 36.2 , 2004, c. 33, a. 24 37.1 , 2004, c. 33, a. 25 40 , 2004, c. 33, a. 26 42 , 2004, c. 33, a. 27 42.1 , 2004, c. 33, a. 28

Référence	Titre Modifications
c. C-2	Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec — <i>Suite</i> 46 , 2004, c. 33, a. 29 48 , 2004, c. 33, a. 30 49 , 2004, c. 33, a. 31 50 , 2004, c. 33, a. 32 51.1 , 2004, c. 33, a. 33 51.2 , 2004, c. 33, a. 33
c. C-3	Loi sur les caisses d'entraide économique 17 , 2004, c. 37, a. 90 22 , 2004, c. 37, a. 90 31 , 2004, c. 37, a. 90
c. C-3.1	Loi concernant certaines caisses d'entraide économique 105 , 2004, c. 37, a. 90 106 , 2004, c. 37, a. 90 109 , 2004, c. 37, a. 90 146.1 , 2004, c. 37, a. 90
c. C-6.1	Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins 8.1 , 2004, c. 21, a. 1 10 , 2004, c. 21, a. 2 19 , 2004, c. 21, a. 3 20 , 2004, c. 37, a. 90 33 , 2004, c. 37, a. 90 43 , 2004, c. 37, a. 90 Ann. 1 , 2004, c. 21, a. 4
c. C-8.3	Loi sur les centres financiers internationaux 4 , 2004, c. 21, a. 5; 2004, c. 37, a. 90 6 , 2004, c. 21, a. 6 7 , 2004, c. 21, a. 7 19 , 2004, c. 21, a. 8 49 , 2004, c. 21, a. 9 52 , 2004, c. 21, a. 10 54 , 2004, c. 21, a. 11 55 , 2004, c. 21, a. 12 56 , 2004, c. 21, a. 13 56.1 , 2004, c. 21, a. 14 56.2 , 2004, c. 21, a. 14 57 , 2004, c. 8, a. 1; 2004, c. 21, a. 15 57.1 , 2004, c. 8, a. 2 58 , 2004, c. 21, a. 16 59 , 2004, c. 21, a. 17 60 , 2004, c. 21, a. 18 60.0.1 , 2004, c. 8, a. 3 63 , 2004, c. 21, a. 19 64 , 2004, c. 21, a. 20 65 , 2004, c. 21, a. 21 65.1 , 2004, c. 21, a. 21 66 , 2004, c. 21, a. 21 67 , 2004, c. 21, a. 21 68 , 2004, c. 21, a. 21 69 , 2004, c. 21, a. 22 69.1 , 2004, c. 21, a. 23 69.2 , 2004, c. 21, a. 23 69.3 , 2004, c. 21, a. 23 69.4 , 2004, c. 21, a. 23 70 , 2004, c. 21, a. 24 71 , 2004, c. 21, a. 25

Référence	Titre Modifications
c. C-8.3	Loi sur les centres financiers internationaux — <i>Suite</i> 73 , 2004, c. 21, a. 26 104 , 2004, c. 21, a. 27 106 , 2004, c. 21, a. 28 108 , 2004, c. 21, a. 29
c. C-11.1	Charte de la Ville de Gatineau 8 , 2004, c. 20, a. 15 76.5 , 2004, c. 20, a. 16 76.6 , Ab. 2004, c. 20, a. 17 76.7 , 2004, c. 20, a. 18 77 , 2004, c. 20, a. 19 77.2 , 2004, c. 20, a. 20 77.3 , 2004, c. 20, a. 21 77.4 , Ab. 2004, c. 20, a. 22 77.5 , 2004, c. 20, a. 23 77.6 , 2004, c. 20, a. 24 77.7 , Ab. 2004, c. 20, a. 25 137 , 2004, c. 20, a. 26
c. C-11.2	Charte de la Ville de Lévis 8 , 2004, c. 20, a. 27 101.5 , 2004, c. 20, a. 28 101.6 , Ab. 2004, c. 20, a. 29 101.7 , 2004, c. 20, a. 30 102 , 2004, c. 20, a. 31 102.2 , 2004, c. 20, a. 32 102.3 , 2004, c. 20, a. 33 102.4 , Ab. 2004, c. 20, a. 34 102.5 , 2004, c. 20, a. 35 102.6 , 2004, c. 20, a. 36 102.7 , Ab. 2004, c. 20, a. 37 148 , 2004, c. 20, a. 38
c. C-11.3	Charte de la Ville de Longueuil 8 , 2004, c. 20, a. 39 54.14 , 2004, c. 29, a. 148 87.5 , 2004, c. 20, a. 40 87.6 , Ab. 2004, c. 20, a. 41 87.6.1 , 2004, c. 20, a. 42 87.7 , 2004, c. 20, a. 43 88 , 2004, c. 20, a. 44 88.2 , 2004, c. 20, a. 45 88.3 , 2004, c. 20, a. 46 88.4 , Ab. 2004, c. 20, a. 47 88.5 , 2004, c. 20, a. 48 88.6 , 2004, c. 20, a. 49 88.7 , Ab. 2004, c. 20, a. 50 135 , 2004, c. 20, a. 51 45 (Ann. C) , Ab. 2004, c. 20, a. 52
c. C-11.4	Charte de la Ville de Montréal 8 , 2004, c. 20, a. 53 8.6 , 2004, c. 20, a. 54 71 , 2004, c. 29, a. 149 150.5 , 2004, c. 20, a. 55 150.6 , Ab. 2004, c. 20, a. 56 150.7 , 2004, c. 20, a. 57 151 , 2004, c. 20, a. 58 151.2 , 2004, c. 20, a. 59

Référence	Titre Modifications
c. C-11.4	Charte de la Ville de Montréal — <i>Suite</i> 151.3 , 2004, c. 20, a. 60 151.4 , Ab. 2004, c. 20, a. 61 151.4.1 , Ab. 2004, c. 20, a. 61 151.5 , 2004, c. 20, a. 62 151.5.1 , Ab. 2004, c. 20, a. 63 151.6 , 2004, c. 20, a. 64 151.6.2 , 2004, c. 20, a. 65 151.7 , Ab. 2004, c. 20, a. 66 198 , 2004, c. 20, a. 67 16 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 68 27 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 69 40 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 70 43 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 71 99.1 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 72 101 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 73 102 (Ann. C) , 2004, c. 29, a. 150 102.1 (Ann. C) , 2004, c. 29, a. 151 102.2 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 74
c. C-11.5	Charte de la Ville de Québec 8 , 2004, c. 20, a. 75 68 , 2004, c. 29, a. 152 130.5 , 2004, c. 20, a. 76 130.6 , Ab. 2004, c. 20, a. 77 130.7 , 2004, c. 20, a. 78 131 , 2004, c. 20, a. 79 131.2 , 2004, c. 20, a. 80 131.3 , 2004, c. 20, a. 81 131.4 , Ab. 2004, c. 20, a. 82 131.5 , 2004, c. 20, a. 83 131.6 , 2004, c. 20, a. 84 131.7 , Ab. 2004, c. 20, a. 85 176 , 2004, c. 20, a. 86 8 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 87 88 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 88 93 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 89 94 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 90 105 (Ann. C) , Ab. 2004, c. 20, a. 91 124 (Ann. C) , 2004, c. 20, a. 92 150 (Ann. C) , Ab. 2004, c. 20, a. 93
c. C-12	Charte des droits et libertés de la personne 86 , 2004, c. 31, a. 61
c. C-18.1	Loi sur le cinéma 7 , Ab. 2004, c. 25, a. 61 73 , Ab. 2004, c. 25, a. 62 74 , Ab. 2004, c. 25, a. 62 75 , Ab. 2004, c. 25, a. 62 144.4 , 2004, c. 37, a. 90
c. C-19	Loi sur les cités et villes 71 , 2004, c. 20, a. 94 352.1 , 2004, c. 20, a. 95 463.0.1 , 2004, c. 20, a. 96 463.2 , 2004, c. 20, a. 97 465.5 , 2004, c. 37, a. 90 465.6 , 2004, c. 37, a. 90 465.13 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. C-19	Loi sur les cités et villes — <i>Suite</i> 465.15 , 2004, c. 37, a. 90 466.1 , 2004, c. 20, a. 98 467.11 , 2004, c. 31, a. 62 486 , Ab. 2004, c. 20, a. 99 547 , 2004, c. 20, a. 100 567 , 2004, c. 20, a. 101 569 , 2004, c. 20, a. 102
c. C-24.2	Code de la sécurité routière 4 , 2004, c. 2, a. 1 5 , 2004, c. 2, a. 2 11 , 2004, c. 34, a. 21 14 , 2004, c. 2, a. 3 15 , 2004, c. 2, a. 4 16 , Ab. 2004, c. 2, a. 5 21 , 2004, c. 34, a. 22; 2004, c. 35, a. 40 31.1 , 2004, c. 34, a. 23; 2004, c. 35, a. 41 60.2 , 2004, c. 2, a. 6 63.1 , 2004, c. 2, a. 7 65 , 2004, c. 2, a. 8 69 , 2004, c. 34, a. 24 73 , 2004, c. 2, a. 9 81 , 2004, c. 2, a. 10 83 , 2004, c. 2, a. 11 93.1 , 2004, c. 34, a. 25 97 , 2004, c. 2, a. 12 98.1 , 2004, c. 2, a. 13 108 , 2004, c. 2, a. 14 180 , 2004, c. 2, a. 15 188 , 2004, c. 2, a. 16 194.3 , 2004, c. 2, a. 17; 2004, c. 35, a. 42 202.4 , 2004, c. 2, a. 18 214.0.1 , 2004, c. 2, a. 19 220.3 , 2004, c. 2, a. 20 240.2 , 2004, c. 2, a. 21 240.3 , 2004, c. 2, a. 22 244 , 2004, c. 2, a. 23 272 , 2004, c. 2, a. 24 282.1 , 2004, c. 2, a. 25 303.1 , 2004, c. 2, a. 26 328 , 2004, c. 2, a. 27 344 , 2004, c. 2, a. 28 368 , 2004, c. 2, a. 29 388 , 2004, c. 2, a. 30 413 , 2004, c. 2, a. 31 421.1 , 2004, c. 2, a. 32 517.1 , 2004, c. 2, a. 33 517.2 , 2004, c. 2, a. 34 519.1 , 2004, c. 2, a. 35 519.8.1 , 2004, c. 2, a. 36 519.9 , 2004, c. 2, a. 37 519.10 , 2004, c. 2, a. 38 519.12 , 2004, c. 2, a. 39 519.13 , Ab. 2004, c. 2, a. 40 519.21 , 2004, c. 2, a. 41 519.21.1 , 2004, c. 2, a. 42 519.21.2 , 2004, c. 2, a. 42 519.21.3 , 2004, c. 2, a. 42 519.22 , Ab. 2004, c. 2, a. 43 519.23 , Ab. 2004, c. 2, a. 43 519.24 , Ab. 2004, c. 2, a. 43 519.25 , 2004, c. 2, a. 44

Référence	Titre Modifications
c. C-24.2	Code de la sécurité routière — <i>Suite</i> 519.26 , 2004, c. 2, a. 45 519.31 , 2004, c. 2, a. 46 519.31.1 , 2004, c. 2, a. 47 519.31.2 , 2004, c. 2, a. 47 519.31.3 , 2004, c. 2, a. 47 519.34 , 2004, c. 2, a. 48 519.39 , 2004, c. 2, a. 49 519.43 , 2004, c. 2, a. 50 519.44 , 2004, c. 2, a. 51 519.45 , Ab. 2004, c. 2, a. 52 519.50 , 2004, c. 2, a. 53 519.53 , Ab. 2004, c. 2, a. 54 519.67 , 2004, c. 2, a. 55 519.72 , 2004, c. 2, a. 56 520.2 , 2004, c. 2, a. 58 521 , 2004, c. 2, a. 59 522 , 2004, c. 2, a. 60 539.1 , 2004, c. 2, a. 61 539.2 , 2004, c. 2, a. 61 539.3 , 2004, c. 2, a. 61 539.4 , 2004, c. 2, a. 61 539.5 , 2004, c. 2, a. 61 539.6 , 2004, c. 2, a. 61 539.7 , 2004, c. 2, a. 61 539.8 , 2004, c. 2, a. 61 543.2 , 2004, c. 2, a. 62 544 , 2004, c. 2, a. 63 545 , 2004, c. 2, a. 64 546 , 2004, c. 2, a. 65 550 , 2004, c. 2, a. 66 560 , 2004, c. 2, a. 67 607 , 2004, c. 2, a. 68 618 , 2004, c. 2, a. 69; 2004, c. 34, a. 26; 2004, c. 35, a. 43 619 , 2004, c. 2, a. 70 619.5 , 2004, c. 35, a. 44 621 , 2004, c. 2, a. 71 624 , 2004, c. 2, a. 72; 2004, c. 34, a. 27 626 , 2004, c. 2, a. 73 627 , 2004, c. 2, a. 74 647 , 2004, c. 2, a. 75 648 , 2004, c. 35, a. 45 648.3 , 2004, c. 35, a. 46
c. C-25	Code de procédure civile 110.1 , 2004, c. 14, a. 1 151.1 , 2004, c. 14, a. 2 151.2 , 2004, c. 14, a. 3 151.11 , 2004, c. 14, a. 4 274.3 , 2004, c. 14, a. 5 331.9 , 2004, c. 5, a. 4 825.6 , 2004, c. 3, a. 21 825.14 , 2004, c. 5, a. 5 966 , Ab. 2004, c. 17, a. 1
c. C-26	Code des professions 16.8 , 2004, c. 37, a. 90 52.1 , 2004, c. 15, a. 1 52.2 , 2004, c. 15, a. 1 53 , 2004, c. 15, a. 2 55.1 , 2004, c. 15, a. 3 130 , 2004, c. 15, a. 4 133 , 2004, c. 15, a. 5

Référence	Titre Modifications
c. C-26	Code des professions — <i>Suite</i> 149.1 , 2004, c. 15, a. 6 164 , 2004, c. 15, a. 7 166 , 2004, c. 15, a. 8 180 , 2004, c. 15, a. 9 182.1 , 2004, c. 15, a. 10 182.2 , 2004, c. 15, a. 11 182.3 , 2004, c. 15, a. 12 192 , 2004, c. 15, a. 13 193 , 2004, c. 15, a. 14
c. C-27	Code du travail 1 , 2004, c. 22, a. 14 Ann. I , 2004, c. 22, a. 15
c. C-27.1	Code municipal du Québec 210 , 2004, c. 20, a. 104 211 , 2004, c. 20, a. 105 212 , 2004, c. 20, a. 106 212.1 , 2004, c. 20, a. 107 212.2 , 2004, c. 20, a. 108 212.3 , 2004, c. 20, a. 108 267.0.1 , 2004, c. 20, a. 109 536 , 2004, c. 31, a. 63 546.1 , 2004, c. 20, a. 110 550.2 , 2004, c. 20, a. 111 627.1 , 2004, c. 20, a. 112 681.2 , 2004, c. 20, a. 113 688.5 , 2004, c. 20, a. 114 711.6 , 2004, c. 37, a. 90 711.7 , 2004, c. 37, a. 90 711.9 , 2004, c. 37, a. 90 711.10 , 2004, c. 37, a. 90 711.14 , 2004, c. 37, a. 90 711.16 , 2004, c. 37, a. 90 990 , Ab. 2004, c. 20, a. 115 1072 , 2004, c. 20, a. 116 1093.1 , 2004, c. 20, a. 117 1094 , 2004, c. 20, a. 118
c. C-37.01	Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal 129 , 2004, c. 20, a. 119 144 , 2004, c. 20, a. 120 148 , 2004, c. 20, a. 121 149 , 2004, c. 20, a. 122 149.0.1 , 2004, c. 20, a. 123 264 , 2004, c. 20, a. 124
c. C-37.02	Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec 21 , 2004, c. 20, a. 125 34 , 2004, c. 20, a. 126 121 , 2004, c. 20, a. 127 136 , 2004, c. 20, a. 128 140 , 2004, c. 20, a. 129 141 , 2004, c. 20, a. 130 141.1 , 2004, c. 20, a. 131 227 , 2004, c. 20, a. 132

Référence	Titre Modifications
c. C-38	Loi sur les compagnies 31 , 2004, c. 37, a. 90 134 , 2004, c. 37, a. 90
c. C-57.02	Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec 25 , 2004, c. 37, a. 90
c. C-61.01	Loi sur la conservation du patrimoine naturel 14 , 2004, c. 11, a. 63 22 , 2004, c. 11, a. 64 24 , 2004, c. 24, a. 1 27 , 2004, c. 11, a. 65
c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune 1.2 , Ab. 2004, c. 11, a. 2 4 , Ab. 2004, c. 11, a. 3 8 , 2004, c. 11, a. 37 8.1 , 2004, c. 11, a. 37 12 , 2004, c. 11, a. 4 13.1 , 2004, c. 11, a. 37 17 , 2004, c. 11, a. 37 22 , 2004, c. 11, a. 37 24 , 2004, c. 11, a. 37 24.0.1 , 2004, c. 11, a. 5 26 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 26.1 , 2004, c. 11, a. 37 36 , 2004, c. 11, a. 37 37 , 2004, c. 11, a. 37 44 , 2004, c. 11, a. 37 47 , 2004, c. 11, a. 6 51 , 2004, c. 11, a. 37 54 , 2004, c. 11, a. 7 54.1 , 2004, c. 11, a. 37 56 , 2004, c. 11, a. 8 56.1 , 2004, c. 11, a. 37 58 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 70.1 , 2004, c. 11, a. 37 73 , 2004, c. 11, a. 37 74 , 2004, c. 11, a. 37 75 , 2004, c. 11, a. 37 76 , 2004, c. 11, a. 37 78 , 2004, c. 11, a. 9 78.6 , 2004, c. 11, a. 37 79 , 2004, c. 11, a. 37 80 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 81 , 2004, c. 11, a. 37 82 , 2004, c. 11, a. 37 84.1 , 2004, c. 11, a. 37 84.3 , 2004, c. 11, a. 10 85 , 2004, c. 11, a. 11 86 , 2004, c. 11, a. 37 86.1 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 86.2 , 2004, c. 11, a. 37 87 , Ab. 2004, c. 11, a. 12 89 , 2004, c. 11, a. 13 90 , 2004, c. 11, a. 37 91 , 2004, c. 11, a. 37 92 , 2004, c. 11, a. 14 93 , 2004, c. 11, a. 37 94 , 2004, c. 11, a. 37 95 , 2004, c. 11, a. 37

Référence	Titre Modifications
c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune — <i>Suite</i> 104 , 2004, c. 11, a. 15 105 , 2004, c. 11, a. 37 106 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 106.0.1 , 2004, c. 11, a. 37 106.0.2 , 2004, c. 11, a. 16 107 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 109 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 110.1 , 2004, c. 11, a. 37 110.2 , 2004, c. 11, a. 37 110.6 , 2004, c. 11, a. 17 111 , 2004, c. 11, a. 18 112 , 2004, c. 11, a. 37 118 , 2004, c. 11, a. 37 118.0.1 , 2004, c. 11, a. 19 118.1 , 2004, c. 11, a. 20 119 , Ab. 2004, c. 11, a. 21 120 , 2004, c. 11, a. 22 122 , 2004, c. 11, a. 23 123 , 2004, c. 11, a. 37 126 , 2004, c. 11, a. 37 127 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 127.1 , 2004, c. 11, a. 24 128 , Ab. 2004, c. 11, a. 25 128.2 , 2004, c. 11, a. 26 128.4 , 2004, c. 11, a. 27 128.5 , 2004, c. 11, a. 28 128.6 , 2004, c. 11, a. 29 128.7 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 128.10 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 128.11 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 128.12 , 2004, c. 11, a. 30 128.13 , 2004, c. 11, a. 31 128.14 , 2004, c. 11, a. 32 128.15 , 2004, c. 11, a. 33 128.16 , 2004, c. 11, aa. 37, 38 128.17 , 2004, c. 11, a. 37 128.18 , 2004, c. 11, a. 34 155.1 , 2004, c. 11, a. 37 155.2 , 2004, c. 11, a. 37 164 , 2004, c. 11, a. 35 171.3 , 2004, c. 11, a. 37 171.5 , 2004, c. 11, a. 37 175 , 2004, c. 11, a. 37 177 , 2004, c. 11, a. 37 192 , 2004, c. 11, a. 36
c. C-62.1	Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec 61 , 2004, c. 37, a. 90
c. C-67.3	Loi sur les coopératives de services financiers 11 , 2004, c. 37, a. 90 13 , 2004, c. 37, a. 90 14 , 2004, c. 37, a. 90 15 , 2004, c. 37, a. 90 20 , 2004, c. 37, a. 90 21 , 2004, c. 37, a. 90 22 , 2004, c. 37, a. 90 23 , 2004, c. 37, a. 90 24 , 2004, c. 37, a. 90 25 , 2004, c. 37, a. 90 25.1 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. C-67.3	Loi sur les coopératives de services financiers — <i>Suite</i>
	25.3 , 2004, c. 37, a. 90
	25.4 , 2004, c. 37, a. 90
	26 , 2004, c. 37, a. 90
	27 , 2004, c. 37, a. 90
	31 , 2004, c. 37, a. 90
	37 , 2004, c. 37, a. 90
	39 , 2004, c. 37, a. 90
	42 , 2004, c. 37, a. 90
	43 , 2004, c. 37, a. 90
	61 , 2004, c. 37, a. 90
	71 , 2004, c. 37, a. 90
	81 , 2004, c. 37, a. 90
	82 , 2004, c. 37, a. 90
	100 , 2004, c. 37, a. 90
	113 , 2004, c. 37, a. 90
	120 , 2004, c. 37, a. 90
	122 , 2004, c. 37, a. 90
	123 , 2004, c. 37, a. 90
	127 , 2004, c. 37, a. 90
	131.2 , 2004, c. 37, a. 90
	131.3 , 2004, c. 37, a. 90
	131.4 , 2004, c. 37, a. 50
	131.5 , 2004, c. 37, a. 90
	131.6 , 2004, c. 37, a. 90
	132 , 2004, c. 37, a. 90
	135 , 2004, c. 37, a. 90
	136 , 2004, c. 37, a. 90
	138 , 2004, c. 37, a. 90
	142 , 2004, c. 37, a. 90
	146 , 2004, c. 37, a. 90
	147 , 2004, c. 37, a. 90
	151 , 2004, c. 37, a. 90
	152 , 2004, c. 37, a. 90
	157 , 2004, c. 37, a. 90
	158 , 2004, c. 37, a. 90
	160 , 2004, c. 37, a. 90
	162 , 2004, c. 37, a. 90
	163 , 2004, c. 37, a. 90
	166 , 2004, c. 37, a. 90
	167 , 2004, c. 37, a. 90
	170 , 2004, c. 37, a. 90
	171 , 2004, c. 37, a. 90
	175 , 2004, c. 37, a. 90
	176 , 2004, c. 37, a. 90
	177 , 2004, c. 37, a. 90
	178 , 2004, c. 37, a. 90
	179 , 2004, c. 37, a. 90
	180 , 2004, c. 37, a. 90
	181 , 2004, c. 37, a. 90
	182 , 2004, c. 37, a. 90
	183 , 2004, c. 37, a. 90
	184 , 2004, c. 37, a. 90
	185 , 2004, c. 37, a. 90
	187 , 2004, c. 37, a. 90
	188 , 2004, c. 37, a. 90
	189 , 2004, c. 37, a. 90
	190 , 2004, c. 37, a. 90
	191 , 2004, c. 37, a. 90
	192 , 2004, c. 37, a. 90
	194 , 2004, c. 37, a. 90
	231 , 2004, c. 37, a. 90
	243 , 2004, c. 37, a. 90
	259 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. C-67.3	Loi sur les coopératives de services financiers — <i>Suite</i>
	265, 2004, c. 37, a. 90
	266, 2004, c. 37, a. 90
	268, 2004, c. 37, a. 90
	277, 2004, c. 37, a. 90
	278, 2004, c. 37, a. 90
	279, 2004, c. 37, a. 90
	280, 2004, c. 37, a. 90
	283, 2004, c. 37, a. 90
	292, 2004, c. 37, a. 90
	314, 2004, c. 37, a. 90
	316, 2004, c. 37, a. 90
	325, 2004, c. 37, a. 90
	333, 2004, c. 37, a. 90
	348, 2004, c. 37, a. 90
	350, 2004, c. 37, a. 90
	353, 2004, c. 37, a. 90
	355, 2004, c. 37, a. 90
	376, 2004, c. 37, a. 90
	377, 2004, c. 37, a. 90
	379, 2004, c. 37, a. 90
	380, 2004, c. 37, a. 90
	381, 2004, c. 37, a. 90
	387, 2004, c. 37, a. 90
	389, 2004, c. 37, a. 90
	390, 2004, c. 37, a. 90
	391, 2004, c. 37, a. 90
	399, 2004, c. 37, a. 90
	403, 2004, c. 37, a. 90
	404, 2004, c. 37, a. 90
	406, 2004, c. 37, a. 90
	413, 2004, c. 37, a. 90
	424, 2004, c. 37, a. 90
	426, 2004, c. 37, a. 90
	427, 2004, c. 37, a. 90
	433, 2004, c. 37, a. 90
	434, 2004, c. 37, a. 90
	435, 2004, c. 37, a. 90
	436, 2004, c. 37, a. 90
	442, 2004, c. 37, a. 90
	443, 2004, c. 37, a. 90
	445, 2004, c. 37, a. 90
	446, 2004, c. 37, a. 90
	447, 2004, c. 37, a. 90
	448, 2004, c. 37, a. 90
	449, 2004, c. 37, a. 90
	452, 2004, c. 37, a. 90
	453, 2004, c. 37, a. 90
	455, 2004, c. 37, a. 90
	456, 2004, c. 37, a. 90
	457, 2004, c. 37, a. 90
	458, 2004, c. 37, a. 90
	459, 2004, c. 37, a. 90
	460, 2004, c. 37, a. 90
	463, 2004, c. 37, a. 90
	465, 2004, c. 37, a. 90
	467, 2004, c. 37, a. 90
	471, 2004, c. 37, a. 90
	478, 2004, c. 37, a. 90
	480, 2004, c. 37, a. 90
	483, 2004, c. 37, a. 90
	485, 2004, c. 37, a. 90
	487, 2004, c. 37, a. 90
	488, 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. C-67.3	Loi sur les coopératives de services financiers — <i>Suite</i> 495 , 2004, c. 37, a. 90 505 , 2004, c. 37, a. 90 519 , 2004, c. 37, a. 90 523 , 2004, c. 37, a. 90 528 , 2004, c. 37, a. 90 529 , 2004, c. 37, a. 90 530 , 2004, c. 37, a. 90 531 , 2004, c. 37, a. 90 532 , 2004, c. 37, a. 90 534 , 2004, c. 37, a. 90 537 , 2004, c. 37, a. 90 538 , 2004, c. 37, a. 90 543 , 2004, c. 37, a. 90 545 , 2004, c. 37, a. 90 548 , 2004, c. 37, a. 90 549 , 2004, c. 37, a. 90 550 , 2004, c. 37, a. 90 551 , 2004, c. 37, a. 90 552 , 2004, c. 37, a. 90 553 , 2004, c. 37, a. 90 554 , 2004, c. 37, a. 90 556 , 2004, c. 37, a. 90 557 , 2004, c. 37, a. 90 559 , 2004, c. 37, a. 90 560 , 2004, c. 37, a. 90 562 , 2004, c. 37, a. 90 563 , 2004, c. 37, a. 90 564 , 2004, c. 37, a. 90 565 , 2004, c. 37, a. 90 567 , 2004, c. 37, a. 90 568 , 2004, c. 37, a. 90 569 , 2004, c. 37, a. 90 570 , 2004, c. 37, a. 90 571 , 2004, c. 37, a. 90 572 , 2004, c. 37, a. 90 573 , 2004, c. 37, a. 90 574 , 2004, c. 37, a. 90 581 , 2004, c. 37, a. 90 584 , 2004, c. 37, a. 90 585 , 2004, c. 37, a. 90 586 , 2004, c. 37, a. 90 587 , 2004, c. 37, a. 90 588 , 2004, c. 37, a. 90 589 , 2004, c. 37, a. 90 589.1 , 2004, c. 37, a. 51 590 , 2004, c. 37, a. 90 595 , 2004, c. 37, a. 90 597 , 2004, c. 37, a. 90 598 , 2004, c. 37, a. 90 605 , 2004, c. 37, a. 90 609 , 2004, c. 37, a. 90 726.1 , 2004, c. 37, a. 52 727 , 2004, c. 37, a. 90
c. C-72.01	Loi sur les cours municipales 30 , 2004, c. 12, a. 21 67 , Ab. 2004, c. 12, a. 22
c. C-73.1	Loi sur le courtage immobilier 5 , 2004, c. 37, a. 53 25 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. C-73.1	Loi sur le courtage immobilier — <i>Suite</i> 74 , 2004, c. 37, a. 54 79.1 , 2004, c. 37, a. 55 79.2 , 2004, c. 37, a. 55
c. C-78	Loi sur le crédit forestier 46.5 , 2004, c. 37, a. 90
c. C-78.1	Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées 58 , 2004, c. 37, a. 90
c. D-8.2	Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James 40.1 , 2004, c. 20, a. 133 40.2 , 2004, c. 20, a. 133
c. D-9.2	Loi sur la distribution de produits et services financiers 5 , 2004, c. 37, a. 90 12 , 2004, c. 37, a. 90 13 , 2004, c. 37, a. 90 17 , 2004, c. 37, a. 90 19 , 2004, c. 37, a. 90 22 , 2004, c. 37, a. 90 29 , 2004, c. 37, a. 90 41 , 2004, c. 37, a. 90 44 , 2004, c. 37, a. 90 46 , 2004, c. 37, a. 90 53 , 2004, c. 37, a. 90 54 , 2004, c. 37, a. 90 55 , 2004, c. 37, a. 90 56 , 2004, c. 37, a. 90 57 , 2004, c. 37, a. 90 59 , 2004, c. 37, a. 90 64 , 2004, c. 37, a. 90 69 , 2004, c. 37, a. 90 71 , 2004, c. 37, a. 90 72 , 2004, c. 37, a. 90 73 , 2004, c. 37, a. 90 74 , 2004, c. 37, a. 90 76 , 2004, c. 37, a. 90 77 , 2004, c. 37, a. 90 78 , 2004, c. 37, a. 90 79 , 2004, c. 37, a. 90 81 , 2004, c. 37, a. 90 83 , 2004, c. 37, a. 90 86.1 , 2004, c. 37, a. 56 88 , 2004, c. 37, a. 90 93 , 2004, c. 37, a. 90 98 , 2004, c. 37, a. 90 99 , 2004, c. 37, a. 90 103.1 , 2004, c. 37, a. 90 103.2 , 2004, c. 37, a. 57 103.3 , 2004, c. 37, a. 90 104 , 2004, c. 37, a. 90 105 , 2004, c. 37, a. 90 106 , 2004, c. 37, a. 90 107 , 2004, c. 37, a. 90 108 , 2004, c. 37, a. 90 112 , 2004, c. 37, a. 90 115 , 2004, c. 37, a. 90 117 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. D-9.2	Loi sur la distribution de produits et services financiers — <i>Suite</i>
	119 , 2004, c. 37, a. 90 122 , 2004, c. 37, a. 90 124 , 2004, c. 37, a. 90 126 , 2004, c. 37, a. 90 127 , 2004, c. 37, a. 90 128 , 2004, c. 37, a. 90 130 , 2004, c. 37, a. 90 131 , 2004, c. 37, a. 90 132 , 2004, c. 37, a. 90 135 , 2004, c. 37, a. 90 136 , 2004, c. 37, a. 90 137 , 2004, c. 37, a. 58 139 , 2004, c. 37, a. 90 144 , 2004, c. 37, a. 90 157.2 , 2004, c. 37, a. 90 157.3 , 2004, c. 37, a. 90 157.4 , 2004, c. 37, a. 90 157.5 , 2004, c. 37, a. 90 157.6 , 2004, c. 37, a. 90 184 , 2004, c. 37, a. 90 185 , 2004, c. 37, a. 90 186 , 2004, c. 37, a. 90 186.1 , 2004, c. 37, a. 90 187 , 2004, c. 37, a. 90 188 , 2004, c. 37, a. 90 189 , 2004, c. 37, a. 90 189.1 , 2004, c. 37, a. 90 190 , 2004, c. 37, a. 90 191 , 2004, c. 37, a. 90 192 , 2004, c. 37, a. 90 193 , 2004, c. 37, a. 90 194 , 2004, c. 37, a. 90 196 , 2004, c. 37, a. 90 197 , 2004, c. 37, a. 90 198 , 2004, c. 37, a. 59 199 , 2004, c. 37, a. 90 200 , 2004, c. 37, a. 90 201 , 2004, c. 37, a. 90 202 , 2004, c. 37, a. 90 202.1 , 2004, c. 37, a. 90 203 , 2004, c. 37, a. 90 204 , 2004, c. 37, a. 90 205 , 2004, c. 37, a. 90 206 , 2004, c. 37, a. 90 207 , 2004, c. 37, a. 90 208 , 2004, c. 37, a. 90 209 , 2004, c. 37, a. 90 210 , 2004, c. 37, a. 90 211 , 2004, c. 37, a. 90 212 , 2004, c. 37, a. 90 213 , 2004, c. 37, a. 90 214 , 2004, c. 37, a. 90 215 , 2004, c. 37, a. 90 216 , 2004, c. 37, a. 90 217 , 2004, c. 37, a. 90 217.1 , 2004, c. 37, a. 60 218 , 2004, c. 37, a. 90 219 , 2004, c. 37, a. 90 220 , 2004, c. 37, a. 90 222 , 2004, c. 37, a. 90 223 , 2004, c. 37, a. 90 224 , 2004, c. 37, a. 90 224.1 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. D-9.2	Loi sur la distribution de produits et services financiers — <i>Suite</i>
	224.2 , 2004, c. 37, a. 61 225 , 2004, c. 37, a. 90 226 , 2004, c. 37, a. 90 227 , 2004, c. 37, a. 90 228 , 2004, c. 37, a. 90 228.1 , 2004, c. 37, a. 62 228.2 , 2004, c. 37, a. 62 229 , 2004, c. 37, a. 90 230 , 2004, c. 37, a. 90 231 , 2004, c. 37, a. 90 232 , 2004, c. 37, a. 90 234 , 2004, c. 37, a. 90 235 , 2004, c. 37, a. 90 236 , 2004, c. 37, a. 90 238 , 2004, c. 37, a. 90 239 , 2004, c. 37, a. 90 240 , 2004, c. 37, a. 90 241 , 2004, c. 37, a. 90 242 , 2004, c. 37, a. 90 243 , 2004, c. 37, a. 90 244 , 2004, c. 37, a. 90 248 , 2004, c. 37, a. 90 249 , 2004, c. 37, a. 90 256 , 2004, c. 37, a. 90 274 , 2004, c. 37, a. 90 274.1 , 2004, c. 37, a. 90 276 , 2004, c. 37, a. 90 277 , 2004, c. 37, a. 90 278 , 2004, c. 37, a. 63 279 , 2004, c. 37, a. 64 286 , 2004, c. 37, a. 90 288 , 2004, c. 37, a. 65 290 , 2004, c. 37, a. 66 294 , 2004, c. 37, a. 67 295 , 2004, c. 37, a. 90 296 , 2004, c. 37, a. 68 297 , 2004, c. 37, a. 69 298 , 2004, c. 37, a. 70 300 , 2004, c. 37, a. 71 301 , 2004, c. 37, a. 72 303 , 2004, c. 37, a. 73 303.1 , 2004, c. 37, a. 74 305 , 2004, c. 37, a. 75 309 , 2004, c. 37, a. 76 310 , 2004, c. 37, a. 77 310.1 , 2004, c. 37, a. 78 312 , 2004, c. 37, a. 90 314 , 2004, c. 37, a. 90 317 , 2004, c. 37, a. 90 318 , 2004, c. 37, a. 90 319 , 2004, c. 37, a. 90 320.2 , 2004, c. 37, a. 90 320.3 , 2004, c. 37, a. 90 320.4 , 2004, c. 37, a. 90 320.5 , 2004, c. 37, a. 90 327 , 2004, c. 37, a. 79 328 , Ab. 2004, c. 37, a. 80 331 , 2004, c. 37, a. 81 335 , 2004, c. 37, a. 90 336 , 2004, c. 37, a. 90 344 , 2004, c. 37, a. 90 346 , 2004, c. 37, a. 90 347 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. D-9.2	Loi sur la distribution de produits et services financiers — <i>Suite</i> 351 , 2004, c. 37, a. 90 351.1 , 2004, c. 37, a. 90 368 , 2004, c. 37, a. 90 369 , 2004, c. 37, a. 90 370 , 2004, c. 37, a. 90 413 , 2004, c. 37, a. 90 414 , 2004, c. 37, a. 90 416 , 2004, c. 37, a. 90 417 , 2004, c. 37, a. 90 418 , 2004, c. 37, a. 90 419 , 2004, c. 37, a. 90 422 , 2004, c. 37, a. 90 423 , 2004, c. 37, a. 90 428 , 2004, c. 37, a. 90 432 , 2004, c. 37, a. 90 440 , 2004, c. 37, a. 90 443 , 2004, c. 37, a. 90 445 , 2004, c. 37, a. 90 447 , 2004, c. 37, a. 90 449 , 2004, c. 37, a. 90 450 , 2004, c. 37, a. 90 451 , 2004, c. 37, a. 90 452 , 2004, c. 37, a. 90 454 , 2004, c. 37, a. 90 455 , 2004, c. 37, a. 90 456 , 2004, c. 37, a. 90 457 , 2004, c. 37, a. 90 458 , 2004, c. 37, a. 90 459 , 2004, c. 37, a. 90 460 , 2004, c. 37, a. 90 461 , 2004, c. 37, a. 90 462 , 2004, c. 37, a. 90 465 , 2004, c. 37, a. 90 474 , 2004, c. 37, a. 90 476 , 2004, c. 37, a. 90 492 , 2004, c. 37, a. 90 494 , 2004, c. 37, a. 90 535 , 2004, c. 37, a. 90 539 , 2004, c. 37, a. 90 540 , 2004, c. 37, a. 90 545 , 2004, c. 37, a. 90 549 , 2004, c. 37, a. 90 553 , 2004, c. 37, a. 90 554 , 2004, c. 37, a. 90 559 , 2004, c. 37, a. 90 560 , 2004, c. 37, a. 90 561 , 2004, c. 37, a. 90 566 , 2004, c. 37, a. 90 567 , 2004, c. 37, a. 90 580.1 , 2004, c. 37, a. 90
c. D-11	Loi sur la division territoriale 15 , Ab. 2004, c. 12, a. 23
c. D-13.1	Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec 1 , 2004, c. 11, a. 66 101.1 , Ab. 2004, c. 11, a. 67 102 , 2004, c. 11, a. 68

Référence	Titre Modifications
c. D-15	Loi concernant les droits sur les mines 8 , 2004, c. 21, a. 30 16.1 , 2004, c. 21, a. 31
c. D-15.1	Loi concernant les droits sur les mutations immobilières 19 , 2004, c. 21, a. 32 20.1 , 2004, c. 20, a. 134
c. E-3.3	Loi électorale 47 , 2004, c. 36, a. 1 69 , 2004, c. 36, a. 2 457.2 , 2004, c. 36, a. 3
c. E-9.1	Loi sur l'enseignement privé 30 , 2004, c. 38, a. 5
c. E-12.001	Loi sur l'équité salariale 8 , 2004, c. 31, a. 64 11 , 2004, c. 26, a. 1
c. E-12.01	Loi sur les espèces menacées ou vulnérables 7 , 2004, c. 11, a. 70 9 , 2004, c. 11, a. 70 10 , 2004, c. 11, a. 70 11 , 2004, c. 11, a. 70 57 , 2004, c. 11, aa. 69, 70
c. E-14	Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique Ab. , 2004, c. 40, a. 1
c. E-20.01	Loi sur l'exercice des activités de bourse au Québec par Nasdaq 6 , 2004, c. 37, a. 90 7 , 2004, c. 37, a. 90 8 , 2004, c. 37, a. 90
c. E-20.1	Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (<i>Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale</i>) Titre , 2004, c. 31, a. 1 1 , 2004, c. 31, a. 3 1.1 , 2004, c. 31, a. 4 1.2 , 2004, c. 31, a. 4 6 , 2004, c. 31, a. 5 6.1 , 2004, c. 31, a. 6 6.2 , 2004, c. 31, a. 6 7 , 2004, c. 31, a. 7 8 , 2004, c. 31, a. 8 9 , 2004, c. 31, a. 9 10 , 2004, c. 31, a. 10 11 , 2004, c. 31, a. 11 12 , 2004, c. 31, a. 12 13 , Ab. 2004, c. 31, a. 13 14 , 2004, c. 31, a. 14 15 , 2004, c. 31, a. 15 16 , 2004, c. 31, a. 16 18 , 2004, c. 31, a. 17

Référence	Titre Modifications
c. E-20.1	<p>Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées — <i>Suite</i> <i>(Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale)</i></p> <p>19, 2004, c. 31, a. 18 21, 2004, c. 31, a. 19 22, 2004, c. 31, a. 20 23, 2004, c. 31, a. 21 24, 2004, c. 31, a. 22 25, 2004, c. 31, a. 24 26, 2004, c. 31, a. 25 26.1, 2004, c. 31, a. 26 26.2, 2004, c. 31, a. 26 26.3, 2004, c. 31, a. 26 26.4, 2004, c. 31, a. 26 26.5, 2004, c. 31, a. 26 28, 2004, c. 31, a. 27 29, Ab. 2004, c. 31, a. 28 30, Ab. 2004, c. 31, a. 28 33, 2004, c. 31, a. 29 34, 2004, c. 31, a. 31 35, 2004, c. 31, a. 32 36, Ab. 2004, c. 31, a. 33 37, Ab. 2004, c. 31, a. 33 38, Ab. 2004, c. 31, a. 33 39, Ab. 2004, c. 31, a. 33 40, Ab. 2004, c. 31, a. 33 41, Ab. 2004, c. 31, a. 33 42, Ab. 2004, c. 31, a. 33 43, Ab. 2004, c. 31, a. 33 44, Ab. 2004, c. 31, a. 33 44.1, 2004, c. 31, a. 34 45, 2004, c. 31, a. 37 52, Ab. 2004, c. 31, a. 38 53, Ab. 2004, c. 31, a. 38 54, Ab. 2004, c. 31, a. 38 55, Ab. 2004, c. 31, a. 38 56, Ab. 2004, c. 31, a. 38 57, Ab. 2004, c. 31, a. 38 58, Ab. 2004, c. 31, a. 38 59, Ab. 2004, c. 31, a. 38 60, Ab. 2004, c. 31, a. 38 61, Ab. 2004, c. 31, a. 38 61.1, 2004, c. 31, a. 39 61.2, 2004, c. 31, a. 39 61.3, 2004, c. 31, a. 39 61.4, 2004, c. 31, a. 39 62, Ab. 2004, c. 31, a. 41 63, 2004, c. 31, a. 42 63.1, Ab. 2004, c. 31, a. 43 63.2, Ab. 2004, c. 31, a. 43 63.3, Ab. 2004, c. 31, a. 43 64, Ab. 2004, c. 31, a. 43 66, Ab. 2004, c. 31, a. 45 67, 2004, c. 31, a. 46 69, 2004, c. 31, a. 48 70, Ab. 2004, c. 31, a. 49 71, Ab. 2004, c. 31, a. 49 72, Ab. 2004, c. 31, a. 49 72.1, Ab. 2004, c. 31, a. 49 73, 2004, c. 31, a. 51 73.1, 2004, c. 31, a. 52 74, 2004, c. 31, a. 53 74.1, 2004, c. 31, a. 54 74.2, 2004, c. 31, a. 54</p>

Référence	Titre Modifications
c. E-20.1	<p>Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées — <i>Suite</i> <i>(Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale)</i></p> <p>74.3, 2004, c. 31, a. 54 74.4, 2004, c. 31, a. 54 74.5, 2004, c. 31, a. 54 75, 2004, c. 31, a. 55 76, 2004, c. 31, a. 56</p>
c. F-2.1	<p>Loi sur la fiscalité municipale</p> <p>18.1, 2004, c. 20, a. 135 18.6, 2004, c. 20, a. 136 35, 2004, c. 20, a. 137 41.1.1, 2004, c. 20, a. 138 44, 2004, c. 20, a. 139 57, Ab. 2004, c. 20, a. 140 57.1, Ab. 2004, c. 20, a. 140 61, 2004, c. 20, a. 141 69, Ab. 2004, c. 20, a. 142 70, 2004, c. 20, a. 143 77, 2004, c. 20, a. 144 82.1, 2004, c. 20, a. 145 124, 2004, c. 20, a. 146 134, 2004, c. 20, a. 147 138.2.1, 2004, c. 20, a. 148 138.5.1, 2004, c. 20, a. 149 151, 2004, c. 20, a. 150 172.1, Ab. 2004, c. 20, a. 151 174, 2004, c. 20, a. 152 174.1, Ab. 2004, c. 20, a. 153 176, 2004, c. 20, a. 154 180, 2004, c. 20, a. 155 181, 2004, c. 20, a. 156 204, 2004, c. 20, a. 157 204.0.1, 2004, c. 20, a. 158 204.1, 2004, c. 20, a. 159 205, 2004, c. 20, a. 160 205.1, 2004, c. 20, a. 161 206, 2004, c. 20, a. 162 208, 2004, c. 20, a. 163 212, 2004, c. 20, a. 164 220.8, 2004, c. 4, a. 1 220.9, 2004, c. 4, a. 2 231.1, 2004, c. 20, a. 165 231.2, 2004, c. 20, a. 166 233, Ab. 2004, c. 20, a. 167 233.1, Ab. 2004, c. 20, a. 167 234, 2004, c. 20, a. 168 235, 2004, c. 20, a. 169 235.1, Ab. 2004, c. 20, a. 170 243.3, 2004, c. 20, a. 171 244.3, 2004, c. 20, a. 172 244.7, 2004, c. 20, a. 173 244.11, Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.12, Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.13, Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.14, Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.15, Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.16, Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.17, Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.18, Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.19, Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.20, Ab. 2004, c. 20, a. 174</p>

Référence	Titre Modifications
c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale — <i>Suite</i> 244.21 , Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.22 , Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.23 , Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.24 , Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.25 , Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.26 , Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.27 , Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.28 , Ab. 2004, c. 20, a. 174 244.29 , 2004, c. 20, a. 175 244.34 , 2004, c. 20, a. 176 244.52 , 2004, c. 20, a. 177 244.65 , 2004, c. 20, a. 178 244.66 , 2004, c. 20, a. 178 244.67 , 2004, c. 20, a. 178 245 , 2004, c. 20, a. 179 252 , 2004, c. 20, a. 180 253.37 , 2004, c. 20, a. 181 253.38 , 2004, c. 20, a. 182 253.52 , 2004, c. 20, a. 183 253.54 , 2004, c. 20, a. 184 253.61 , 2004, c. 20, a. 185 254 , 2004, c. 20, a. 186 255 , 2004, c. 20, a. 187 255.1 , 2004, c. 20, a. 187 255.2 , 2004, c. 20, a. 187 257 , 2004, c. 20, a. 188 263 , 2004, c. 20, a. 189
c. F-3.1.1	Loi sur la fonction publique 53 , 2004, c. 31, a. 65 53.1 , 2004, c. 31, a. 66
c. F-3.1.2	Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi 19 , 2004, c. 21, a. 33 37 , 2004, c. 37, a. 90
c. F-3.2.1	Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) 15 , 2004, c. 21, a. 34 29 , 2004, c. 37, a. 90 30 , 2004, c. 37, a. 90
c. F-4.1	Loi sur les forêts 25.4 , Ab. 2004, c. 11, a. 71 26.0.1 , 2004, c. 6, a. 1 26.0.2 , 2004, c. 6, a. 1 28.2 , 2004, c. 11, a. 72 32.1 , 2004, c. 20, a. 190 37 , 2004, c. 6, a. 2 82 , 2004, c. 6, a. 3 92.0.2 , 2004, c. 6, a. 4 92.0.11 , 2004, c. 6, a. 5 124.37 , 2004, c. 6, a. 6 126 , 2004, c. 6, a. 7 147 , 2004, c. 6, a. 8 170.2 , 2004, c. 6, a. 9 170.4 , 2004, c. 6, a. 10 172 , 2004, c. 6, a. 11 186.8 , 2004, c. 6, a. 12 256.1 , 2004, c. 6, a. 13

Référence	Titre Modifications
c. I-0.2	Loi sur l'immigration au Québec 2 , 2004, c. 18, a. 1 3 , 2004, c. 18, a. 2 3.0.0.1 , 2004, c. 18, a. 3 3.0.1 , 2004, c. 18, a. 4 3.1.3 , 2004, c. 18, a. 5 3.2 , 2004, c. 18, a. 6 3.2.1 , 2004, c. 18, a. 7 3.2.2 , 2004, c. 18, a. 8 3.2.2.1 , 2004, c. 18, a. 9 3.3 , 2004, c. 18, a. 10 3.5 , 2004, c. 18, a. 11 12.4.2 , 2004, c. 18, a. 12 12.4.3 , 2004, c. 18, a. 12 12.4.4 , 2004, c. 18, a. 12 12.5 , 2004, c. 18, a. 13 12.7 , 2004, c. 18, a. 14 17 , 2004, c. 18, a. 15
c. I-2	Loi concernant l'impôt sur le tabac 5.1 , 2004, c. 4, a. 3 8 , 2004, c. 21, a. 35 13.2 , 2004, c. 21, a. 36 17.6 , Ab. 2004, c. 9, a. 1
c. I-3	Loi sur les impôts 1 , 2004, c. 8, a. 4; 2004, c. 21, a. 37; 2004, c. 37, a. 90 2.2 , 2004, c. 21, a. 38 6.2 , 2004, c. 8, a. 5 7 , 2004, c. 8, a. 6 7.9 , 2004, c. 8, a. 7 7.10 , 2004, c. 8, a. 8 7.11 , 2004, c. 8, a. 9 7.18.1 , 2004, c. 8, a. 10 8.1 , 2004, c. 21, a. 39 11.1 , 2004, c. 8, a. 11 16.1.2 , 2004, c. 8, a. 12 21.1 , 2004, c. 21, a. 40 21.4.1 , 2004, c. 21, a. 41 23 , 2004, c. 8, a. 13 25 , 2004, c. 21, a. 42 39.6 , 2004, c. 21, a. 43 41.1.3 , 2004, c. 21, a. 44 42.12 , 2004, c. 21, a. 45 42.14 , 2004, c. 21, a. 46 58.2 , 2004, c. 8, a. 14 58.3 , 2004, c. 8, a. 15 66 , 2004, c. 21, a. 47 67 , 2004, c. 21, a. 48 75.2 , 2004, c. 8, a. 16 75.3 , 2004, c. 8, a. 16 75.4 , 2004, c. 8, a. 16 75.5 , 2004, c. 8, a. 16 83.0.4 , 2004, c. 8, a. 17 83.0.5 , 2004, c. 8, a. 17 83.0.6 , 2004, c. 8, a. 17 87.3.1 , 2004, c. 21, a. 49 92 , 2004, c. 21, a. 50 92.5.3.1 , 2004, c. 21, a. 51 92.5.3.2 , 2004, c. 21, a. 51 92.5.3.3 , 2004, c. 21, a. 51 92.7 , 2004, c. 21, a. 52

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	93.3.1 , 2004, c. 8, a. 18; 2004, c. 21, a. 53 93.14 , 2004, c. 8, a. 19 105.2.1 , 2004, c. 21, a. 54 105.4 , 2004, c. 21, a. 55 106.4 , 2004, c. 8, a. 20 106.5 , 2004, c. 8, a. 21 106.6 , 2004, c. 8, a. 21 127.1 , 2004, c. 8, a. 22 127.3.1 , 2004, c. 8, a. 23 127.3.2 , 2004, c. 8, a. 23 127.3.3 , 2004, c. 8, a. 23 133.6 , 2004, c. 8, a. 24 135.5 , 2004, c. 8, a. 25 142.1 , 2004, c. 21, a. 56 146.1 , 2004, c. 8, a. 26 146.2 , 2004, c. 8, a. 27 156.5 , 2004, c. 21, a. 57 156.5.1 , 2004, c. 21, a. 58 156.6 , 2004, c. 21, a. 59 157 , 2004, c. 21, a. 60 157.2.1 , 2004, c. 8, a. 28 158.9 , 2004, c. 8, a. 29 158.14 , 2004, c. 37, a. 90 161 , 2004, c. 21, a. 62 171 , 2004, c. 8, a. 30 175.1 , 2004, c. 8, a. 31 175.2 , 2004, c. 21, a. 63 175.2.4 , 2004, c. 21, a. 64 175.2.8 , 2004, c. 8, a. 32 175.2.9 , 2004, c. 8, a. 32 175.2.10 , 2004, c. 8, a. 32 175.2.11 , 2004, c. 8, a. 32 175.2.12 , 2004, c. 8, a. 32 175.2.13 , 2004, c. 8, a. 32 175.2.14 , 2004, c. 8, a. 32 175.2.15 , 2004, c. 8, a. 32 175.6.1 , 2004, c. 21, a. 65 175.8 , 2004, c. 8, a. 33 175.9 , 2004, c. 8, a. 34 181 , 2004, c. 8, a. 35 182 , 2004, c. 8, a. 36 196 , 2004, c. 8, a. 37 196.1 , Ab. 2004, c. 8, a. 38 209.4 , 2004, c. 21, a. 66 217.13 , 2004, c. 21, a. 67 219 , 2004, c. 8, a. 39 225 , 2004, c. 21, a. 68 231.0.11 , 2004, c. 8, a. 40 231.1 , Ab. 2004, c. 8, a. 41 231.2 , 2004, c. 8, a. 42 231.3 , 2004, c. 8, a. 43 234.1 , 2004, c. 8, a. 44 238 , 2004, c. 8, a. 45 238.1 , 2004, c. 8, a. 46 238.4 , 2004, c. 8, a. 47 248 , 2004, c. 8, a. 48 255 , 2004, c. 8, a. 49 257 , 2004, c. 8, a. 50; 2004, c. 21, a. 69 259.1 , 2004, c. 8, a. 51; 2004, c. 21, a. 70 274 , 2004, c. 8, a. 52 274.4 , 2004, c. 8, a. 53 277 , 2004, c. 8, a. 54 278 , 2004, c. 8, a. 54

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	283.1 , 2004, c. 8, a. 55 286 , 2004, c. 21, a. 71 308.0.1 , 2004, c. 8, a. 56 308.6 , 2004, c. 8, a. 57 311.1 , 2004, c. 21, a. 72 312.5 , 2004, c. 21, a. 73 313.9 , 2004, c. 8, a. 58 330 , 2004, c. 8, a. 59 330.1 , 2004, c. 8, a. 60 336 , 2004, c. 21, a. 74 346.2 , 2004, c. 37, a. 90 350.6 , 2004, c. 21, a. 75 359.1 , 2004, c. 21, a. 76 359.18 , 2004, c. 8, a. 61 370 , 2004, c. 8, a. 62 371 , 2004, c. 8, a. 63 372 , 2004, c. 8, a. 64 372.1 , 2004, c. 8, a. 65 372.2 , 2004, c. 8, a. 66 373 , 2004, c. 8, a. 67 374 , 2004, c. 8, a. 67 374.1 , 2004, c. 8, a. 68 374.2 , 2004, c. 8, a. 68 374.3 , 2004, c. 8, a. 68 388 , 2004, c. 8, a. 69 390.1 , 2004, c. 8, a. 70 390.2 , 2004, c. 8, a. 70 393.1 , 2004, c. 8, a. 71 395 , 2004, c. 8, a. 72 396 , 2004, c. 8, a. 73 398 , 2004, c. 8, a. 74 399.3 , 2004, c. 8, a. 75 409 , 2004, c. 8, a. 76 411 , 2004, c. 8, a. 77 412 , 2004, c. 8, a. 78 418.1.1 , 2004, c. 8, a. 79 418.1.2 , 2004, c. 8, a. 79 418.1.3 , 2004, c. 8, a. 79 418.1.4 , 2004, c. 8, a. 79 418.1.5 , 2004, c. 8, a. 79 418.1.6 , 2004, c. 8, a. 79 418.1.7 , 2004, c. 8, a. 79 418.1.8 , 2004, c. 8, a. 79 418.1.9 , 2004, c. 8, a. 79 418.1.10 , 2004, c. 8, a. 79 418.1.11 , 2004, c. 8, a. 79 418.5 , 2004, c. 8, a. 80 418.6 , 2004, c. 8, a. 81 418.15 , 2004, c. 8, a. 82 418.17 , 2004, c. 8, a. 83 418.17.1 , 2004, c. 8, a. 84 418.17.2 , 2004, c. 8, a. 84 418.17.3 , 2004, c. 8, a. 84 418.24 , 2004, c. 8, a. 85 418.26 , 2004, c. 8, a. 86 418.32.1 , 2004, c. 8, a. 87 418.32.2 , 2004, c. 8, a. 87 418.34.1 , 2004, c. 8, a. 88 418.37 , 2004, c. 8, a. 89 421.2 , 2004, c. 8, a. 90 421.8 , 2004, c. 8, a. 91 429 , 2004, c. 4, a. 4 437.2 , 2004, c. 21, a. 77

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	441.2 , 2004, c. 21, a. 78
	442 , 2004, c. 21, a. 79
	444 , 2004, c. 8, a. 92
	445 , 2004, c. 21, a. 80
	450 , 2004, c. 8, a. 93
	450.2 , 2004, c. 8, a. 94
	451 , 2004, c. 8, a. 95; 2004, c. 21, a. 81
	459 , 2004, c. 8, a. 96
	462.0.2 , 2004, c. 21, a. 82
	462.6.1 , 2004, c. 8, a. 97
	462.6.2 , 2004, c. 8, a. 97
	483.2 , 2004, c. 8, a. 98
	483.3 , 2004, c. 8, a. 98
	484.8 , 2004, c. 8, a. 99
	484.8.1 , 2004, c. 8, a. 100
	485 , 2004, c. 8, a. 101
	485.1 , 2004, c. 8, a. 102
	485.8 , 2004, c. 8, a. 103
	485.41 , 2004, c. 21, a. 83
	517 , 2004, c. 8, a. 104
	517.5.1 , 2004, c. 8, a. 105
	524 , 2004, c. 21, a. 84
	527.3 , 2004, c. 8, a. 106
	536 , 2004, c. 8, a. 107
	537 , 2004, c. 8, a. 107
	538 , 2004, c. 8, a. 107
	539 , 2004, c. 8, a. 108
	540.2 , 2004, c. 8, a. 109
	540.3 , 2004, c. 8, a. 109
	540.4 , 2004, c. 8, a. 109
	555 , 2004, c. 8, a. 110
	555.0.1 , 2004, c. 8, a. 111
	559 , 2004, c. 8, a. 112
	560.1.1 , 2004, c. 8, a. 113
	560.1.2.1 , 2004, c. 8, a. 114
	560.2 , 2004, c. 8, a. 115
	578.1 , 2004, c. 8, a. 116
	578.2 , 2004, c. 8, a. 116
	578.3 , 2004, c. 8, a. 116
	578.4 , 2004, c. 8, a. 116
	578.5 , 2004, c. 8, a. 116
	578.6 , 2004, c. 8, a. 116
	578.7 , 2004, c. 8, a. 116
	584.2 , 2004, c. 8, a. 117
	588.1 , 2004, c. 8, a. 118
	588.2 , 2004, c. 8, a. 118
	589.2 , 2004, c. 8, a. 119
	589.3 , 2004, c. 8, a. 119
	591 , 2004, c. 8, a. 120
	591.1 , 2004, c. 8, a. 121
	591.2 , 2004, c. 8, a. 121
	591.3 , 2004, c. 8, a. 121
	592 , 2004, c. 8, a. 122
	592.1 , 2004, c. 8, a. 123
	592.2 , 2004, c. 8, a. 123
	598 , 2004, c. 8, a. 124
	600 , 2004, c. 8, a. 125
	600.0.3 , 2004, c. 8, a. 126
	613.1 , 2004, c. 8, a. 127
	614 , 2004, c. 8, a. 128
	617.1 , 2004, c. 8, a. 129
	640 , 2004, c. 8, a. 130
	650 , 2004, c. 21, a. 85
	651 , 2004, c. 21, a. 86

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	651.2 , 2004, c. 8, a. 131 651.3 , 2004, c. 8, a. 132 653 , 2004, c. 21, a. 87 656.2 , 2004, c. 8, a. 133 656.3.1 , 2004, c. 21, a. 88 656.4 , 2004, c. 21, a. 89 656.9 , 2004, c. 21, a. 90 657 , 2004, c. 21, a. 91 658 , 2004, c. 21, a. 92 660.2 , 2004, c. 21, a. 93 663.1 , 2004, c. 21, a. 94 663.2 , 2004, c. 21, a. 95 671.5 , 2004, c. 21, a. 96 671.6 , 2004, c. 21, a. 96 671.7 , 2004, c. 21, a. 96 671.8 , 2004, c. 21, a. 96 671.9 , 2004, c. 21, a. 96 671.10 , 2004, c. 21, a. 96 692 , 2004, c. 8, a. 134 692.5 , 2004, c. 21, a. 97 692.8 , 2004, c. 8, a. 135 693 , 2004, c. 21, a. 98 710 , 2004, c. 21, a. 99 714.1 , 2004, c. 21, a. 100 725 , 2004, c. 8, a. 136; 2004, c. 21, a. 101 725.1.2 , 2004, c. 21, a. 102 725.2 , 2004, c. 21, a. 103 725.2.2 , 2004, c. 8, a. 137 725.3 , 2004, c. 21, a. 104 725.6 , 2004, c. 21, a. 105 725.8 , Ab. 2004, c. 21, a. 106 725.9 , Ab. 2004, c. 21, a. 106 726.4.10 , 2004, c. 8, a. 138; 2004, c. 21, a. 107 726.4.10.2 , 2004, c. 21, a. 108 726.4.11.2 , 2004, c. 21, a. 109 726.4.12 , 2004, c. 21, a. 110 726.4.17.2 , 2004, c. 8, a. 139; 2004, c. 21, a. 111 726.4.17.2.2 , 2004, c. 21, a. 112 726.4.17.3.2 , 2004, c. 21, a. 113 726.4.17.4 , 2004, c. 21, a. 114 726.4.17.12 , 2004, c. 21, a. 115 726.4.17.13 , 2004, c. 21, a. 116 726.4.17.14 , 2004, c. 21, a. 117 726.4.17.16 , 2004, c. 21, a. 118 726.4.17.20 , 2004, c. 21, a. 119 726.6 , 2004, c. 8, a. 140; 2004, c. 21, a. 120 726.6.1 , 2004, c. 21, a. 121 726.7.2 , 2004, c. 21, a. 122 726.9 , 2004, c. 21, a. 123 726.10 , 2004, c. 21, a. 124 726.11 , 2004, c. 21, a. 125 726.20.1 , 2004, c. 21, a. 126 726.26 , 2004, c. 21, a. 127 726.27 , 2004, c. 21, a. 128 726.28 , 2004, c. 21, a. 128 726.29 , 2004, c. 21, a. 128 728.0.1 , 2004, c. 21, a. 129 733.0.0.1 , 2004, c. 8, a. 141 733.0.3 , 2004, c. 21, a. 130 733.0.5 , 2004, c. 21, a. 131 733.0.6 , 2004, c. 21, a. 132 733.0.7 , 2004, c. 21, a. 133 733.0.8 , 2004, c. 21, a. 134 733.1 , 2004, c. 8, a. 142

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	736 , 2004, c. 4, a. 5
	737.16 , 2004, c. 21, a. 135
	737.18 , 2004, c. 21, a. 136
	737.18.4 , 2004, c. 4, a. 6
	737.18.6 , 2004, c. 21, a. 137
	737.18.6.2 , 2004, c. 21, a. 138
	737.18.7 , 2004, c. 21, a. 139
	737.18.7.1 , 2004, c. 21, a. 140
	737.18.7.2 , 2004, c. 21, a. 140
	737.18.7.3 , 2004, c. 21, a. 140
	737.18.9.1 , 2004, c. 21, a. 141
	737.18.9.2 , 2004, c. 21, a. 141
	737.18.10 , 2004, c. 21, a. 142
	737.18.10.1 , 2004, c. 21, a. 143
	737.18.13 , 2004, c. 21, a. 144
	737.18.18 , 2004, c. 21, a. 145
	737.18.25 , 2004, c. 21, a. 146
	737.18.26 , 2004, c. 21, a. 147
	737.18.29 , 2004, c. 21, a. 148; 2004, c. 37, a. 90
	737.18.29.1 , 2004, c. 21, a. 149
	737.18.30 , 2004, c. 21, a. 150
	737.18.30.1 , 2004, c. 21, a. 151
	737.18.30.2 , 2004, c. 21, a. 151
	737.18.30.3 , 2004, c. 21, a. 151
	737.18.32 , 2004, c. 21, a. 152
	737.18.33 , 2004, c. 21, a. 153
	737.18.34 , 2004, c. 21, a. 154
	737.18.35 , 2004, c. 21, a. 155
	737.19 , 2004, c. 21, a. 156
	737.19.2 , 2004, c. 21, a. 157
	737.20 , 2004, c. 21, a. 158
	737.20.1 , 2004, c. 21, a. 159
	737.20.2 , 2004, c. 21, a. 159
	737.20.3 , 2004, c. 21, a. 159
	737.21 , 2004, c. 21, a. 160
	737.22 , 2004, c. 21, a. 161
	737.22.0.0.1 , 2004, c. 21, a. 162
	737.22.0.0.1.1 , 2004, c. 21, a. 163
	737.22.0.0.2 , 2004, c. 21, a. 164
	737.22.0.0.2.1 , 2004, c. 21, a. 165
	737.22.0.0.2.2 , 2004, c. 21, a. 165
	737.22.0.0.2.3 , 2004, c. 21, a. 165
	737.22.0.0.3 , 2004, c. 21, a. 166
	737.22.0.0.4 , 2004, c. 21, a. 167
	737.22.0.0.5 , 2004, c. 21, a. 168
	737.22.0.0.5.1 , 2004, c. 21, a. 169
	737.22.0.0.6 , 2004, c. 21, a. 170
	737.22.0.0.6.1 , 2004, c. 21, a. 171
	737.22.0.0.6.2 , 2004, c. 21, a. 171
	737.22.0.0.6.3 , 2004, c. 21, a. 171
	737.22.0.0.7 , 2004, c. 21, a. 172
	737.22.0.0.8 , 2004, c. 21, a. 173
	737.22.0.1 , 2004, c. 21, a. 174
	737.22.0.1.1 , 2004, c. 21, a. 175
	737.22.0.2 , 2004, c. 21, a. 176
	737.22.0.2.1 , 2004, c. 21, a. 177
	737.22.0.2.2 , 2004, c. 21, a. 177
	737.22.0.2.3 , 2004, c. 21, a. 177
	737.22.0.2.4 , 2004, c. 21, a. 177
	737.22.0.3 , 2004, c. 21, a. 178
	737.22.0.4 , 2004, c. 21, a. 179
	737.22.0.5 , 2004, c. 21, a. 180
	737.22.0.5.1 , 2004, c. 21, a. 181
	737.22.0.6 , 2004, c. 21, a. 182

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	737.22.0.6.1 , 2004, c. 21, a. 183 737.22.0.6.2 , 2004, c. 21, a. 183 737.22.0.6.3 , 2004, c. 21, a. 183 737.22.0.7 , 2004, c. 21, a. 184 737.22.0.8 , 2004, c. 21, a. 185 737.22.1 , Ab. 2004, c. 21, a. 186 737.23 , Ab. 2004, c. 21, a. 186 737.23.1 , Ab. 2004, c. 21, a. 186 737.27 , 2004, c. 21, a. 187 737.28 , 2004, c. 21, a. 188 740.2 , 2004, c. 8, a. 143 740.3 , 2004, c. 8, a. 144 750 , 2004, c. 21, a. 189 750.2.1 , 2004, c. 21, a. 190 750.3 , 2004, c. 21, a. 191 752.0.1 , 2004, c. 21, a. 192 752.0.10 , 2004, c. 21, a. 193 752.0.10.1 , 2004, c. 21, a. 194 752.0.10.11.1 , 2004, c. 21, a. 195 752.0.11 , 2004, c. 21, a. 196 752.0.11.1 , 2004, c. 8, a. 145 767 , 2004, c. 21, a. 197 771 , 2004, c. 21, a. 198 771.0.3.1 , Ab. 2004, c. 21, a. 199 771.0.6 , Ab. 2004, c. 21, a. 200 771.1 , 2004, c. 21, a. 201 771.2.2 , 2004, c. 21, a. 202 771.2.6 , 2004, c. 21, a. 203 771.2.7 , 2004, c. 21, a. 204 771.8.3 , 2004, c. 21, a. 205 771.13 , 2004, c. 21, a. 206 772.2 , 2004, c. 21, a. 207 772.5.4 , 2004, c. 8, a. 146 772.6.1 , 2004, c. 8, a. 147 772.7 , 2004, c. 8, a. 148; 2004, c. 21, a. 208 772.9 , 2004, c. 8, a. 149; 2004, c. 21, a. 209 772.9.1 , 2004, c. 8, a. 150 772.11 , 2004, c. 8, a. 151; 2004, c. 21, a. 210 772.14 , 2004, c. 21, a. 211 772.15 , 2004, c. 21, a. 211 772.16 , 2004, c. 21, a. 211 776.1.0.2 , 2004, c. 21, a. 212 776.1.5.0.11 , 2004, c. 21, a. 213 776.1.5.0.15 , 2004, c. 21, a. 214 776.29.1 , 2004, c. 21, a. 215 776.29.2 , 2004, c. 21, a. 216 776.67 , 2004, c. 21, a. 217 776.74 , 2004, c. 8, a. 152 776.76 , 2004, c. 21, a. 218 776.77 , 2004, c. 21, a. 219 776.77.1.1 , 2004, c. 21, a. 220 776.77.2 , 2004, c. 21, a. 221 776.79 , 2004, c. 21, a. 222 785.0.1 , 2004, c. 8, a. 153; 2004, c. 21, a. 223 785.1 , 2004, c. 8, a. 154 785.2 , 2004, c. 8, a. 155 785.2.1 , 2004, c. 8, a. 156 785.2.2 , 2004, c. 8, a. 156 785.2.3 , 2004, c. 8, a. 156 785.2.4 , 2004, c. 8, a. 156 785.2.5 , 2004, c. 8, a. 156 785.3.1 , 2004, c. 8, a. 157 818 , 2004, c. 8, a. 158 832.1 , 2004, c. 8, a. 159

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	832.3 , 2004, c. 8, a. 160 832.6 , 2004, c. 8, a. 161 832.9 , 2004, c. 8, a. 162 832.14 , 2004, c. 8, a. 163 832.15 , 2004, c. 8, a. 164 842.1 , 2004, c. 8, a. 165 851.22.23.1 , 2004, c. 8, a. 166 851.22.23.2 , 2004, c. 8, a. 166 851.22.23.3 , 2004, c. 8, a. 166 851.22.24 , 2004, c. 8, a. 167 851.22.29 , 2004, c. 4, a. 7 851.22.30 , 2004, c. 8, a. 168 851.22.31 , 2004, c. 8, a. 169 851.22.32 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.33 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.34 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.35 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.36 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.37 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.38 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.39 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.40 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.41 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.42 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.43 , 2004, c. 8, a. 170 851.22.44 , 2004, c. 8, a. 170 851.50 , 2004, c. 4, a. 8 895 , 2004, c. 37, a. 90 897 , 2004, c. 37, a. 90 908 , 2004, c. 8, a. 171 965.1 , 2004, c. 21, a. 224; 2004, c. 37, a. 90 965.6.9 , 2004, c. 21, a. 225 965.6.10 , 2004, c. 21, a. 225 965.6.10.1 , 2004, c. 21, a. 225 965.6.23.1 , 2004, c. 37, a. 90 965.7 , 2004, c. 37, a. 90 965.9.7.0.2 , 2004, c. 37, a. 90 965.9.7.1 , 2004, c. 37, a. 90 965.9.7.2 , 2004, c. 37, a. 90 965.9.7.3 , 2004, c. 37, a. 90 965.10 , 2004, c. 21, a. 226 965.10.1.2 , 2004, c. 21, a. 227 965.10.1.3 , 2004, c. 21, a. 227 965.10.2 , 2004, c. 21, a. 228 965.10.3 , 2004, c. 21, a. 229 965.10.3.1 , 2004, c. 21, a. 230 965.10.3.2 , 2004, c. 21, a. 231 965.10.4 , 2004, c. 21, a. 232 965.11.5 , 2004, c. 21, a. 233 965.11.6 , 2004, c. 21, a. 234 965.11.19.4 , 2004, c. 21, a. 235 965.17.2 , 2004, c. 21, a. 236 965.17.3.3 , 2004, c. 21, a. 237 965.17.5.2 , 2004, c. 21, a. 238 965.24.2 , 2004, c. 37, a. 90 965.28.1 , 2004, c. 37, a. 90 965.28.2 , 2004, c. 37, a. 90 965.31.5 , 2004, c. 37, a. 90 965.31.6 , 2004, c. 21, a. 239 965.34.3 , 2004, c. 21, a. 240 965.36 , 2004, c. 21, a. 241 965.36.1 , 2004, c. 21, a. 242 966 , 2004, c. 8, a. 172 979.1 , 2004, c. 37, a. 90

Référence

Titre
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

985, 2004, c. 8, a. 173
985.0.0.1, 2004, c. 8, a. 174
985.0.1, 2004, c. 8, a. 175
985.36, 2004, c. 21, a. 243
985.37, 2004, c. 21, a. 243
985.38, 2004, c. 21, a. 243
985.39, 2004, c. 21, a. 243
985.40, 2004, c. 21, a. 243
985.41, 2004, c. 21, a. 243
985.42, 2004, c. 21, a. 243
985.43, 2004, c. 21, a. 243
985.44, 2004, c. 21, a. 243
998, 2004, c. 8, a. 176; 2004, c. 37, a. 90
999.0.1, 2004, c. 37, a. 90
1000.2, 2004, c. 21, a. 244
1000.3, 2004, c. 21, a. 245
1010, 2004, c. 4, a. 9; 2004, c. 8, a. 177
1010.0.0.1, 2004, c. 4, a. 10; 2004, c. 21, a. 246
1012, 2004, c. 21, a. 247
1012.1, 2004, c. 8, a. 178; 2004, c. 21, a. 248
1012.2, 2004, c. 8, a. 179
1015, 2004, c. 21, a. 249
1015.0.1, 2004, c. 21, a. 250
1015.3, 2004, c. 21, a. 251
1015.5, 2004, c. 21, a. 252
1029.6.0.0.1, 2004, c. 21, a. 253
1029.6.0.1, 2004, c. 21, a. 254
1029.6.0.1.7, 2004, c. 21, a. 255
1029.6.0.6.1, 2004, c. 21, a. 256
1029.6.0.7, 2004, c. 21, a. 257
1029.6.1, 2004, c. 21, a. 258
1029.7, 2004, c. 21, a. 259
1029.7.2, 2004, c. 21, a. 260
1029.7.7, 2004, c. 21, a. 261
1029.7.8, 2004, c. 21, a. 262
1029.7.9, 2004, c. 21, a. 263
1029.8, 2004, c. 21, a. 264
1029.8.2, 2004, c. 21, a. 265
1029.8.5.3, 2004, c. 21, a. 266
1029.8.6, 2004, c. 21, a. 267
1029.8.7, 2004, c. 21, a. 268
1029.8.9, 2004, c. 21, a. 269
1029.8.9.0.1.3, 2004, c. 21, a. 270
1029.8.9.0.3, 2004, c. 21, a. 271
1029.8.9.0.4, 2004, c. 21, a. 272
1029.8.10, 2004, c. 21, a. 273
1029.8.11, 2004, c. 21, a. 274
1029.8.16, 2004, c. 21, a. 275
1029.8.16.6, 2004, c. 21, a. 276
1029.8.17, 2004, c. 21, a. 277
1029.8.17.0.2, 2004, c. 21, a. 278
1029.8.19.3.1, 2004, c. 21, a. 279
1029.8.19.5.1, 2004, c. 21, a. 280
1029.8.19.7, 2004, c. 21, a. 281
1029.8.21, 2004, c. 21, a. 282
1029.8.21.1, 2004, c. 21, a. 283
1029.8.21.22, 2004, c. 21, a. 284
1029.8.21.23, 2004, c. 21, a. 285
1029.8.21.30, 2004, c. 21, a. 286
1029.8.22, 2004, c. 21, a. 287
1029.8.23, 2004, c. 21, a. 288
1029.8.23.1, 2004, c. 21, a. 289
1029.8.23.2, 2004, c. 21, a. 290
1029.8.23.3, 2004, c. 21, a. 291

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	1029.8.23.4 , 2004, c. 21, a. 292 1029.8.33.2 , 2004, c. 21, a. 293 1029.8.33.4.2 , 2004, c. 21, a. 294 1029.8.33.6 , 2004, c. 21, a. 295 1029.8.33.7 , 2004, c. 21, a. 296 1029.8.33.7.2 , 2004, c. 21, a. 297 1029.8.33.13 , 2004, c. 21, a. 298 1029.8.33.14 , 2004, c. 21, a. 299 1029.8.34 , 2004, c. 21, a. 300 1029.8.35 , 2004, c. 21, a. 301 1029.8.35.1 , 2004, c. 21, a. 302 1029.8.35.2 , 2004, c. 21, a. 303 1029.8.35.3 , 2004, c. 21, a. 304 1029.8.36.0.0.1 , 2004, c. 21, a. 305 1029.8.36.0.0.2 , 2004, c. 21, a. 306 1029.8.36.0.0.3 , 2004, c. 21, a. 307 1029.8.36.0.0.4 , 2004, c. 21, a. 308 1029.8.36.0.0.5 , 2004, c. 21, a. 309 1029.8.36.0.0.6 , 2004, c. 21, a. 310 1029.8.36.0.0.7 , 2004, c. 21, a. 311 1029.8.36.0.0.8 , 2004, c. 21, a. 312 1029.8.36.0.0.9 , 2004, c. 21, a. 313 1029.8.36.0.0.10 , 2004, c. 21, a. 314 1029.8.36.0.0.11 , 2004, c. 21, a. 315 1029.8.36.0.0.12 , 2004, c. 21, a. 316 1029.8.36.0.0.13 , 2004, c. 21, a. 317 1029.8.36.0.0.14 , 2004, c. 21, a. 318 1029.8.36.0.0.15 , 2004, c. 21, a. 319 1029.8.36.0.3.8 , 2004, c. 21, a. 320 1029.8.36.0.3.9 , 2004, c. 21, a. 321 1029.8.36.0.3.10 , 2004, c. 21, a. 322 1029.8.36.0.3.18 , 2004, c. 21, a. 323 1029.8.36.0.3.19 , 2004, c. 21, a. 324 1029.8.36.0.3.46 , 2004, c. 21, a. 325 1029.8.36.0.3.47 , 2004, c. 21, a. 326 1029.8.36.0.3.48 , 2004, c. 21, a. 327 1029.8.36.0.3.53 , 2004, c. 21, a. 328 1029.8.36.0.3.56 , 2004, c. 21, a. 329 1029.8.36.0.3.60 , 2004, c. 21, a. 330 1029.8.36.0.3.61 , 2004, c. 21, a. 331 1029.8.36.0.3.62 , 2004, c. 21, a. 332 1029.8.36.0.3.63 , 2004, c. 21, a. 333 1029.8.36.0.3.64 , 2004, c. 21, a. 334 1029.8.36.0.3.65 , 2004, c. 21, a. 335 1029.8.36.0.3.66 , 2004, c. 21, a. 336 1029.8.36.0.3.69 , 2004, c. 21, a. 337 1029.8.36.0.17 , 2004, c. 21, a. 338 1029.8.36.0.25.0.1 , 2004, c. 21, a. 339 1029.8.36.0.38 , 2004, c. 21, a. 340 1029.8.36.0.53 , 2004, c. 21, a. 341 1029.8.36.0.55 , 2004, c. 21, a. 342 1029.8.36.0.70 , 2004, c. 21, a. 343 1029.8.36.0.72 , 2004, c. 21, a. 344 1029.8.36.0.74.2 , 2004, c. 21, a. 345 1029.8.36.0.74.3 , 2004, c. 21, a. 345 1029.8.36.0.82 , 2004, c. 21, a. 346 1029.8.36.0.84 , 2004, c. 21, a. 347 1029.8.36.4 , 2004, c. 21, a. 348 1029.8.36.5 , 2004, c. 21, a. 349 1029.8.36.6 , 2004, c. 21, a. 350 1029.8.36.7 , 2004, c. 21, a. 351 1029.8.36.10 , 2004, c. 21, a. 352 1029.8.36.54 , 2004, c. 21, a. 353 1029.8.36.55 , 2004, c. 21, a. 354

Référence

Titre
Modifications

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

1029.8.36.55.1, 2004, c. 21, a. 355
1029.8.36.59.2, 2004, c. 21, a. 356
1029.8.36.59.3, 2004, c. 21, a. 357
1029.8.36.72.1, 2004, c. 21, a. 358
1029.8.36.72.2, 2004, c. 21, a. 359
1029.8.36.72.3, 2004, c. 21, a. 360
1029.8.36.72.4, 2004, c. 21, a. 361
1029.8.36.72.5, Ab. 2004, c. 21, a. 362
1029.8.36.72.6, 2004, c. 21, a. 363
1029.8.36.72.8, 2004, c. 21, a. 364
1029.8.36.72.9, 2004, c. 21, a. 365
1029.8.36.72.10, 2004, c. 21, a. 366
1029.8.36.72.11, 2004, c. 21, a. 367
1029.8.36.72.15, 2004, c. 21, a. 368
1029.8.36.72.16, 2004, c. 21, a. 369
1029.8.36.72.17, 2004, c. 21, a. 370
1029.8.36.72.18, 2004, c. 21, a. 371
1029.8.36.72.20, 2004, c. 21, a. 372
1029.8.36.72.22, 2004, c. 21, a. 373
1029.8.36.72.25, 2004, c. 21, a. 374
1029.8.36.72.29, 2004, c. 21, a. 375
1029.8.36.72.30, 2004, c. 21, a. 376
1029.8.36.72.31, 2004, c. 21, a. 377
1029.8.36.72.32, 2004, c. 21, a. 378
1029.8.36.72.33, Ab. 2004, c. 21, a. 379
1029.8.36.72.34, 2004, c. 21, a. 380
1029.8.36.72.36, 2004, c. 21, a. 381
1029.8.36.72.37, 2004, c. 21, a. 382
1029.8.36.72.38, 2004, c. 21, a. 383
1029.8.36.72.39, 2004, c. 21, a. 384
1029.8.36.72.43, 2004, c. 21, a. 385
1029.8.36.72.44, 2004, c. 21, a. 386
1029.8.36.72.45, 2004, c. 21, a. 387
1029.8.36.72.46, 2004, c. 21, a. 388
1029.8.36.72.47, 2004, c. 21, a. 389
1029.8.36.72.49, 2004, c. 21, a. 390
1029.8.36.72.52, 2004, c. 21, a. 391
1029.8.36.72.56, 2004, c. 21, a. 393
1029.8.36.72.57, 2004, c. 21, a. 394
1029.8.36.72.58, 2004, c. 21, a. 395
1029.8.36.72.59, 2004, c. 21, a. 396
1029.8.36.72.60, Ab. 2004, c. 21, a. 397
1029.8.36.72.61, 2004, c. 21, a. 398
1029.8.36.72.61.1, 2004, c. 21, a. 399
1029.8.36.72.61.2, 2004, c. 21, a. 399
1029.8.36.72.61.3, 2004, c. 21, a. 399
1029.8.36.72.61.4, 2004, c. 21, a. 399
1029.8.36.72.62, 2004, c. 21, a. 400
1029.8.36.72.63, 2004, c. 21, a. 401
1029.8.36.72.64, 2004, c. 21, a. 402
1029.8.36.72.65, 2004, c. 21, a. 402
1029.8.36.72.66, 2004, c. 21, a. 403
1029.8.36.72.67, 2004, c. 21, a. 404
1029.8.36.72.68, 2004, c. 21, a. 405
1029.8.36.72.70, 2004, c. 21, a. 406
1029.8.36.72.72, 2004, c. 21, a. 407
1029.8.36.72.73, 2004, c. 21, a. 408
1029.8.36.72.74, 2004, c. 21, a. 409
1029.8.36.72.76, 2004, c. 21, a. 410
1029.8.36.72.79, 2004, c. 21, a. 411
1029.8.36.72.82.1, 2004, c. 21, a. 412
1029.8.36.72.82.2, 2004, c. 21, a. 412
1029.8.36.72.82.3, 2004, c. 21, a. 412
1029.8.36.72.82.4, 2004, c. 21, a. 412

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	1029.8.36.72.82.5 , 2004, c. 21, a. 412 1029.8.36.72.82.6 , 2004, c. 21, a. 412 1029.8.36.72.82.7 , 2004, c. 21, a. 412 1029.8.36.72.82.8 , 2004, c. 21, a. 412 1029.8.36.72.82.9 , 2004, c. 21, a. 412 1029.8.36.72.82.10 , 2004, c. 21, a. 412 1029.8.36.72.82.11 , 2004, c. 21, a. 412 1029.8.36.72.82.12 , 2004, c. 21, a. 412 1029.8.36.72.83 , 2004, c. 21, a. 413 1029.8.36.72.84 , 2004, c. 21, a. 414 1029.8.36.72.85 , 2004, c. 21, a. 415 1029.8.36.72.86 , 2004, c. 21, a. 416 1029.8.36.72.87 , 2004, c. 21, a. 417 1029.8.36.72.88 , 2004, c. 21, a. 418 1029.8.36.72.89 , 2004, c. 21, a. 419 1029.8.36.72.92 , 2004, c. 21, a. 420 1029.8.36.91 , 2004, c. 4, a. 11 1029.8.36.95 , 2004, c. 37, a. 90 1029.8.36.102 , 2004, c. 21, a. 421 1029.8.36.120 , 2004, c. 21, a. 422 1029.8.36.147 , 2004, c. 37, a. 90 1029.8.36.157 , 2004, c. 21, a. 423 1029.8.36.167 , 2004, c. 21, a. 424 1029.8.36.168 , 2004, c. 21, a. 425 1029.8.36.169 , 2004, c. 21, a. 426 1029.8.36.170 , 2004, c. 21, a. 427 1029.8.36.171 , 2004, c. 21, a. 428 1029.8.36.171.1 , 2004, c. 21, a. 429 1029.8.36.171.2 , 2004, c. 21, a. 429 1029.8.36.171.3 , 2004, c. 21, a. 429 1029.8.36.171.4 , 2004, c. 21, a. 429 1029.8.36.172 , 2004, c. 21, a. 430 1029.8.36.172.1 , 2004, c. 21, a. 431 1029.8.36.173 , 2004, c. 21, a. 432 1029.8.36.174 , 2004, c. 21, a. 433 1029.8.36.175 , 2004, c. 21, a. 434 1029.8.36.176.1 , 2004, c. 21, a. 435 1029.8.36.177 , 2004, c. 21, a. 436 1029.8.36.178 , 2004, c. 21, a. 437 1029.8.61.1 , 2004, c. 21, a. 438 1029.8.61.2 , 2004, c. 21, a. 439 1029.8.62 , 2004, c. 21, a. 440 1029.8.66.1 , 2004, c. 21, a. 441 1033.2 , 2004, c. 8, a. 180 1033.3 , 2004, c. 8, a. 180 1033.4 , 2004, c. 8, a. 180 1033.5 , 2004, c. 8, a. 180 1033.6 , 2004, c. 8, a. 180 1033.7 , 2004, c. 8, a. 180 1033.8 , 2004, c. 8, a. 180 1033.9 , 2004, c. 8, a. 180 1033.10 , 2004, c. 8, a. 180 1033.11 , 2004, c. 8, a. 180 1033.12 , 2004, c. 8, a. 180 1033.13 , 2004, c. 8, a. 180 1042.1 , 2004, c. 21, a. 442 1044 , 2004, c. 8, a. 181 1044.2 , 2004, c. 4, a. 12; 2004, c. 21, a. 443 1044.3 , 2004, c. 4, a. 13; 2004, c. 21, a. 444 1044.4 , 2004, c. 4, a. 14 1045 , 2004, c. 21, a. 445 1049.0.10 , 2004, c. 21, a. 446 1049.2.8 , 2004, c. 37, a. 90 1049.2.9 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	1053 , 2004, c. 8, a. 182 1079.14 , 2004, c. 4, a. 15 1082.3 , 2004, c. 8, a. 183 1082.5 , Ab. 2004, c. 8, a. 184 1082.6 , Ab. 2004, c. 8, a. 184 1082.7 , Ab. 2004, c. 8, a. 184 1082.8 , Ab. 2004, c. 8, a. 184 1082.12 , Ab. 2004, c. 8, a. 184 1086.6 , 2004, c. 21, a. 447 1089 , 2004, c. 8, a. 185; 2004, c. 21, a. 448 1090 , 2004, c. 8, a. 186; 2004, c. 21, a. 449 1091 , 2004, c. 8, a. 187 1091.0.1 , 2004, c. 8, a. 188 1091.2 , 2004, c. 8, a. 189 1091.3 , 2004, c. 8, a. 190 1091.4 , 2004, c. 8, a. 190 1094 , 2004, c. 8, a. 191 1097 , 2004, c. 8, a. 192 1102 , 2004, c. 8, a. 193 1102.1 , 2004, c. 8, a. 194 1102.4 , 2004, c. 8, a. 195 1117.1 , 2004, c. 8, a. 196 1120.1 , 2004, c. 8, a. 197 1121.7 , 2004, c. 8, a. 198 1121.7.1 , 2004, c. 8, a. 199 1121.12 , 2004, c. 8, a. 200 1122.1 , 2004, c. 8, a. 201 1125.1 , 2004, c. 8, a. 202 1126 , 2004, c. 8, a. 203 1128 , 2004, c. 8, a. 204 1129.4.0.2 , 2004, c. 21, a. 450 1129.4.0.18 , 2004, c. 21, a. 451 1129.4.3.23.1 , 2004, c. 21, a. 452 1129.4.3.26 , 2004, c. 21, a. 453 1129.4.3.28 , 2004, c. 21, a. 454 1129.4.10.1 , 2004, c. 21, a. 455 1129.4.23 , 2004, c. 21, a. 456 1129.4.24 , 2004, c. 21, a. 457 1129.4.24.1 , 2004, c. 21, a. 458 1129.4.25 , 2004, c. 21, a. 459 1129.4.25.1 , 2004, c. 21, a. 460 1129.4.26 , 2004, c. 21, a. 461 1129.4.30 , 2004, c. 21, a. 462 1129.23.5 , 2004, c. 21, a. 463 1129.23.6 , 2004, c. 21, a. 463 1129.23.7 , 2004, c. 21, a. 463 1129.23.8 , 2004, c. 21, a. 463 1129.25.1 , 2004, c. 21, a. 464 1129.26.1 , 2004, c. 21, a. 465 1129.27.0.1 , 2004, c. 21, a. 466 1129.27.0.2 , 2004, c. 21, a. 466 1129.27.0.3 , 2004, c. 21, a. 466 1129.27.0.4 , 2004, c. 21, a. 466 1129.27.1 , 2004, c. 21, a. 467 1129.27.10 , 2004, c. 21, a. 468 1129.27.12 , 2004, c. 21, a. 469 1129.29 , 2004, c. 4, a. 16 1129.39 , 2004, c. 21, a. 470 1129.40 , 2004, c. 21, a. 471 1129.41.2 , 2004, c. 21, a. 472 1129.41.3 , 2004, c. 21, a. 472 1129.41.3.1 , 2004, c. 21, a. 472 1129.41.3.2 , 2004, c. 21, a. 472 1129.45.3.7 , 2004, c. 21, a. 473

Référence	Titre Modifications
c. I-3	<p>Loi sur les impôts — <i>Suite</i></p> <p>1129.45.3.11, 2004, c. 21, a. 474 1129.45.3.15, 2004, c. 21, a. 475 1129.45.3.19, 2004, c. 21, a. 476 1129.45.3.22, 2004, c. 21, a. 478 1129.45.3.22.1, 2004, c. 21, a. 479 1129.45.3.23, 2004, c. 21, a. 480 1129.45.3.28, 2004, c. 21, a. 481 1129.45.3.30.1, 2004, c. 21, a. 482 1129.45.3.30.2, 2004, c. 21, a. 482 1129.45.3.30.3, 2004, c. 21, a. 482 1129.45.3.30.4, 2004, c. 21, a. 482 1129.45.3.30.5, 2004, c. 21, a. 482 1129.45.3.31, 2004, c. 21, a. 483 1129.45.3.33, 2004, c. 21, a. 484 1129.45.43, 2004, c. 21, a. 485 1129.45.44, 2004, c. 21, a. 486 1129.45.46, 2004, c. 21, a. 487 1129.45.47, 2004, c. 21, a. 487 1129.45.48, 2004, c. 21, a. 487 1130, 2004, c. 8, a. 205; 2004, c. 21, a. 488 1131, 2004, c. 8, a. 206 1137, 2004, c. 21, a. 489 1137.5, 2004, c. 21, a. 490 1137.8, 2004, c. 21, a. 491 1138.0.1, 2004, c. 21, a. 492 1138.2.3, 2004, c. 21, a. 493 1138.2.4, 2004, c. 21, a. 494 1140, 2004, c. 8, a. 207 1140.1, 2004, c. 8, a. 208 1141.2.0.1, 2004, c. 8, a. 209 1141.2.1.1.1, 2004, c. 8, a. 210 1141.2.1.1.2, 2004, c. 8, a. 210 1141.2.2, 2004, c. 21, a. 495 1141.2.3, 2004, c. 21, a. 496 1141.2.4, 2004, c. 21, a. 497 1141.3, 2004, c. 21, a. 498 1141.4, 2004, c. 8, a. 211; Ab. 2004, c. 21, a. 499 1141.5, Ab. 2004, c. 21, a. 499 1141.6, Ab. 2004, c. 21, a. 499 1141.7, Ab. 2004, c. 21, a. 499 1159.3, 2004, c. 21, a. 500 1175.1, 2004, c. 37, a. 90 1176, 2004, c. 21, a. 501 1177, 2004, c. 21, a. 502 1178, 2004, c. 21, a. 503</p>
c. I-4	<p>Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts</p> <p>51.2, 2004, c. 8, a. 212</p>
c. I-8.01	<p>Loi sur l'information concernant la rémunération des dirigeants de certaines personnes morales</p> <p>6, 2004, c. 37, a. 90 7, 2004, c. 37, a. 90</p>
c. I-13.3	<p>Loi sur l'instruction publique</p> <p>168.1, Ab. 2004, c. 38, a. 1 169, 2004, c. 38, a. 2 222, 2004, c. 38, a. 3 457.2, 2004, c. 38, a. 4</p>

Référence	Titre Modifications
c. I-14	Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis 233 , 2004, c. 37, a. 90
c. I-16	Loi d'interprétation 61 , 2004, c. 12, a. 24
c. J-3	Loi sur la justice administrative 24 , 2004, c. 31, a. 67 25 , 2004, c. 31, a. 68 Ann. I , 2004, c. 20, a. 191; 2004, c. 31, aa. 69, 70 Ann. IV , 2004, c. 37, a. 82
c. M-13.1	Loi sur les mines 247.1 , 2004, c. 20, a. 192
c. M-15.2.1	Loi sur le ministère de l'Environnement 12 , 2004, c. 24, a. 2
c. M-25.01	Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration 11 , 2004, c. 30, a. 53
c. M-25.2	Loi sur le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs 11.1 , 2004, c. 11, a. 39 12.1 , 2004, c. 11, a. 40
c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu 1 , 2004, c. 21, a. 504 7 , 2004, c. 4, a. 17 12.0.2 , 2004, c. 4, a. 18; 2004, c. 21, a. 505 13 , 2004, c. 21, a. 506 17.0.1 , 2004, c. 21, a. 507 20 , 2004, c. 4, a. 19 24.0.1 , 2004, c. 4, a. 20 27.0.1 , 2004, c. 4, a. 21; 2004, c. 21, a. 508 27.0.2 , Ab. 2004, c. 21, a. 509 27.3 , 2004, c. 21, a. 510 28.2 , 2004, c. 4, a. 22; 2004, c. 21, a. 511 31.1.4 , 2004, c. 4, a. 23 32 , 2004, c. 4, a. 24 40.1.1 , 2004, c. 4, a. 25 40.1.2 , 2004, c. 4, a. 25 40.1.3 , 2004, c. 4, a. 25 40.2 , 2004, c. 4, a. 26 59.5.8 , 2004, c. 21, a. 512 61 , 2004, c. 4, a. 27 61.2 , 2004, c. 4, a. 28 69.1 , 2004, c. 10, a. 1 69.4 , 2004, c. 10, a. 2 71.2 , 2004, c. 25, a. 63 71.3 , 2004, c. 25, a. 64 72.5 , 2004, c. 4, a. 29 72.5.1 , 2004, c. 4, a. 30 74 , 2004, c. 4, a. 31 83 , 2004, c. 4, a. 32 87 , 2004, c. 4, a. 33 88 , 2004, c. 4, a. 34 93 , 2004, c. 4, a. 35

Référence	Titre Modifications
c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu — <i>Suite</i> 93.1 , 2004, c. 4, a. 36 93.1.1 , 2004, c. 4, a. 37 93.1.8 , 2004, c. 8, a. 213 93.1.12 , 2004, c. 8, a. 214 93.1.17 , 2004, c. 4, a. 38 93.1.18 , 2004, c. 4, a. 39 93.1.19 , 2004, c. 4, a. 40 93.1.19.1 , 2004, c. 4, a. 41 93.1.19.2 , 2004, c. 4, a. 41 93.1.19.3 , 2004, c. 4, a. 41 93.1.19.4 , 2004, c. 4, a. 41 93.1.23 , 2004, c. 4, a. 42 93.1.25 , 2004, c. 4, a. 43 93.2 , 2004, c. 21, a. 513 93.13 , 2004, c. 4, a. 44 94.0.3.2 , 2004, c. 21, a. 514 94.5 , 2004, c. 21, a. 515 96 , 2004, c. 21, a. 516
c. P-2.2	Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires 78 , 2004, c. 4, a. 45
c. P-7	Loi sur le parc de la Mauricie et ses environs 1 , 2004, c. 11, a. 41
c. P-8	Loi sur le parc Forillon et ses environs 1 , 2004, c. 11, a. 42 3 , 2004, c. 11, a. 42 5 , 2004, c. 11, a. 42
c. P-8.1	Loi sur le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent 3 , 2004, c. 11, a. 43 23.1 , Ab. 2004, c. 11, a. 44 24 , 2004, c. 11, a. 45
c. P-9	Loi sur les parcs 1 , 2004, c. 11, a. 46 1.1 , 2004, c. 11, a. 47 2.1 , 2004, c. 11, a. 48 5.1 , 2004, c. 11, a. 49 6 , 2004, c. 11, a. 50 6.1 , 2004, c. 11, a. 51 7 , 2004, c. 11, a. 52 8 , 2004, c. 11, a. 53 8.1 , 2004, c. 11, a. 54 8.1.1 , 2004, c. 11, a. 55 8.2 , 2004, c. 11, a. 56 9.1 , 2004, c. 11, a. 57 15.1 , Ab. 2004, c. 11, a. 58 16 , 2004, c. 11, a. 59
c. P-9.001	Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport 1.1 , 2004, c. 32, a. 54 5 , 2004, c. 32, a. 55

Référence	Titre Modifications
c. P-13.1	Loi sur la police 126 , 2004, c. 2, a. 76 143 , 2004, c. 2, a. 77
c. P-30.2	Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage 7 , 2004, c. 11, a. 73 19 , 2004, c. 11, a. 73
c. P-32	Loi sur le Protecteur du citoyen 15 , 2004, c. 37, a. 90
c. P-34.1	Loi sur la protection de la jeunesse 71 , 2004, c. 3, a. 22 71.1 , 2004, c. 3, a. 22 71.2 , 2004, c. 3, a. 22 71.3 , 2004, c. 3, a. 22 71.4 , 2004, c. 3, a. 22 71.5 , 2004, c. 3, a. 22 71.6 , 2004, c. 3, a. 22 71.7 , 2004, c. 3, a. 22 71.8 , 2004, c. 3, a. 22 71.9 , 2004, c. 3, a. 22 71.10 , 2004, c. 3, a. 22 71.11 , 2004, c. 3, a. 22 71.12 , 2004, c. 3, a. 22 71.13 , 2004, c. 3, a. 22 71.14 , 2004, c. 3, a. 22 71.15 , 2004, c. 3, a. 22 71.16 , 2004, c. 3, a. 22 71.17 , 2004, c. 3, a. 22 71.18 , 2004, c. 3, a. 22 71.19 , 2004, c. 3, a. 22 71.20 , 2004, c. 3, a. 22 71.21 , 2004, c. 3, a. 22 71.22 , 2004, c. 3, a. 22 71.23 , 2004, c. 3, a. 22 71.24 , 2004, c. 3, a. 22 71.25 , 2004, c. 3, a. 22 71.26 , 2004, c. 3, a. 22 71.27 , 2004, c. 3, a. 22 71.28 , 2004, c. 3, a. 22 72 , 2004, c. 3, a. 22 72.1 , 2004, c. 3, a. 22 72.1.1 , 2004, c. 3, a. 22 72.2 , 2004, c. 3, a. 22 72.3 , 2004, c. 3, a. 22 72.3.1 , 2004, c. 3, a. 22 72.3.2 , 2004, c. 3, a. 22 72.3.3 , 2004, c. 3, a. 22 72.3.4 , 2004, c. 3, a. 22 72.3.5 , 2004, c. 3, a. 22 72.3.6 , 2004, c. 3, a. 22 72.4 , 2004, c. 3, a. 22 131.1 , Ab. 2004, c. 3, a. 23 131.2 , Ab. 2004, c. 3, a. 23 132 , 2004, c. 3, a. 24 135.0.1 , 2004, c. 3, a. 25 135.1 , 2004, c. 3, a. 26 135.1.1 , 2004, c. 3, a. 27 135.1.3 , 2004, c. 3, a. 28

Référence	Titre Modifications
c. P-34.1	Loi sur la protection de la jeunesse — <i>Suite</i> 135.2 , 2004, c. 3, a. 29 135.2.1 , 2004, c. 3, a. 30
c. P-40.1	Loi sur la protection du consommateur 321 , 2004, c. 37, a. 90
c. Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement 2.2 , 2004, c. 24, a. 3 31 , 2004, c. 24, a. 4 31.0.1 , 2004, c. 24, a. 5 31.53 , 2004, c. 24, a. 6 53.31.3 , 2004, c. 24, a. 7 109 , 2004, c. 24, a. 8 114.3 , 2004, c. 24, a. 9 115.0.1 , 2004, c. 24, a. 10 116.1 , 2004, c. 24, a. 11 116.1.1 , 2004, c. 24, a. 12
c. R-5	Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec 33 , 2004, c. 21, a. 517 34 , 2004, c. 21, a. 518 34.1.4 , 2004, c. 21, a. 519 34.1.6 , 2004, c. 21, a. 520 34.1.6.1 , 2004, c. 21, a. 521 34.1.6.2 , 2004, c. 21, a. 521 37.4 , 2004, c. 21, a. 522
c. R-8.2	Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic Ann. C , 2004, c. 25, a. 65; 2004, c. 32, a. 56; 2004, c. 37, a. 90
c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec 3 , 2004, c. 12, a. 25 68 , 2004, c. 4, a. 46 69 , 2004, c. 4, a. 47
c. R-9.1	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants 2 , 2004, c. 39, a. 61 18 , 2004, c. 39, a. 62 34.1 , 2004, c. 39, a. 63 34.1.1 , 2004, c. 39, a. 64 34.2 , 2004, c. 39, a. 65 34.3 , 2004, c. 39, a. 66 34.7 , 2004, c. 39, a. 67 34.9 , 2004, c. 39, a. 68 34.11 , 2004, c. 39, a. 69 34.12 , 2004, c. 39, a. 70 34.13 , 2004, c. 39, a. 71 34.14 , 2004, c. 39, a. 72 34.16 , 2004, c. 39, a. 73 41.8 , 2004, c. 39, a. 74 59.1 , 2004, c. 39, a. 75 59.1.1 , 2004, c. 39, a. 76 59.2 , 2004, c. 39, a. 77 62 , 2004, c. 39, a. 78

Référence	Titre Modifications
c. R-9.2	<p>Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels</p> <p>1, 2004, c. 39, a. 1 1.1, 2004, c. 39, a. 1 2, 2004, c. 39, a. 1 3, 2004, c. 39, a. 1 4, 2004, c. 39, a. 1 4.1, 2004, c. 39, a. 1 5, 2004, c. 39, a. 1 5.0.1, 2004, c. 39, a. 1 5.1, 2004, c. 39, a. 1 6, 2004, c. 39, a. 1 7, 2004, c. 39, a. 1 8, 2004, c. 39, a. 1 8.1, 2004, c. 39, a. 1 8.2, 2004, c. 39, a. 1 8.3, 2004, c. 39, a. 1 8.4, 2004, c. 39, a. 1 8.5, 2004, c. 39, a. 1 8.6, 2004, c. 39, a. 1 8.7, 2004, c. 39, a. 1 8.8, 2004, c. 39, a. 1 14, 2004, c. 39, a. 3 14.1, 2004, c. 39, a. 4 14.2, 2004, c. 39, a. 5 15, 2004, c. 39, a. 6 16, 2004, c. 39, a. 6 17, 2004, c. 39, a. 6 17.1, 2004, c. 39, a. 6 17.2, 2004, c. 39, a. 6 18, 2004, c. 39, a. 6 19, 2004, c. 39, a. 6 20, 2004, c. 39, a. 6 21, 2004, c. 39, a. 6 22, 2004, c. 39, a. 6 23, 2004, c. 39, a. 6 24, 2004, c. 39, a. 6 24.1, 2004, c. 39, a. 6 25, 2004, c. 39, a. 6 26, 2004, c. 39, a. 6 27, 2004, c. 39, a. 6 28, 2004, c. 39, a. 6 29, 2004, c. 39, a. 6 30, 2004, c. 39, a. 6 31, 2004, c. 39, a. 6 32, 2004, c. 39, a. 6 32.1, 2004, c. 39, a. 6 33, 2004, c. 39, a. 6 34, 2004, c. 39, a. 6 35, 2004, c. 39, a. 6 36, 2004, c. 39, a. 6 37, 2004, c. 39, a. 6 38, 2004, c. 39, a. 6 39, 2004, c. 39, a. 6 40, 2004, c. 39, a. 6 41, 2004, c. 39, a. 6 41.1, 2004, c. 39, a. 6 41.2, 2004, c. 39, a. 6 41.3, 2004, c. 39, a. 6 41.4, 2004, c. 39, a. 6 41.5, 2004, c. 39, a. 6 41.6, 2004, c. 39, a. 6 41.7, 2004, c. 39, a. 6 41.8, 2004, c. 39, a. 6 41.9, 2004, c. 39, a. 6</p>

Référence	Titre Modifications
c. R-9.2	Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels — <i>Suite</i>
	41.10 , 2004, c. 39, a. 6 41.11 , 2004, c. 39, a. 6 41.12 , 2004, c. 39, a. 6 41.13 , 2004, c. 39, a. 6 41.14 , 2004, c. 39, a. 6 42 , 2004, c. 39, a. 7 42.0.1 , 2004, c. 39, a. 8 42.2 , 2004, c. 39, a. 9 43.2 , 2004, c. 39, a. 10 44 , 2004, c. 39, a. 11 46 , 2004, c. 39, a. 12 46.1 , 2004, c. 39, a. 13 48 , 2004, c. 39, a. 14 56 , 2004, c. 39, a. 15 57 , 2004, c. 39, a. 16 59 , 2004, c. 39, a. 17 66.1 , 2004, c. 39, a. 18 66.2 , 2004, c. 39, a. 19 67 , 2004, c. 39, a. 20 68 , 2004, c. 39, a. 21 70 , 2004, c. 39, a. 22 70.1 , 2004, c. 39, a. 23 71 , 2004, c. 39, a. 24 72 , 2004, c. 39, a. 25 73 , 2004, c. 39, a. 26 74 , 2004, c. 39, a. 27 74.1 , 2004, c. 39, a. 28 74.5 , 2004, c. 39, a. 29 74.6 , 2004, c. 39, a. 30 74.7 , 2004, c. 39, a. 31 74.8 , 2004, c. 39, a. 32 75 , 2004, c. 39, a. 33 79 , 2004, c. 39, a. 34 84 , 2004, c. 39, a. 35 86 , 2004, c. 39, a. 36 89 , 2004, c. 39, a. 37 91 , 2004, c. 39, a. 38 94 , 2004, c. 39, a. 39 98.1 , 2004, c. 39, a. 40 98.2 , 2004, c. 39, a. 41 99 , 2004, c. 39, a. 42 102 , 2004, c. 39, a. 43 106 , 2004, c. 39, a. 44 107 , 2004, c. 39, a. 44 108 , 2004, c. 39, a. 44 109 , 2004, c. 39, a. 44 110 , 2004, c. 39, a. 44 111 , 2004, c. 39, a. 44 112 , 2004, c. 39, a. 44 113 , 2004, c. 39, a. 44 115 , 2004, c. 39, a. 44 116 , 2004, c. 39, a. 44 117 , 2004, c. 39, a. 44 118 , 2004, c. 39, a. 44 119 , 2004, c. 39, a. 44 120 , 2004, c. 39, a. 44 121 , 2004, c. 39, a. 44 122 , 2004, c. 39, a. 44 123 , 2004, c. 39, a. 44 124 , 2004, c. 39, a. 44 125 , 2004, c. 39, a. 44 126 , 2004, c. 39, a. 45 128 , 2004, c. 39, a. 46

Référence	Titre Modifications
c. R-9.2	<p>Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels — <i>Suite</i></p> <p>130, 2004, c. 39, a. 47 132, 2004, c. 39, a. 48 132.1, 2004, c. 39, a. 49 132.1.1, 2004, c. 39, a. 50 132.2, 2004, c. 39, a. 51 132.3, 2004, c. 39, a. 52 133, 2004, c. 39, a. 53 135, 2004, c. 39, a. 54 136, 2004, c. 39, a. 54 136.1, 2004, c. 39, a. 54 137, 2004, c. 39, a. 54 138, 2004, c. 39, a. 54 138.1, 2004, c. 39, a. 54 139, 2004, c. 39, a. 54 140, 2004, c. 39, a. 55 143, 2004, c. 39, a. 56 143.1, 2004, c. 39, a. 57 143.2, 2004, c. 39, a. 57 143.3, 2004, c. 39, a. 57 143.4, 2004, c. 39, a. 57 143.5, 2004, c. 39, a. 57 143.6, 2004, c. 39, a. 57 143.7, 2004, c. 39, a. 57 143.8, 2004, c. 39, a. 57 143.9, 2004, c. 39, a. 57 143.10, 2004, c. 39, a. 57 143.11, 2004, c. 39, a. 57 143.12, 2004, c. 39, a. 57 143.13, 2004, c. 39, a. 57 143.14, 2004, c. 39, a. 57 143.15, 2004, c. 39, a. 57 143.16, 2004, c. 39, a. 57 143.17, 2004, c. 39, a. 57 143.18, 2004, c. 39, a. 57 143.19, 2004, c. 39, a. 57 143.20, 2004, c. 39, a. 57 143.21, 2004, c. 39, a. 57 143.22, 2004, c. 39, a. 57 143.23, 2004, c. 39, a. 57 143.24, 2004, c. 39, a. 57 143.25, 2004, c. 39, a. 57 143.26, 2004, c. 39, a. 57 143.27, 2004, c. 39, a. 57 143.28, 2004, c. 39, a. 57 143.29, 2004, c. 39, a. 57 144, 2004, c. 39, a. 58 147.5, 2004, c. 39, a. 59 147.6, 2004, c. 39, a. 59 147.7, 2004, c. 39, a. 59 147.8, 2004, c. 39, a. 59 147.9, 2004, c. 39, a. 59 147.10, 2004, c. 39, a. 59 Ann. I, 2004, c. 39, a. 60</p>
c. R-9.3	<p>Loi sur le régime de retraite des élus municipaux</p> <p>36, 2004, c. 20, a. 193 67.3, 2004, c. 29, a. 154 74, 2004, c. 20, a. 196 74.1, 2004, c. 20, a. 196 74.2, 2004, c. 20, a. 196 74.3, 2004, c. 20, a. 196</p>

Référence	Titre Modifications
c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
	2, 2004, c. 39, a. 79
	4, 2004, c. 39, a. 80
	16.2, 2004, c. 39, a. 81
	18.1, 2004, c. 39, a. 82
	18.2, 2004, c. 39, a. 83
	20.2, 2004, c. 39, a. 84
	24, 2004, c. 39, a. 85
	24.0.2, 2004, c. 39, a. 86
	25, 2004, c. 39, a. 87
	26, 2004, c. 39, a. 88
	28, 2004, c. 39, a. 89
	29, 2004, c. 39, a. 90
	29.0.1, 2004, c. 39, a. 91
	36.0.1, 2004, c. 39, a. 92
	36.2, 2004, c. 39, a. 93
	43.2, 2004, c. 39, a. 94
	46, 2004, c. 39, a. 95
	46.1, 2004, c. 39, a. 96
	46.2, 2004, c. 39, a. 97
	47, 2004, c. 39, a. 98
	49.1, 2004, c. 39, a. 99
	50, 2004, c. 39, a. 100
	53, 2004, c. 39, a. 101
	55, 2004, c. 39, a. 102
	58, 2004, c. 39, a. 103
	59, 2004, c. 39, a. 104
	59.1, 2004, c. 39, a. 105
	59.2, 2004, c. 39, a. 106
	59.5, 2004, c. 39, a. 107
	59.6, 2004, c. 39, a. 108
	59.6.0.1, 2004, c. 39, a. 109
	59.6.0.2, 2004, c. 39, a. 110
	60, 2004, c. 39, a. 111
	73.7, 2004, c. 39, a. 112
	74.2, 2004, c. 39, a. 113
	75, 2004, c. 39, a. 114
	85.1, 2004, c. 39, a. 115
	85.3, 2004, c. 39, a. 116
	85.4, 2004, c. 39, a. 117
	85.5.2, 2004, c. 39, a. 118
	85.12, 2004, c. 39, a. 119
	85.16, 2004, c. 39, a. 120
	86, 2004, c. 39, a. 121
	95, 2004, c. 39, a. 122
	101, 2004, c. 39, a. 123
	109.2, 2004, c. 39, a. 124
	109.3, 2004, c. 39, a. 124
	109.4, 2004, c. 39, a. 124
	109.5, 2004, c. 39, a. 124
	109.6, 2004, c. 39, a. 124
	109.7, 2004, c. 39, a. 124
	109.8, 2004, c. 39, a. 124
	109.9, 2004, c. 39, a. 124
	109.10, 2004, c. 39, a. 124
	114, Ab. 2004, c. 39, a. 125
	114.1, 2004, c. 39, a. 126
	115.1, 2004, c. 39, a. 127
	115.5, 2004, c. 39, a. 128
	115.7, Ab. 2004, c. 39, a. 129
	115.8, Ab. 2004, c. 39, a. 129
	115.9, Ab. 2004, c. 39, a. 129
	116, 2004, c. 39, a. 130

Référence	Titre Modifications
c. R-10	<p>Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — <i>Suite</i></p> <p> 117, 2004, c. 39, a. 131 121, 2004, c. 39, a. 132 122.0.1, 2004, c. 39, a. 133 124, 2004, c. 39, a. 134 128.1, 2004, c. 39, a. 135 133.16, 2004, c. 39, a. 136 133.17, 2004, c. 39, a. 136 134, 2004, c. 39, a. 137 137, 2004, c. 39, a. 138 138, 2004, c. 39, a. 139 139, 2004, c. 39, a. 140 140, 2004, c. 39, a. 141 141, 2004, c. 39, a. 142 142, 2004, c. 39, a. 143 144, 2004, c. 39, a. 144 145, 2004, c. 39, a. 145 147.0.4, 2004, c. 39, a. 146 151, 2004, c. 39, a. 147 153, 2004, c. 39, a. 148 158, 2004, c. 39, a. 149 158.0.2, 2004, c. 39, a. 150 158.7, Ab. 2004, c. 39, a. 151 167, 2004, c. 39, a. 152 173.0.1, 2004, c. 39, a. 153 179, 2004, c. 39, a. 154 181, 2004, c. 39, a. 155 190, 2004, c. 39, a. 156 191, 2004, c. 39, a. 157 194, 2004, c. 39, a. 158 198, 2004, c. 39, a. 159 203, 2004, c. 39, a. 160 208, 2004, c. 39, a. 161 215, 2004, c. 39, a. 162 215.0.2, 2004, c. 39, a. 163 215.12, 2004, c. 39, a. 164 215.13, 2004, c. 39, a. 165 215.15, 2004, c. 39, a. 166 216.1, 2004, c. 39, a. 167 216.1.1, 2004, c. 39, a. 168 216.2, 2004, c. 39, a. 169 217, 2004, c. 39, a. 170 218, 2004, c. 39, a. 171 219, 2004, c. 39, a. 172 221.1, 2004, c. 39, a. 173 223.1, 2004, c. 39, a. 174 Ann. I, 2004, c. 25, a. 66; 2004, c. 32, a. 57; 2004, c. 37, a. 83; 2004, c. 39, a. 175 Ann. IV, Ab. 2004, c. 39, a. 176 Ann. V, Ab. 2004, c. 39, a. 176 Ann. VI, 2004, c. 39, a. 177 Ann. VII, 2004, c. 39, a. 178 </p>
c. R-11	<p>Loi sur le régime de retraite des enseignants</p> <p> 3, 2004, c. 39, a. 179 5, 2004, c. 39, a. 180 10.1.1, 2004, c. 39, a. 181 10.2, 2004, c. 39, a. 182 15.1, 2004, c. 39, a. 183 15.2, 2004, c. 39, a. 184 21, 2004, c. 39, a. 185 22, 2004, c. 39, a. 186 23, 2004, c. 39, a. 187 </p>

Référence	Titre Modifications
c. R-11	<p>Loi sur le régime de retraite des enseignants — <i>Suite</i></p> <p>27.1, Ab. 2004, c. 39, a. 188 27.2, Ab. 2004, c. 39, a. 188 27.3, Ab. 2004, c. 39, a. 188 28.4, 2004, c. 39, a. 189 28.5.2, 2004, c. 39, a. 190 28.5.6, 2004, c. 39, a. 191 28.5.9, 2004, c. 39, a. 192 28.6, 2004, c. 39, a. 193 29.0.1, 2004, c. 39, a. 194 73, 2004, c. 39, a. 195 78.1, 2004, c. 39, a. 196</p>
c. R-12	<p>Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires</p> <p>60.3, 2004, c. 39, a. 197 62.1, 2004, c. 39, a. 198 62.2, 2004, c. 39, a. 199 63.1.0.1, 2004, c. 39, a. 200 66.1, 2004, c. 39, a. 201 66.2, 2004, c. 39, a. 202 69.0.0.1, 2004, c. 39, a. 203 92, Ab. 2004, c. 39, a. 204 93, Ab. 2004, c. 39, a. 204 93.1, Ab. 2004, c. 39, a. 204 95, 2004, c. 39, a. 205 96, 2004, c. 39, a. 206 99.8, 2004, c. 39, a. 207 99.9.2, 2004, c. 39, a. 208 99.17.1, 2004, c. 39, a. 209 99.17.4, 2004, c. 39, a. 210 109, 2004, c. 39, a. 211 111.0.1.1, 2004, c. 39, a. 212 111.0.2, 2004, c. 39, a. 213 114.1, 2004, c. 39, a. 214</p>
c. R-12.1	<p>Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement</p> <p>2, 2004, c. 39, a. 215 3, 2004, c. 39, a. 216 9, 2004, c. 39, a. 217 23, 2004, c. 39, a. 218 30, 2004, c. 39, a. 219 30.1, 2004, c. 39, a. 220 33.1, 2004, c. 39, a. 221 38, 2004, c. 39, a. 222 39, 2004, c. 39, a. 223 40, 2004, c. 39, a. 224 41, 2004, c. 39, a. 225 41.1, 2004, c. 39, a. 226 53, 2004, c. 39, a. 227 54, 2004, c. 39, a. 228 64, 2004, c. 39, a. 229 67, 2004, c. 39, a. 230 68, 2004, c. 39, a. 231 69, 2004, c. 39, a. 232 70, 2004, c. 39, a. 233 72, 2004, c. 39, a. 234 73, 2004, c. 39, a. 235 75, 2004, c. 39, a. 236 77, 2004, c. 39, a. 237 79, 2004, c. 39, a. 238 80, 2004, c. 39, a. 239</p>

Référence	Titre Modifications
c. R-12.1	<p>Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement — <i>Suite</i></p> <p>84, 2004, c. 39, a. 240 85, 2004, c. 39, a. 241 86, 2004, c. 39, a. 242 87, 2004, c. 39, a. 243 89, 2004, c. 39, a. 244 110, 2004, c. 39, a. 245 113, 2004, c. 39, a. 246 114, 2004, c. 39, a. 247 118, 2004, c. 39, a. 248 125, 2004, c. 39, a. 249 126, 2004, c. 39, a. 250 128, 2004, c. 39, a. 251 130, 2004, c. 39, a. 252 131, 2004, c. 39, a. 253 134, 2004, c. 39, a. 254 138.1, 2004, c. 39, a. 255 138.2, 2004, c. 39, a. 255 138.3, 2004, c. 39, a. 255 138.4, 2004, c. 39, a. 255 138.5, 2004, c. 39, a. 255 138.6, 2004, c. 39, a. 255 138.7, 2004, c. 39, a. 255 138.8, 2004, c. 39, a. 255 138.9, 2004, c. 39, a. 255 144, 2004, c. 39, a. 256 146, 2004, c. 39, a. 257 149, Ab. 2004, c. 39, a. 258 150, Ab. 2004, c. 39, a. 258 151, Ab. 2004, c. 39, a. 258 153, 2004, c. 39, a. 259 157, 2004, c. 39, a. 260 178, 2004, c. 39, a. 261 195.1, 2004, c. 39, a. 262 195.2, 2004, c. 39, a. 262 196, 2004, c. 39, a. 263 199, 2004, c. 39, a. 264 200, 2004, c. 39, a. 265 201, 2004, c. 39, a. 266 203, 2004, c. 39, a. 267 204, 2004, c. 39, a. 268 205, 2004, c. 39, a. 269 206, 2004, c. 39, a. 270 209, 2004, c. 39, a. 271 211, 2004, c. 39, a. 272 Ann. I, 2004, c. 39, a. 273 Ann. II, 2004, c. 25, a. 67; 2004, c. 32, a. 58; 2004, c. 37, a. 84; 2004, c. 39, a. 274 Ann. VII, 2004, c. 39, a. 275 Ann. VIII, 2004, c. 39, a. 276</p>
c. R-15.1	<p>Loi sur les régimes complémentaires de retraite</p> <p>306.1.1, 2004, c. 20, a. 197</p>
c. R-17.1	<p>Loi sur le registraire des entreprises</p> <p>Ann. I, 2004, c. 37, a. 85</p>
c. R-20.1	<p>Loi sur le remboursement d'impôts fonciers</p> <p>1.3.1, 2004, c. 21, a. 523 1.4, 2004, c. 21, a. 524 21, 2004, c. 4, a. 48</p>

Référence	Titre Modifications
c. R-20.1	Loi sur le remboursement d'impôts fonciers — <i>Suite</i> 22 , 2004, c. 4, a. 49 23 , 2004, c. 4, a. 50 27 , 2004, c. 4, a. 51 28 , 2004, c. 4, a. 52 29 , Ab. 2004, c. 4, a. 53 30 , Ab. 2004, c. 4, a. 53 31 , Ab. 2004, c. 4, a. 53 32 , Ab. 2004, c. 4, a. 53 33 , Ab. 2004, c. 4, a. 53 34 , Ab. 2004, c. 4, a. 53 35 , Ab. 2004, c. 4, a. 53 36 , Ab. 2004, c. 4, a. 53 37 , Ab. 2004, c. 4, a. 53 38 , Ab. 2004, c. 4, a. 53
c. S-5	Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris 134 , 2004, c. 37, a. 90
c. S-11.011	Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec 2 , 2004, c. 34, a. 2 2.1 , Ab. 2004, c. 34, a. 3 5 , 2004, c. 34, a. 4 7 , 2004, c. 34, a. 6 7.1 , 2004, c. 34, a. 6 7.2 , 2004, c. 34, a. 6 11 , 2004, c. 34, a. 7 13 , 2004, c. 34, a. 8 16.3 , 2004, c. 34, a. 9 16.4 , 2004, c. 34, a. 10 17.1 , 2004, c. 2, a. 78 17.2 , 2004, c. 34, a. 11 17.3 , 2004, c. 34, a. 11 17.4 , 2004, c. 34, a. 11 17.5 , 2004, c. 34, a. 11 17.6 , 2004, c. 34, a. 11 17.7 , 2004, c. 34, a. 11 19 , 2004, c. 34, a. 12 23.0.1 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.2 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.3 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.4 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.5 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.6 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.7 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.8 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.9 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.10 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.11 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.12 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.13 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.14 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.15 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.16 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.17 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.18 , 2004, c. 34, a. 13 23.0.19 , 2004, c. 34, a. 13
c. S-11.012	Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec Ab. , 2004, c. 11, a. 1

Référence	Titre Modifications
c. S-13.01	Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec 18 , 2004, c. 11, a. 60
c. S-13.1	Loi sur la Société des loteries du Québec 18 , 2004, c. 37, a. 90
c. S-16.01	Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud Ab. , 2004, c. 40, a. 8
c. S-25.1	Loi sur les sociétés d'entraide économique 37 , 2004, c. 37, a. 90 40 , 2004, c. 37, a. 90 41 , 2004, c. 37, a. 90 91 , 2004, c. 37, a. 90 101 , 2004, c. 37, a. 90 102 , 2004, c. 37, a. 90 103 , 2004, c. 37, a. 90 104 , 2004, c. 37, a. 90 108 , 2004, c. 37, a. 90 110 , 2004, c. 37, a. 90 111 , 2004, c. 37, a. 90 113 , 2004, c. 37, a. 90 116 , 2004, c. 37, a. 90 118 , 2004, c. 37, a. 90 121 , 2004, c. 37, a. 90 122 , 2004, c. 37, a. 90 125 , 2004, c. 37, a. 90 131 , 2004, c. 37, a. 90 133 , 2004, c. 37, a. 90 134 , 2004, c. 37, a. 90 135 , 2004, c. 37, a. 90 137 , 2004, c. 37, a. 90 144 , 2004, c. 37, a. 90 145 , 2004, c. 37, a. 90 147 , 2004, c. 37, a. 90 149 , 2004, c. 37, a. 90 150 , 2004, c. 37, a. 90 151 , 2004, c. 37, a. 90 152 , 2004, c. 37, a. 90 153 , 2004, c. 37, a. 90 155 , 2004, c. 37, a. 90 157 , 2004, c. 37, a. 90 158 , 2004, c. 37, a. 90 160 , 2004, c. 37, a. 90 161 , 2004, c. 37, a. 90 169 , 2004, c. 37, a. 90 170 , 2004, c. 37, a. 90 175 , 2004, c. 37, a. 90 190 , 2004, c. 37, a. 90 192 , 2004, c. 37, a. 90 202 , 2004, c. 37, a. 90
c. S-29.01	Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne 2 , 2004, c. 37, a. 90 13 , 2004, c. 37, a. 90 14 , 2004, c. 37, a. 90 15 , 2004, c. 37, a. 90 16 , 2004, c. 37, a. 90 18 , 2004, c. 37, a. 90 19 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. S-29.01	Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne — <i>Suite</i>
	24 , 2004, c. 37, a. 90 25 , 2004, c. 37, a. 90 26 , 2004, c. 37, a. 90 27 , 2004, c. 37, a. 90 28 , 2004, c. 37, a. 90 30 , 2004, c. 37, a. 90 37 , 2004, c. 37, a. 90 38 , 2004, c. 37, a. 90 39 , 2004, c. 37, a. 90 40 , 2004, c. 37, a. 90 41 , 2004, c. 37, a. 90 43 , 2004, c. 37, a. 90 50 , 2004, c. 37, a. 90 51 , 2004, c. 37, a. 90 52 , 2004, c. 37, a. 90 54 , 2004, c. 37, a. 90 56 , 2004, c. 37, a. 90 58.1 , 2004, c. 37, a. 86 67 , 2004, c. 37, a. 90 71 , 2004, c. 37, a. 90 75 , 2004, c. 37, a. 90 77 , 2004, c. 37, a. 90 96 , 2004, c. 37, a. 90 97 , 2004, c. 37, a. 90 98 , 2004, c. 37, a. 90 102 , 2004, c. 37, a. 90 108 , 2004, c. 37, a. 90 118 , 2004, c. 37, a. 90 119 , 2004, c. 37, a. 90 121 , 2004, c. 37, a. 90 122 , 2004, c. 37, a. 90 123 , 2004, c. 37, a. 90 125 , 2004, c. 37, a. 90 130 , 2004, c. 37, a. 90 133 , 2004, c. 37, a. 90 137 , 2004, c. 37, a. 90 148 , 2004, c. 37, a. 90 149 , 2004, c. 37, a. 90 153.2 , 2004, c. 37, a. 90 153.3 , 2004, c. 37, a. 90 153.4 , 2004, c. 37, a. 87 153.5 , 2004, c. 37, a. 90 153.6 , 2004, c. 37, a. 90 155 , 2004, c. 37, a. 90 156 , 2004, c. 37, a. 90 163 , 2004, c. 37, a. 90 164 , 2004, c. 37, a. 90 165 , 2004, c. 37, a. 90 166 , 2004, c. 37, a. 90 167 , 2004, c. 37, a. 90 169 , 2004, c. 37, a. 90 169.1 , 2004, c. 37, a. 90 169.2 , 2004, c. 37, a. 90 172 , 2004, c. 37, a. 90 177 , 2004, c. 37, a. 90 192 , 2004, c. 37, a. 90 194 , 2004, c. 37, a. 90 195 , 2004, c. 37, a. 90 196 , 2004, c. 37, a. 90 197 , 2004, c. 37, a. 90 198 , 2004, c. 37, a. 90 199 , 2004, c. 37, a. 90 203 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. S-29.01	Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne — <i>Suite</i>
	210 , 2004, c. 37, a. 90 211 , 2004, c. 37, a. 90 212 , 2004, c. 37, a. 90 214 , 2004, c. 37, a. 90 216 , 2004, c. 37, a. 90 222 , 2004, c. 37, a. 90 226 , 2004, c. 37, a. 90 227 , 2004, c. 37, a. 90 228 , 2004, c. 37, a. 90 233 , 2004, c. 37, a. 90 234 , 2004, c. 37, a. 90 235 , 2004, c. 37, a. 90 236 , 2004, c. 37, a. 90 237 , 2004, c. 37, a. 90 238 , 2004, c. 37, a. 90 240 , 2004, c. 37, a. 90 241 , 2004, c. 37, a. 90 242 , 2004, c. 37, a. 90 243 , 2004, c. 37, a. 90 244 , 2004, c. 37, a. 90 245 , 2004, c. 37, a. 90 246 , 2004, c. 37, a. 90 247 , 2004, c. 37, a. 90 248 , 2004, c. 37, a. 90 251 , 2004, c. 37, a. 90 264 , 2004, c. 37, a. 90 265 , 2004, c. 37, a. 90 270 , 2004, c. 37, a. 90 271 , 2004, c. 37, a. 90 276 , 2004, c. 37, a. 90 280 , 2004, c. 37, a. 90 285 , 2004, c. 37, a. 90 286 , 2004, c. 37, a. 90 293 , 2004, c. 37, a. 90 296 , 2004, c. 37, a. 90 297 , 2004, c. 37, a. 90 298 , 2004, c. 37, a. 90 302 , 2004, c. 37, a. 90 303 , 2004, c. 37, a. 90 304 , 2004, c. 37, a. 90 305 , 2004, c. 37, a. 90 306 , 2004, c. 37, a. 90 307 , 2004, c. 37, a. 90 308 , 2004, c. 37, a. 90 309 , 2004, c. 37, a. 90 310 , 2004, c. 37, a. 90 312 , 2004, c. 37, a. 90 313 , 2004, c. 37, a. 90 314 , 2004, c. 37, a. 90 314.1 , 2004, c. 37, a. 90 315 , 2004, c. 37, a. 90 316 , 2004, c. 37, a. 90 317 , 2004, c. 37, a. 90 318 , 2004, c. 37, a. 90 319 , 2004, c. 37, a. 90 320 , 2004, c. 37, a. 90 321 , 2004, c. 37, a. 90 322 , 2004, c. 37, a. 90 323 , 2004, c. 37, a. 90 324 , 2004, c. 37, a. 90 325 , 2004, c. 37, a. 90 326 , 2004, c. 37, a. 90 327 , 2004, c. 37, a. 90

Référence	Titre Modifications
c. S-29.01	Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne — <i>Suite</i> 328 , 2004, c. 37, a. 90 329 , 2004, c. 37, a. 90 331 , 2004, c. 37, a. 90 335 , 2004, c. 37, a. 90 336 , 2004, c. 37, a. 90 337 , 2004, c. 37, a. 90 339 , 2004, c. 37, a. 90 341 , 2004, c. 37, a. 90 344 , 2004, c. 37, a. 90 345 , 2004, c. 37, a. 90 346 , 2004, c. 37, a. 90 351 , 2004, c. 37, a. 90 356 , 2004, c. 37, a. 90 361 , 2004, c. 37, a. 90 382 , 2004, c. 37, a. 90 385 , 2004, c. 37, a. 90 388 , 2004, c. 37, a. 90 389 , 2004, c. 37, a. 90 390 , 2004, c. 37, a. 90 391 , 2004, c. 37, a. 90 392 , 2004, c. 37, a. 90 393 , 2004, c. 37, a. 90 394 , 2004, c. 37, a. 90 395 , 2004, c. 37, a. 90 401 , 2004, c. 37, a. 90 406 , 2004, c. 37, a. 90 406.1 , 2004, c. 37, a. 88 407 , 2004, c. 37, a. 90
c. S-30.01	Loi sur les sociétés de transport en commun 71 , 2004, c. 37, a. 90
c. S-32.001	Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale 79.5 , 2004, c. 21, a. 525 95 , 2004, c. 4, a. 54 97 , 2004, c. 4, a. 55 158 , 2004, c. 21, a. 526
c. S-32.01	Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs 10.1 , 2004, c. 16, a. 1 26 , 2004, c. 16, a. 2 43 , 2004, c. 16, a. 4 45.1 , 2004, c. 16, a. 5
c. S-32.1	Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma 1 , 2004, c. 16, a. 6 33.1 , 2004, c. 16, a. 7 35.1 , 2004, c. 16, a. 8 44 , 2004, c. 16, a. 9 47.2 , 2004, c. 16, a. 10 63.1 , 2004, c. 16, a. 11
c. S-35	Loi sur les substituts du procureur général 1 , 2004, c. 22, a. 1 9.1 , 2004, c. 22, a. 2 9.2 , 2004, c. 22, a. 3

Référence	Titre Modifications
c. S-35	Loi sur les substituts du procureur général — <i>Suite</i> 9.3 , 2004, c. 22, a. 4 9.4 , 2004, c. 22, a. 5 9.7 , 2004, c. 22, a. 6 9.9 , 2004, c. 22, a. 7 10.1 , 2004, c. 22, a. 8 11 , 2004, c. 22, a. 9 12.1 , 2004, c. 22, a. 10 12.2 , 2004, c. 22, a. 10 12.3 , 2004, c. 22, a. 10 12.4 , 2004, c. 22, a. 10 12.5 , 2004, c. 22, a. 10 12.6 , 2004, c. 22, a. 10 12.7 , 2004, c. 22, a. 10 12.8 , 2004, c. 22, a. 10 12.9 , 2004, c. 22, a. 10 12.10 , 2004, c. 22, a. 10 12.11 , 2004, c. 22, a. 10 12.12 , 2004, c. 22, a. 10 12.13 , 2004, c. 22, a. 10 13 , 2004, c. 22, a. 11 17 , 2004, c. 22, a. 12 19 , 2004, c. 22, a. 13 20 , 2004, c. 22, a. 13 21 , 2004, c. 22, a. 13 22 , 2004, c. 22, a. 13 23 , 2004, c. 22, a. 13 24 , 2004, c. 22, a. 13 25 , 2004, c. 22, a. 13 26 , 2004, c. 22, a. 13 27 , 2004, c. 22, a. 13 28 , 2004, c. 22, a. 13
c. S-40	Loi sur les syndicats professionnels 9 , 2004, c. 37, a. 90 20 , 2004, c. 37, a. 90
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec 1 , 2004, c. 37, a. 90 17.0.2 , 2004, c. 21, a. 527 55.0.3 , 2004, c. 21, a. 528 203 , 2004, c. 21, a. 529 292 , 2004, c. 21, a. 530 352.1 , 2004, c. 21, a. 531 402.3 , 2004, c. 21, a. 532 408 , 2004, c. 21, a. 533 411 , 2004, c. 21, a. 534 417 , 2004, c. 21, a. 535 433.9 , 2004, c. 8, a. 215 447 , 2004, c. 21, a. 536 457.1.3 , 2004, c. 21, a. 537 457.1.4 , 2004, c. 21, a. 537 457.1.5 , 2004, c. 21, a. 537 457.1.6 , 2004, c. 21, a. 537 457.2 , 2004, c. 21, a. 538 473.1.1 , 2004, c. 21, a. 539 483 , 2004, c. 4, a. 56 519 , 2004, c. 37, a. 90 529 , 2004, c. 21, a. 540 541.23 , 2004, c. 21, a. 541 541.24 , 2004, c. 21, a. 542 541.25 , 2004, c. 21, a. 543

Référence	Titre Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i> 541.26 , 2004, c. 21, a. 544 541.27 , 2004, c. 21, a. 545 541.32 , 2004, c. 21, a. 546 541.34 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 541.35 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 541.36 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 541.37 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 541.38 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 541.39 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 541.40 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 541.41 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 541.42 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 541.43 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 541.44 , Ab. 2004, c. 21, a. 547 677 , 2004, c. 8, a. 216 678 , 2004, c. 21, a. 548
c. T-1	Loi concernant la taxe sur les carburants 10.2 , 2004, c. 4, a. 57 18 , 2004, c. 9, a. 2 26 , 2004, c. 4, a. 58 52.1 , Ab. 2004, c. 9, a. 3
c. T-8.1	Loi sur les terres du domaines de l'État 58.1 , 2004, c. 20, a. 198
c. T-11.001	Loi sur le traitement des élus municipaux 12 , 2004, c. 20, a. 199 13 , 2004, c. 20, a. 200 16 , 2004, c. 20, a. 201 22 , 2004, c. 20, a. 202 30.1 , 2004, c. 20, a. 203 31.6 , 2004, c. 20, a. 205 32 , 2004, c. 20, a. 206 32.1 , 2004, c. 20, a. 207 32.2 , 2004, c. 20, a. 207
c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires 158 , 2004, c. 12, a. 1 159 , 2004, c. 12, a. 1 160 , 2004, c. 12, a. 1 161 , 2004, c. 12, a. 1 162 , 2004, c. 12, a. 1 162.1 , 2004, c. 12, a. 1 163 , 2004, c. 12, a. 1 164 , 2004, c. 12, a. 1 165 , 2004, c. 12, a. 1 166 , 2004, c. 12, a. 1 167 , 2004, c. 12, a. 1 168 , 2004, c. 12, a. 1 169 , 2004, c. 12, a. 1 170 , 2004, c. 12, a. 1 171 , 2004, c. 12, a. 1 172 , 2004, c. 12, a. 1 173 , 2004, c. 12, a. 1 174 , 2004, c. 12, a. 1 175 , 2004, c. 12, a. 1 176 , 2004, c. 12, a. 1 177 , 2004, c. 12, a. 1 178 , 2004, c. 12, a. 1

Référence	Titre Modifications
c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires — <i>Suite</i> 179 , 2004, c. 12, a. 1 180 , 2004, c. 12, a. 1 181 , 2004, c. 12, a. 1 182 , 2004, c. 12, a. 1 224.9 , 2004, c. 41, a. 1 231 , 2004, c. 41, a. 2 246.29 , 2004, c. 12, a. 3 246.30 , 2004, c. 12, a. 4 246.31 , 2004, c. 12, a. 5 246.36 , 2004, c. 12, a. 6 246.41 , 2004, c. 12, a. 7 246.42 , 2004, c. 12, a. 8 257 , 2004, c. 12, a. 9 258 , 2004, c. 12, a. 10 260 , 2004, c. 12, a. 11 262 , 2004, c. 12, a. 12 268 , 2004, c. 12, a. 13 269.5 , 2004, c. 12, a. 14 271 , 2004, c. 12, a. 15 279 , 2004, c. 12, a. 16 280 , 2004, c. 12, a. 17 Ann. II , 2004, c. 12, a. 18 Ann. III , 2004, c. 12, a. 19 Ann. IV , 2004, c. 12, a. 20 Ann. V , 2004, c. 12, a. 20
c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières 3 , 2004, c. 37, a. 1 4 , 2004, c. 37, a. 2 5 , 2004, c. 37, a. 3 7 , 2004, c. 37, a. 90 7.1 , 2004, c. 37, a. 90 10.2 , 2004, c. 37, a. 90 10.5 , 2004, c. 37, a. 90 10.6 , 2004, c. 37, a. 90 11 , 2004, c. 37, a. 90 12 , 2004, c. 37, a. 90 14 , 2004, c. 37, a. 90 15 , 2004, c. 37, a. 90 20 , 2004, c. 37, a. 90 27 , 2004, c. 37, a. 90 28 , 2004, c. 37, a. 90 34 , 2004, c. 37, a. 90 35 , 2004, c. 37, a. 90 37 , 2004, c. 37, a. 90 38 , 2004, c. 37, a. 90 39 , 2004, c. 37, a. 90 40 , 2004, c. 37, a. 90 40.1 , 2004, c. 37, a. 4 41 , 2004, c. 37, a. 5 42 , 2004, c. 37, a. 6 43 , 2004, c. 37, a. 7 44 , Ab. 2004, c. 37, a. 8; 2004, c. 37, a. 90 45 , Ab. 2004, c. 37, a. 8 46 , Ab. 2004, c. 37, a. 8; 2004, c. 37, a. 90 47 , Ab. 2004, c. 37, a. 8; 2004, c. 37, a. 90 47.1 , Ab. 2004, c. 37, a. 8 48 , Ab. 2004, c. 37, a. 8; 2004, c. 37, a. 90 48.1 , Ab. 2004, c. 37, a. 8; 2004, c. 37, a. 90 48.2 , Ab. 2004, c. 37, a. 8 49 , Ab. 2004, c. 37, a. 8; 2004, c. 37, a. 90 50 , Ab. 2004, c. 37, a. 8; 2004, c. 37, a. 90 51 , Ab. 2004, c. 37, a. 8

Référence	Titre Modifications
c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières — <i>Suite</i>
	52, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	53, Ab. 2004, c. 37, a. 8; 2004, c. 37, a. 90
	53.1, Ab. 2004, c. 37, a. 8; 2004, c. 37, a. 90
	54, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	55, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	56, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	56.1, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	57, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	58, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	59, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	59.1, Ab. 2004, c. 37, a. 8; 2004, c. 37, a. 90
	60, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	61, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	62, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	63, Ab. 2004, c. 37, a. 8
	64, 2004, c. 37, a. 90
	66, 2004, c. 37, a. 90
	67, 2004, c. 37, a. 90
	68, 2004, c. 37, a. 9
	68.1, 2004, c. 37, a. 10
	69, 2004, c. 37, a. 90
	69.1, 2004, c. 37, a. 90
	70, 2004, c. 37, a. 90
	71, 2004, c. 37, a. 90
	73, 2004, c. 37, a. 90
	75, 2004, c. 37, a. 90
	76, 2004, c. 37, a. 90
	77, 2004, c. 37, a. 90
	78, 2004, c. 37, a. 90
	79, 2004, c. 37, a. 90
	80.1, Ab. 2004, c. 37, a. 11; 2004, c. 37, a. 90
	82, 2004, c. 37, a. 90
	84, 2004, c. 37, a. 90
	85, 2004, c. 37, a. 90
	92, 2004, c. 37, a. 90
	96, 2004, c. 37, a. 90
	104, 2004, c. 37, a. 90
	108, 2004, c. 37, a. 90
	119, 2004, c. 37, a. 90
	120, 2004, c. 37, a. 90
	121, 2004, c. 37, a. 90
	128, 2004, c. 37, a. 90
	130, 2004, c. 37, a. 90
	133, 2004, c. 37, a. 90
	139, 2004, c. 37, a. 90
	140, 2004, c. 37, a. 90
	142, 2004, c. 37, a. 90
	145, 2004, c. 37, a. 90
	147, 2004, c. 37, a. 90
	147.10, 2004, c. 37, a. 90
	147.11, 2004, c. 37, a. 90
	147.15, 2004, c. 37, a. 90
	147.16, 2004, c. 37, a. 90
	147.21, 2004, c. 37, a. 12
	148, 2004, c. 37, a. 90
	148.1, 2004, c. 37, a. 90
	149, 2004, c. 37, a. 90
	151, 2004, c. 37, a. 90
	151.1, 2004, c. 37, a. 90
	151.1.1, 2004, c. 37, a. 90
	153, 2004, c. 37, a. 90
	155.1, Ab. 2004, c. 37, a. 13
	156, Ab. 2004, c. 37, a. 13
	156.1, Ab. 2004, c. 37, a. 13

Référence	Titre Modifications
c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières — <i>Suite</i>
	157 , Ab. 2004, c. 37, a. 13 158 , 2004, c. 37, a. 90 159 , 2004, c. 37, a. 14 160.2 , 2004, c. 37, a. 15 160.3 , 2004, c. 37, a. 15 168.1 , 2004, c. 37, a. 90 168.1.2 , 2004, c. 37, a. 90 168.1.3 , 2004, c. 37, a. 16 168.1.4 , 2004, c. 37, a. 90 169 , 2004, c. 37, a. 90 170 , 2004, c. 37, a. 90 171 , 2004, c. 37, a. 90 171.1 , 2004, c. 37, a. 17 192 , 2004, c. 37, a. 90 195 , 2004, c. 37, a. 90 195.1 , 2004, c. 37, a. 90 197 , 2004, c. 37, a. 90 199 , 2004, c. 37, a. 90 204 , 2004, c. 37, a. 18 210 , 2004, c. 37, a. 90 210.1 , 2004, c. 37, a. 90 211 , 2004, c. 37, a. 90 212 , 2004, c. 37, a. 90 213 , 2004, c. 37, a. 19 221 , 2004, c. 37, a. 90 229 , 2004, c. 37, a. 20 233 , 2004, c. 37, a. 90 236 , 2004, c. 37, a. 90 237 , 2004, c. 37, a. 21 238 , 2004, c. 37, a. 90 239 , 2004, c. 37, a. 90 240 , 2004, c. 37, a. 90 242 , 2004, c. 37, a. 90 243 , 2004, c. 37, a. 90 245 , 2004, c. 37, a. 90 247 , 2004, c. 37, a. 90 248 , 2004, c. 37, a. 90 249 , 2004, c. 37, a. 90 251 , 2004, c. 37, a. 90 256 , 2004, c. 37, a. 90 258 , 2004, c. 37, a. 90 259.1 , 2004, c. 37, a. 90 260 , 2004, c. 37, a. 90 263 , 2004, c. 37, a. 90 265 , 2004, c. 37, a. 90 268 , 2004, c. 37, a. 90 269 , 2004, c. 37, a. 90 269.1 , 2004, c. 37, a. 90 269.2 , 2004, c. 37, a. 90 271 , 2004, c. 37, a. 90 272 , 2004, c. 37, a. 90 272.1 , 2004, c. 37, a. 90 273.1 , 2004, c. 37, a. 23 273.2 , 2004, c. 37, a. 90 274 , 2004, c. 37, a. 90 274.1 , 2004, c. 37, a. 24 276 , 2004, c. 37, a. 90 276.2 , 2004, c. 37, a. 90 276.3 , 2004, c. 37, a. 90 276.4 , 2004, c. 37, a. 90 283 , 2004, c. 37, a. 25 284 , 2004, c. 37, a. 26; 2004, c. 37, a. 90 285 , 2004, c. 37, a. 26; 2004, c. 37, a. 90 286 , 2004, c. 37, a. 26

Référence	Titre Modifications
c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières — <i>Suite</i> 292 , 2004, c. 37, a. 90 293 , 2004, c. 37, a. 90 294 , 2004, c. 37, a. 90 294.1 , 2004, c. 37, a. 90 295 , 2004, c. 37, a. 90 295.1 , 2004, c. 37, a. 90 295.2 , 2004, c. 37, a. 90 296 , 2004, c. 37, a. 90 297 , 2004, c. 37, a. 90 297.1 , 2004, c. 37, a. 27; 2004, c. 37, a. 90 297.2 , 2004, c. 37, a. 28 297.3 , 2004, c. 37, a. 28 297.4 , 2004, c. 37, a. 28 297.5 , 2004, c. 37, a. 28 297.6 , 2004, c. 37, a. 28 298 , 2004, c. 37, a. 90 302 , 2004, c. 37, a. 90 302.1 , 2004, c. 37, a. 90 303 , 2004, c. 37, a. 90 306 , 2004, c. 37, a. 30; 2004, c. 37, a. 90 308 , 2004, c. 37, a. 31 308.1 , 2004, c. 37, a. 32 308.2 , 2004, c. 37, a. 32 308.3 , 2004, c. 37, a. 32 308.4 , 2004, c. 37, a. 32 309 , 2004, c. 37, a. 90 310 , 2004, c. 37, a. 33 311 , 2004, c. 37, a. 90 312 , 2004, c. 37, a. 90 312.1 , 2004, c. 37, a. 90 313 , 2004, c. 37, a. 90 314.1 , 2004, c. 37, a. 90 316 , 2004, c. 37, a. 90 318 , 2004, c. 37, a. 34 318.1 , 2004, c. 37, a. 90 319 , 2004, c. 37, a. 90 320 , 2004, c. 37, a. 90 320.1 , 2004, c. 37, a. 90 320.2 , 2004, c. 37, a. 90 321 , 2004, c. 37, a. 90 321.1 , 2004, c. 37, a. 90 322 , 2004, c. 37, a. 35 323.5 , 2004, c. 37, a. 90 330.1 , 2004, c. 37, a. 90 330.2 , 2004, c. 37, a. 90 330.3 , 2004, c. 37, a. 90 330.4 , 2004, c. 37, a. 90 330.5 , 2004, c. 37, a. 90 330.6 , 2004, c. 37, a. 36 330.9 , 2004, c. 37, a. 90 330.10 , 2004, c. 37, a. 90 331 , 2004, c. 37, a. 37 331.1 , 2004, c. 37, a. 38 331.2 , 2004, c. 37, a. 90 333 , 2004, c. 37, a. 90 334 , 2004, c. 37, a. 90 335 , 2004, c. 37, a. 90 338.1 , 2004, c. 37, a. 39
c. V-1.2	Loi sur les véhicules hors route 87.1 , 2004, c. 27, a. 1

Référence	Titre Modifications
c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik 259 , Ab. 2004, c. 20, a. 208 261 , Ab. 2004, c. 20, a. 209 261.1 , Ab. 2004, c. 20, a. 209 281 , 2004, c. 20, a. 210 296.1 , 2004, c. 20, a. 211 296.2 , 2004, c. 20, a. 211 296.3 , 2004, c. 20, a. 211 410 , 2004, c. 20, a. 212
2- LOIS NON SUJETTES À LA REFONTE, LOIS QUI NE SONT PAS ENCORE REFONDUES ET CODE CIVIL DU QUÉBEC	
1973, c. 68	Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance Ab. , 2004, c. 37, a. 89
1988, c. 18	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal 52 , 2004, c. 8, a. 217 54 , 2004, c. 8, a. 218
1991, c. 64	Code civil du Québec 71 , 2004, c. 23, a. 1 73 , 2004, c. 23, a. 2 109 , 2004, c. 3, a. 12 120 , 2004, c. 23, a. 3 132.1 , 2004, c. 3, a. 13 135 , 2004, c. 23, a. 4 366 , 2004, c. 5, a. 1 368 , 2004, c. 23, a. 5 373 , 2004, c. 23, a. 6 521.12 , 2004, c. 23, a. 7 564 , 2004, c. 3, a. 14 565 , 2004, c. 3, a. 14 568 , 2004, c. 3, a. 15 573.1 , 2004, c. 3, a. 16 574 , 2004, c. 3, a. 17 575 , 2004, c. 3, a. 18 581 , 2004, c. 3, a. 19 586 , 2004, c. 5, a. 2 587.2 , 2004, c. 5, a. 3 1339 , 2004, c. 37, a. 90 1341 , 2004, c. 37, a. 90 2442 , 2004, c. 37, a. 90
1996, c. 67	Loi instaurant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives 68 , 2004, c. 20, a. 213
1996, c. 77	Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives 87 , 2004, c. 20, a. 214
1999, c. 86	Loi sur les centres financiers internationaux 76 , 2004, c. 21, a. 549 77 , 2004, c. 21, a. 550

Référence	Titre Modifications
1999, c. 86	Loi sur les centres financiers internationaux — <i>Suite</i> 78 , 2004, c. 21, a. 551 81 , 2004, c. 21, a. 552
2000, c. 77	Loi sur le Mouvement Desjardins 9 , 2004, c. 37, a. 90 15 , 2004, c. 37, a. 90 46 , 2004, c. 37, a. 90 48 , 2004, c. 37, a. 90 49 , 2004, c. 37, a. 90 51 , 2004, c. 37, a. 90 53 , 2004, c. 37, a. 90 65 , 2004, c. 37, a. 90 70 , 2004, c. 37, a. 90
2001, c. 7	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives 92 , 2004, c. 8, a. 219
2002, c. 7	Loi portant réforme du Code de procédure civile 180 , 2004, c. 14, a. 6
2003, c. 3	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal 12 , 2004, c. 20, a. 215 13 , 2004, c. 20, a. 216
2003, c. 9	Loi donnant suite au discours sur le budget du 1 ^{er} novembre 2001, à l'énoncé complémentaire du 19 mars 2002 et à certains autres énoncés budgétaires 52 , 2004, c. 21, a. 553 67 , 2004, c. 8, a. 220 391 , 2004, c. 21, a. 554
2003, c. 14	Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités 64 , 2004, c. 29, a. 155 78.1 , 2004, c. 29, a. 156 84 , 2004, c. 29, a. 157 85 , 2004, c. 29, a. 158 88 , 2004, c. 29, a. 159 120 , 2004, c. 29, a. 160 125 , 2004, c. 29, a. 161 134.1 , 2004, c. 29, a. 162
2003, c. 29	Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche 99 , 2004, c. 20, a. 217 101.1 , 2004, c. 20, a. 218

INDEX

La mention *Voir* devant le numéro d'un chapitre indique que le sujet correspondant ne constitue pas le thème de ce chapitre mais fait plutôt référence à une loi modifiée, remplacée ou abrogée ou à un décret modifié par ce chapitre.

Sujet	Chapitres	Pages
A		
Adoption	c. 3	18
Adoption internationale	c. 3	18
Agence des partenariats public-privé du Québec	c. 32	66
Agents de la paix en services correctionnels, régime de retraite des	c. 39	77
Agglomérations, exercice de certaines compétences municipales dans certaines	c. 29	59
Aide financière aux études	c. 28	58
Archives	c. 25	54
Artistes professionnels	c. 16	37
Assemblée nationale	c. 19	42
Assurance automobile du Québec, Fonds d'	c. 34	69
Assurance automobile du Québec, Société de l'	c. 34	69
B		
Bibliothèque nationale du Québec	c. 25	54
Budget – <i>Voir</i> Loi donnant suite au discours sur le budget du 12 juin 2003 et à certains autres énoncés budgétaires		
C		
Caisse de dépôt et placement du Québec	c. 33	68
Carburants, taxe sur les	c. 9	28
Charte de la Ville de Gatineau	<i>Voir</i> c. 20	43
Charte de la Ville de Lévis	<i>Voir</i> c. 20	43
Charte de la Ville de Longueuil	<i>Voir</i> cc. 20, 29	43, 59
Charte de la Ville de Montréal	<i>Voir</i> cc. 20, 29	43, 59
Charte de la Ville de Québec	<i>Voir</i> cc. 20, 29	43, 59
Charte des droits et libertés de la personne	<i>Voir</i> c. 31	64
Code civil – Fixation de pensions alimentaires pour enfants	c. 5	22
Code civil – Mariage	c. 23	51
Code civil du Québec	<i>Voir</i> cc. 3, 5, 37	18, 22, 73
Code de déontologie des policiers du Québec	<i>Voir</i> c. 2	16
Code de la sécurité routière	<i>Voir</i> cc. 2, 34, 35	16, 69, 71

Sujet	Chapitres	Pages
Code de procédure civile	<i>Voir c. 3</i>	18
Code de procédure civile – Délai d’inscription	c. 14	35
Code de procédure civile – Fixation de pensions alimentaires pour enfants	c. 5	22
Code de procédure civile – Petites créances	c. 17	39
Code des professions	<i>Voir cc. 15, 37</i>	36, 73
Code du travail	<i>Voir c. 22</i>	50
Code municipal du Québec	<i>Voir cc. 20, 31, 37</i>	43, 64, 73
Compétences municipales dans certaines agglomérations	c. 29	59
Complexe sidérurgique, établissement par Sidbec d’un	c. 40	80
Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d’adoption internationale	c. 3	18
Crédits, 2004-2005	cc. 1, 7	15, 22

D

Décrets	<i>Voir c. 20</i>	43
Délai d’inscription – Code de procédure civile	c. 14	35
Discours sur le budget du 12 juin 2003, Loi donnant suite au	c. 21	47
Droits des personnes handicapées, exercice des	c. 31	64

E

Enfants, adoption d’	c. 3	18
Enfants, fixation de pensions alimentaires pour – Code civil et Code de procédure civile	c. 5	22
Enfants, protection des	c. 3	18
Énoncés budgétaires	c. 21	47
Enseignement privé	c. 38	76
Environnement, qualité de l’	c. 24	52
Équité salariale	c. 26	56
Études, aide financière aux	c. 28	58

F

Faune – <i>Voir Société de la faune et des parcs du Québec</i>		
Financement des infrastructures locales du Québec, Société de	c. 35	71
Fixation de pensions alimentaires pour enfants – Code civil et Code de procédure civile	c. 5	22
Fonds d’assurance automobile du Québec	c. 34	69
Forêts	c. 6	23

Sujet	Chapitres	Pages
H		
Handicapés – <i>Voir</i> Droits des personnes handicapées, exercice des		
I		
Îles-de-la-Madeleine, abolition des rentes aux	c. 13	34
Immigration au Québec	c. 18	40
Impôt sur le tabac	c. 9	28
Impôts	c. 8	26
Infrastructures locales du Québec, Société de financement des	c. 35	71
Inscription, délai d' – Code de procédure civile	c. 14	35
Instruction publique	c. 38	76
J		
Juges de paix, statut des	c. 12	32
L		
Loi abrogeant la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec et modifiant d'autres dispositions législatives	c. 11	30
Loi abrogeant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique et la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	c. 40	80
Loi assurant la mise en œuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives en matière d'adoption	c. 3	18
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées	<i>Voir</i> c. 31	64
Loi concernant certaines caisses d'entraide économique	<i>Voir</i> c. 37	73
Loi concernant certains placements des compagnies d'assurance	<i>Voir</i> c. 37	73
Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités	<i>Voir</i> c. 29	59
Loi concernant la taxe sur les carburants	<i>Voir</i> cc. 4, 9	20, 28
Loi concernant l'abolition des rentes aux Îles-de-la-Madeleine	c. 13	34
Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts	<i>Voir</i> c. 8	26

Sujet	Chapitres	Pages
Loi concernant les droits sur les mines	<i>Voir c. 21</i>	47
Loi concernant les droits sur les mutations immobilières	<i>Voir cc. 20, 21</i>	43, 47
Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport	<i>Voir c. 32</i>	66
Loi concernant l'impôt sur le tabac	<i>Voir cc. 4, 9, 21</i>	20, 28, 47
Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins	<i>Voir cc. 21, 37</i>	47, 73
Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi	<i>Voir cc. 21, 37</i>	47, 73
Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	<i>Voir cc. 21, 37</i>	47, 73
Loi d'interprétation	<i>Voir c. 12</i>	32
Loi donnant suite au discours sur le budget du 12 juin 2003 et à certains autres énoncés budgétaires	<i>c. 21</i>	47
Loi donnant suite au discours sur le budget du 1 ^{er} novembre 2001, à l'énoncé complémentaire du 19 mars 2002 et à certains autres énoncés budgétaires	<i>Voir cc. 8, 21</i>	26, 47
Loi électorale	<i>Voir c. 36</i>	72
Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires	<i>Voir c. 4</i>	20
Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi instituant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives	<i>Voir c. 20</i>	43
Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	<i>Voir c. 8</i>	26
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	<i>c. 20</i>	43
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les artistes professionnels	<i>c. 16</i>	37
Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives	<i>c. 31</i>	64
Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac et la Loi concernant la taxe sur les carburants	<i>c. 9</i>	28
Loi modifiant la Loi électorale	<i>c. 36</i>	72
Loi modifiant la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec, la Loi sur les archives et d'autres dispositions législatives	<i>c. 25</i>	54
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	<i>c. 33</i>	68

Sujet	Chapitres	Pages
Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives	c. 34	69
Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux études	c. 28	58
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale	c. 19	42
Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Environnement, la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives	c. 24	52
Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu	c. 10	29
Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives	c. 4	20
Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives	c. 39	77
Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale concernant l'établissement de programmes distincts	c. 26	56
Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives	<i>Voir c. 20</i>	43
Loi modifiant la Loi sur les forêts	c. 6	23
Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives	c. 8	26
Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général et le Code du travail	c. 22	50
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	c. 41	81
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives eu égard au statut des juges de paix	c. 12	32
Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives	c. 37	73
Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route	c. 27	57
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec	c. 18	40
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé	c. 38	76
Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de fixation de pensions alimentaires pour enfants	c. 5	22
Loi modifiant le Code civil relativement au mariage	c. 23	51
Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives	c. 2	16
Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de délai d'inscription	c. 14	35
Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de petites créances	c. 17	39
Loi modifiant le Code des professions	c. 15	36
Loi n° 1 sur les crédits, 2004-2005	c. 1	15
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005	c. 7	25

Sujet	Chapitres	Pages
Loi portant réforme du Code de procédure civile	<i>Voir c. 14</i>	35
Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec	<i>Voir c. 25</i>	54
Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec	<i>Voir c. 25</i>	54
Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	<i>Voir c. 33</i>	68
Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal	<i>Voir c. 20</i>	43
Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec	<i>Voir c. 20</i>	43
Loi sur la conservation du patrimoine naturel	<i>Voir cc. 11, 24</i>	30, 52
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur la distribution de produits et services financiers	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur la division territoriale	<i>Voir c. 12</i>	32
Loi sur la fiscalité municipale	<i>Voir cc. 4, 20</i>	20, 43
Loi sur la fonction publique	<i>Voir c. 31</i>	64
Loi sur la justice administrative	<i>Voir cc. 20, 31, 37</i>	43, 64, 73
Loi sur la police	<i>Voir c. 2</i>	16
Loi sur la protection de la jeunesse	<i>Voir c. 3</i>	18
Loi sur la protection du consommateur	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur la qualité de l'environnement	<i>Voir c. 24</i>	52
Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec	<i>Voir c. 21</i>	47
Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec et modifiant le Code de la sécurité routière	<i>c. 35</i>	71
Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec	<i>Voir cc. 2, 34</i>	16, 69
Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur la Société des loteries du Québec	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	<i>Voir c. 40</i>	80
Loi sur la taxe de vente du Québec	<i>Voir cc. 4, 8,</i> <i>21, 37</i>	20, 26, 47, 73
Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics	<i>Voir c. 31</i>	64
Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	<i>Voir c. 25</i>	54
Loi sur l'administration financière	<i>Voir cc. 11, 25,</i> <i>30, 32, 34,</i> <i>35, 37, 40</i>	30, 54, 62, 66, 69, 71, 73, 80
Loi sur l'administration publique	<i>Voir cc. 30, 31</i>	62, 64
Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec	<i>c. 32</i>	66
Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur l'aide financière aux études	<i>Voir c. 28</i>	58
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	<i>Voir c. 20</i>	43

Sujet	Chapitres	Pages
Loi sur l'Assemblée nationale	<i>Voir c. 19</i>	42
Loi sur l'assurance automobile	<i>Voir cc. 34, 37</i>	69, 73
Loi sur l'assurance maladie	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur l'assurance médicaments	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur l'assurance-dépôts	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur le cinéma	<i>Voir cc. 25, 37</i>	54, 73
Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur le courtage immobilier	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur le crédit forestier	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James	<i>Voir c. 20</i>	43
Loi sur le ministère de l'Environnement	<i>Voir c. 24</i>	52
Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	<i>Voir c. 30</i>	62
Loi sur le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche	<i>Voir c. 20</i>	43
Loi sur le ministère du Revenu	<i>Voir cc. 4, 8, 10, 20, 26, 29, 21, 25</i>	47, 54
Loi sur le Mouvement Desjardins	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur le parc de la Mauricie et ses environs	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur le parc Forillon et ses environs	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur le Protecteur du citoyen	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic	<i>Voir cc. 25, 32, 37</i>	54, 66, 73
Loi sur le régime de rentes du Québec	<i>Voir cc. 4, 12</i>	20, 32
Loi sur le régime de retraite de certains enseignants	<i>Voir c. 39</i>	77
Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels	<i>Voir c. 39</i>	77
Loi sur le régime de retraite des élus municipaux	<i>Voir cc. 20, 29</i>	43, 59
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	<i>Voir cc. 25, 32, 37, 39</i>	54, 66, 73, 77
Loi sur le régime de retraite des enseignants	<i>Voir c. 39</i>	77
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	<i>Voir c. 39</i>	77
Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement	<i>Voir cc. 25, 32, 37, 39</i>	54, 66, 73, 77

Sujet	Chapitres	Pages
Loi sur le registraire des entreprises	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur le remboursement d'impôts fonciers	<i>Voir cc. 4, 21</i>	20, 47
Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale	<i>Voir cc. 4, 21</i>	20, 47
Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs	<i>Voir c. 16</i>	37
Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma	<i>Voir c. 16</i>	37
Loi sur le traitement des élus municipaux	<i>Voir c. 20</i>	43
Loi sur l'enseignement privé	<i>Voir c. 38</i>	76
Loi sur l'équité salariale	<i>Voir cc. 26, 31</i>	56, 64
Loi sur les adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine	<i>Voir c. 3</i>	18
Loi sur les archives	<i>Voir c. 25</i>	54
Loi sur les assurances	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur les biens culturels	<i>Voir c. 25</i>	54
Loi sur les caisses d'entraide économique	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur les centres financiers internationaux	<i>Voir cc. 8, 21, 37</i>	26, 47, 73
Loi sur les cités et villes	<i>Voir cc. 20, 31, 37</i>	43, 64, 73
Loi sur les compagnies	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur les coopératives de services financiers	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur les cours municipales	<i>Voir c. 12</i>	32
Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur les espèces menacées ou vulnérables	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur les forêts	<i>Voir cc. 6, 11, 20</i>	23, 30, 43
Loi sur les impôts	<i>Voir cc. 4, 8, 21, 37</i>	20, 26, 47, 73
Loi sur les mines	<i>Voir c. 20</i>	43
Loi sur les parcs	<i>Voir c. 11</i>	30
Loi sur les régimes complémentaires de retraite	<i>Voir c. 20</i>	43
Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur les sociétés de transport en commun	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur les sociétés d'entraide économique	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur les substituts du procureur général	<i>Voir c. 22</i>	50
Loi sur les syndicats professionnels	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur les terres du domaine de l'État	<i>Voir c. 20</i>	43
Loi sur les tribunaux judiciaires	<i>Voir cc. 12, 41</i>	32, 81
Loi sur les valeurs mobilières	<i>Voir c. 37</i>	73
Loi sur les véhicules hors route	<i>Voir c. 27</i>	57

Sujet	Chapitres	Pages
Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	<i>Voir</i> c. 20	43
Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique	<i>Voir</i> c. 40	80
Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations	c. 29	59
Loi sur l'exercice des activités de bourse au Québec par Nasdaq	<i>Voir</i> c. 37	73
Loi sur l'immigration au Québec	<i>Voir</i> c. 18	40
Loi sur l'information concernant la rémunération des dirigeants de certaines personnes morales	<i>Voir</i> c. 37	73
Loi sur l'instruction publique	<i>Voir</i> c. 38	76
Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis	<i>Voir</i> c. 37	73
Loi sur Services Québec	c. 30	62

M

Mariage – Code civil	c. 23	51
Ministère de l'Environnement	c. 24	52
Ministère du Revenu	cc. 4, 10	20, 29
Municipalité de Roxton Pond	<i>Voir</i> c. 20	43
Municipalités	c. 20	43

P

Parc industriel et portuaire Québec-Sud, Société du	c. 40	80
Parcs du Québec, Société de la faune et des	c. 11	30
Partenariats public-privé Québec	c. 32	66
Pensions alimentaires pour enfants, fixation de – Code civil et Code de procédure civile	c. 5	22
Personnes handicapées, exercice des droits des	c. 31	64
Petites créances – Code de procédure civile	c. 17	39
Procédure civile, Code de – Délai d'inscription	c. 14	35
Procédure civile, Code de – Fixation de pensions alimentaires pour enfants	c. 5	22
Procédure civile, Code de – Petites créances	c. 17	39
Professions, Code des	c. 15	36

Q

Qualité de l'environnement	c. 24	52
Québec-Sud, Société du parc industriel et portuaire	c. 40	80

Sujet	Chapitres	Pages
-------	-----------	-------

R

Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels	c. 39	77
Rentes aux Îles-de-la-Madeleine, abolition des	c. 13	34
Retraite des agents de la paix en services correctionnels, régime de	c. 39	77

S

SAAQ	c. 34	69
Sécurité routière, Code de la	cc. 2, 35	16, 71
Services correctionnels, régime de retraite des agents de la paix en	c. 39	77
Services Québec	c. 30	62
Sidbec – <i>Voir</i> Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique		
Sidérurgie – <i>Voir</i> Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique		
Société de financement des infrastructures locales du Québec	c. 35	71
Société de l'assurance automobile du Québec	c. 34	69
Société de la faune et des parcs du Québec	c. 11	30
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	c. 40	80
Statut des juges de paix	c. 12	32
Substituts du procureur général	c. 22	50

T

Tabac, impôt sur le	c. 9	28
Taxe sur les carburants	c. 9	28
Tribunaux judiciaires	cc. 12, 41	32, 81

V

Valeurs mobilières	c. 37	73
Véhicules hors route	c. 27	57
Ville de Cap-Chat	<i>Voir</i> c. 20	43
Ville de La Malbaie	<i>Voir</i> c. 20	43
Ville de Sherbrooke	<i>Voir</i> c. 20	43
Ville de Trois-Rivières	<i>Voir</i> c. 20	43